

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# ***Bulletin officiel***

TEXTES ÉMIS EN JUILLET ET AOÛT 2008

Directrice de la publication : Catherine Ahmadi-Ruggeri  
Rédactrice en chef : Marie-Liesse Baudrez  
Secrétariat de rédaction : Centre de documentation juridique et administrative  
Mission de la coordination documentaire  
Contact : Véronique Van Temsche  
Contact abonnement : Claude Gardeur

Imprimerie du ministère de la Culture  
et de la Communication

Ministère de la Culture et de la Communication  
Direction de l'administration générale  
Sous-direction des affaires financières et générales  
Centre de documentation juridique et administrative  
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Cabinet de la ministre**

- Page 11 Arrêté du 15 juillet 2008 portant nomination au conseil scientifique de la Bibliothèque nationale de France.
- Page 11 Arrêté du 22 juillet 2008 portant nomination au conseil des collectivités territoriales pour le développement culturel.
- Page 11 Décision du 25 juillet 2008 portant nomination des membres à la commission de sélection de l'œuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère.
- Page 12 Arrêté du 31 juillet 2008 portant nomination du secrétaire général de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques.
- Page 12 Arrêté du 31 juillet 2008 portant désignation des membres du comité de rémunération du ministère de la Culture et de la Communication.
- Page 12 Décision du 31 juillet 2008 relative à l'intérim des fonctions de président de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet.
- Page 13 Arrêté du 21 août 2008 portant nomination du président du conseil scientifique de la Bibliothèque nationale de France.

### **Secrétariat général**

- Page 13 Arrêté du 7 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 19 février 2008 portant nomination des représentants de l'administration à la commission formation.
- Page 13 Arrêté du 7 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 19 février 2008 portant nomination des représentants du personnel à la commission formation.
- Page 14 Circulaire n° 2008/005 du 25 août 2008 relative aux modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux aux étudiants des établissements d'enseignement et formation sous la tutelle ou le contrôle pédagogique du ministère de la Culture - année 2008-2009.

### **Direction de l'administration générale**

- Page 23 Décision du 25 juillet 2008 portant changement d'utilisation, au sein du ministère de la Culture et de la Communication, d'un ensemble immobilier dénommé « Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon - Cloître du Val de Bénédiction » sis à Villeneuve-lès-Avignon (Gard) au profit de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles.

- Page 24 Arrêté du 12 août 2008 portant création d'une prestation pour la garde des enfants âgés de 6 à 12 ans des agents du ministère de la Culture et de la Communication.
- Page 24 Arrêté du 20 août 2008 portant nomination des membres du jury et des examinateurs spécialisés des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine organisés au titre de l'année 2008.
- Page 26 Circulaire n° 2008/006 du 29 août 2008 relative à la mise en œuvre de la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle modifiée par la loi n° 2006- 723 du 22 juin 2006 et du décret n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 modifié par le décret n° 2007-788 du 10 mai 2007.

### **Direction des Archives de France**

- Page 51 Instruction n° 2008/004 du 5 août 2008 relative aux traitement, tri et conservation des archives produites par les services déconcentrés du Trésor - comptabilité générale et dépôts et services financiers.

### **Direction de l'architecture et du patrimoine**

- Page 80 Décision du 7 mai 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Yacine Zanat).
- Page 80 Décision du 7 mai 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mohammed Bekada).
- Page 80 Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Jie Zheng).
- Page 80 Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mohamed Benabbad).
- Page 81 Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Éva Devico).
- Page 81 Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Chekir Hamadi).
- Page 81 Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Amer Jawhar).
- Page 82 Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Yoram Perez).
- Page 82 Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Marisa Sanabria).
- Page 82 Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mohamed Benelbar).
- Page 83 Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Chakib Hadri).
- Page 83 Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mauricio Herrera).
- Page 83 Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Hyun-Ju Lee).

Page 83	Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Mounia Mellah).
Page 84	Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Soung-Ho Park).
Page 84	Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Guillermo Perez-Aguirre).
Page 84	Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Se-Jun Whang).
Page 85	Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mahiedinne Bakiri).
Page 85	Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Ryma Haddad).
Page 85	Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Kwang Hoon Han).
Page 86	Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Hyunseok Kim).
Page 86	Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Youssra Liemlahi).
Page 86	Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Khansa Baklouti).
Page 86	Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Lionel Gbedji).
Page 87	Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Muriel Ishac).
Page 87	Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Tayeb Kettani).
Page 87	Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Baha Sikman).
Page 88	Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Tae-Young Kim).
Page 88	Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Idit Adler).
Page 88	Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Paola Arellano).
Page 89	Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Irina Bruscky).
Page 89	Décision du 25 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Charbel Abi Azar).
Page 89	Décision du 25 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Abdellah Aït Khouya).
Page 90	Décision du 25 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Andry Ravelojaona).

- Page 90 Décision du 25 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Suk Jo Rhe).
- Page 90 Décision du 25 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Kauntey Shah).
- Page 90 Décision du 25 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Maria Wakim El Habr).
- Page 91 Arrêté modificatif n° 024 du 10 juillet 2008 à l'arrêté n° 012 du 23 avril 2008 portant classement au titre des monuments historiques de l'hôtel de Ferrary ou Ferraris, 29, rue du Haut-Bourgeois à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Page 91 Arrêté n° 025 du 10 juillet 2008 portant classement au titre des monuments historiques du mausolée paléochrétien situé 39, rue Cochard à Sainte-Colombe (Rhône).
- Page 92 Arrêté n° 026 du 24 juillet 2008 portant classement au titre des monuments historiques de la statue de Napoléon I<sup>er</sup> à Cherbourg-Octeville (Manche).
- Page 93 Arrêté du 28 juillet 2008 portant autorisation de réaliser en France un projet d'architecture (M. Shuhei Endo : sculpture monumentale autour de la péniche Louise-Catherine, anciennement péniche de l'Armée du salut, aménagée par Le Corbusier en 1929).
- Page 93 Décision du 29 juillet 2008 portant désignation des personnalités qualifiées membres du jury constitué par arrêté du 4 juillet 2008 (jury auprès du Service national des travaux chargé d'émettre un avis pour la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre pour les aménagements nécessaires à l'installation définitive des services de la Médiathèque du patrimoine dans l'ancien séminaire de Charenton-le-Pont).
- Page 93 Arrêté du 30 juillet 2008 portant composition du Conseil national de la recherche archéologique.
- Page 94 Décision du 30 juillet 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Zaira Leite de Oliveira).
- Page 95 Arrêté du 30 juillet 2008 portant nomination à la Commission nationale de reconnaissance de diplômes.
- Page 95 Arrêté n° 027 du 31 juillet 2008 portant classement au titre des monuments historiques du château-fort de Guise (Aisne) en totalité.
- Page 96 Arrêté n° 028 du 31 juillet 2008 portant classement au titre des monuments historiques du château de Bonrepos et de son parc à Bonrepos-Riquet (Haute-Garonne).
- Page 97 Arrêté n° 029 du 31 juillet 2008 portant classement au titre des monuments historiques de la tour de l'hôtel Verdelin, situé 35 à 39, rue de l'Isle-d'Or à Cognac (Charente).

#### **Direction des musées de France**

- Page 97 Arrêté du 17 juillet 2008 portant nomination à la commission des acquisitions du musée national des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée.
- Page 98 Décision du 4 août 2008 portant reconnaissance des qualifications requises pour exercer la responsabilité des activités scientifiques du musée d'Art moderne de Lille-Métropole.

- Page 98 Décision du 5 août 2008 portant reconnaissance des qualifications requises pour exercer la responsabilité des activités scientifiques du musée municipal de Montmorillon.

### **Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles**

- Page 98 Décision du 16 juillet 2008 portant habilitation du Centre d'études supérieures de musique et de danse de Toulouse à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien.
- Page 99 Décision du 16 juillet 2008 portant habilitation du Centre d'études supérieures de musique et de danse de Poitou-Charentes à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien.
- Page 99 Décision du 16 juillet 2008 portant habilitation du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien.
- Page 100 Décision du 16 juillet 2008 portant habilitation du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien.
- Page 100 Décision du 16 juillet 2008 portant habilitation de l'École supérieure de théâtre de Bordeaux-Aquitaine à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien.
- Page 101 Décision du 16 juillet 2008 portant habilitation de l'École de la comédie de Saint-Étienne à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien.
- Page 101 Décision du 17 juillet 2008 portant habilitation de l'école régionale d'acteurs de Cannes à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien.
- Page 102 Décision du 17 juillet 2008 portant habilitation de l'Académie théâtrale-École supérieure de théâtre en Limousin à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien.
- Page 102 Décision du 17 juillet 2008 portant habilitation de l'École professionnelle supérieure d'art dramatique du Nord - Pas-de-Calais à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien.
- Page 103 Arrêté du 29 juillet 2008 portant classement du conservatoire du Grand Avignon en conservatoire à rayonnement régional.
- Page 103 Arrêté du 30 juillet 2008 portant classement de l'école municipale de musique de Vitry-sur-Seine en conservatoire à rayonnement communal.
- Page 103 Arrêté du 28 août 2008 fixant le nouveau règlement des études du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris.

### **Délégation aux arts plastiques**

- Page 111 Arrêté du 24 avril 2008 portant nomination d'un nouveau membre au sein de la commission nationale consultative pour l'attribution des aides à l'édition d'art contemporain et des allocations en théorie-critique d'art.
- Page 111 Arrêté du 9 juillet 2008 portant nomination des membres de la commission nationale consultative pour l'attribution des aides à la création audiovisuelle et multimédia (Image/mouvement).

- Page 112 Arrêté du 9 juillet 2008 portant nomination à la commission consultative pour l'attribution des allocations d'étude et de recherche en matière de restauration et de conservation d'œuvres d'art.

### **Centre national de la cinématographie**

- Page 112 Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2008 portant reconduction des membres de la commission prévue par la décision réglementaire n° 51 du 10 juillet 1964 fixant les conditions de délivrance de la carte d'identité professionnelle.
- Page 113 Décision du 8 juillet 2008 portant nomination au comité d'experts prévu à l'article 6 de l'arrêté du 24 août 1998 relatif au soutien financier à l'exploitation cinématographique.
- Page 113 Décision du 17 juillet 2008 portant nomination à la commission d'agrément des formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples prévue à l'article 3 du décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002.

### **Centre des monuments nationaux**

- Page 114 Décision n° DS ABF-IL 1-2008-PRoy-FA du 31 mai 2008 portant délégation de signature.
- Page 115 Décision n° DS IL Adm-2-2008-PTh du 1<sup>er</sup> juillet 2008 portant délégation de signature.

### **Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou**

- Page 115 Décision n° 0185-N du 4 juillet 2008 portant avenant n° 5 à la délégation de signature du 27 août 2007.
- Page 117 Décision n° 0187-N du 11 juillet 2008 portant avenant n° 6 à la délégation de signature du 27 août 2007.

### **Musée du Louvre**

- Page 118 Décision n° DFJ/2008/08 du 18 juillet 2008 portant création d'une commission d'appel d'offres spécifique pour la passation des marchés de maîtrise d'œuvre relatifs au schéma directeur incendie (SDI) et aux quatre opérations suivantes : « système de sécurité incendie - système de sonorisation de sécurité - pôle de commandement incendie (SSS/SSI/PCI) », « éclairage de sécurité », « désenfumage », « recoupement des volumes techniques ».

### **Musée d'Orsay**

- Page 119 Décision n° 2008-044 du 11 août 2008 portant institution d'une régie de recettes et d'avances pour l'établissement public du musée d'Orsay.

### **Grand Palais des Champs-Élysées**

- Page 120 Décision n° 2008/03 du 18 janvier 2008 relative aux candidatures retenues pour la consultation préalable à l'attribution de la concession du restaurant du Grand Palais.
- Page 120 Décision n° 2008/16 du 28 juillet 2008 portant constitution de la commission d'examen des offres reçues pour la concession de l'espace de restauration du Grand Palais.



## Mesures d'information

Page 122 **Relevé de textes parus au *Journal officiel***

Page 135 **Réponses aux questions écrites**  
(Assemblée nationale et Sénat)

### Divers

Page 141 Annexe de l'arrêté du 15 juillet 2008 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 169* du 22 juillet 2008) (Cahors).

Page 143 Annexe de l'arrêté du 15 juillet 2008 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 169* du 22 juillet 2008) (Dreux).

Page 144 Annexe de l'arrêté du 15 juillet 2008 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 169* du 22 juillet 2008) (Lavaur).

Page 144 Annexe de l'arrêté du 15 juillet 2008 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 169* du 22 juillet 2008) (Saint-Lô).

Page 145 Annexe de l'arrêté du 17 avril 2008 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 219* du 19 septembre 2008) (Remiremont).

Page 146 Dérogations au délai vidéo.

Page 147 Bulletin d'abonnement.



# Mesures de publication et de signalisation

## CABINET DE LA MINISTRE

### **Arrêté du 15 juillet 2008 portant nomination au conseil scientifique de la Bibliothèque nationale de France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 94-3 du 3 janvier 1994 modifié par le décret n° 2006-1365 du 9 novembre 2006 portant création de la Bibliothèque nationale de France,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés membres du conseil scientifique de la Bibliothèque nationale de France :

1° En qualité de personnalités qualifiées :

- M. Roger Chartier, professeur au Collège de France ;
- M. François Gèze, président-directeur général des Éditions La Découverte ;
- M. Didier Sicard, professeur de médecine à l'université René-Descartes.

2° En qualité de représentants d'institutions scientifiques et documentaires, françaises et étrangères :

- M. Patrick Bazin, directeur de la bibliothèque municipale de Lyon ;
- M. Christian de Boissieu, président du conseil d'analyse économique et professeur à l'université de Paris I ;
- M. Olivier Bonfait, professeur d'histoire de l'art moderne à l'université de Provence ;
- M<sup>me</sup> Milagros del Corral, directrice de la Bibliothèque nationale d'Espagne ;
- M. Michel Delon, professeur à l'université de Paris Sorbonne ;
- M<sup>me</sup> Bernadette Dufrêne, enseignante à l'université Pierre-Mendès-France à Grenoble ;
- M<sup>me</sup> Nancy Green, directrice d'étude à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Christine Albanel

### **Arrêté du 22 juillet 2008 portant nomination au conseil des collectivités territoriales pour le développement culturel.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu l'arrêté du 18 février 2002 portant création du conseil des collectivités territoriales pour le développement culturel,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés membres du conseil des collectivités territoriales pour le développement culturel :

\* les directeurs régionaux des affaires culturelles :

- M<sup>me</sup> Véronique Chatenay-Dolto, directrice régionale des affaires culturelles de la région Nord - Pas-de-Calais ;
- M. Jean-Claude Van Dam, directeur régional des affaires culturelles de la région Centre ;
- M. François Brouat, directeur régional des affaires culturelles de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- M. Jean-Luc Bredel, directeur régional des affaires culturelles de la région Lorraine.

\* au titre des personnalités qualifiées :

- M. Pierre-Michel Menger ;
- M. Yves Lion ;
- M<sup>me</sup> Sylvie Burgat ;
- M. Jean-Pierre Saez ;
- M. Jean-Pierre Heintz.

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Christine Albanel

### **Décision du 25 juillet 2008 portant nomination des membres à la commission de sélection de l'œuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'industrie cinématographique, notamment son article 2 (6°) ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 1993 relatif à la commission de sélection de l'œuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés, pour l'année 2008, membres de la commission de sélection de l'œuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère, au titre des membres de droit :

- M. Pierre Chevalier, président de la commission des avances sur recettes ;
- M. Thierry Frémaux, délégué artistique du Festival de Cannes.

**Art. 2.** - Sont nommés, pour l'année 2008, membres de la commission précitée, au titre des personnalités qualifiées :

- M. Jean-Jacques Annaud ;
- M. Costa Gavras ;
- M<sup>me</sup> Jeanne Moreau ;
- M. Alain Terzian ;
- M. Régis Wargnier.

**Art. 3.** - La directrice générale du Centre national de la cinématographie est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Christine Albanel

**Arrêté du 31 juillet 2008 portant nomination du secrétaire général de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 77-1167 du 20 octobre 1977 portant création d'une mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'avis du président de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Christian Romon, ingénieur général des ponts et chaussées, est nommé secrétaire général de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques, à compter du 18 juillet 2008.

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Christine Albanel

**Arrêté du 31 juillet 2008 portant désignation des membres du comité de rémunération du ministère de la Culture et de la Communication.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2006-1019 du 11 août 2006 portant attribution d'une indemnité de performance en faveur des directeurs d'administration centrale, notamment son article 4,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont désignés en qualité de membres du comité ministériel de rémunération du ministère de la Culture et de la Communication en sus de M. Guillaume Boudy, secrétaire général, membre de droit du comité :

- M. Jean-François Hébert, directeur du cabinet de la ministre de la Culture et de la Communication ;
- M. Patrick Olivier, chef du service de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles ;
- M. Michel Lagrave, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, membre suppléant de la Cour de discipline budgétaire et financière.

**Art. 2.** - L'arrêté du 22 juillet 2007 portant nomination au comité ministériel de rémunération du ministère de la Culture et de la Communication est abrogé.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Christine Albanel

**Décision du 31 juillet 2008 relative à l'intérim des fonctions de président de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 modifiée relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 2003-1301 du 26 décembre 2003 modifié par le décret n° 2005-876 du 29 juillet 2005 portant création de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication, modifié par le décret n° 2004-822 du

18 août 2004 et par le décret n° 2006-1828 du 23 décembre 2006 ;

Vu le décret du 5 juillet 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Patrick Farçat est chargé de l'intérim des fonctions de président de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet, jusqu'à la nomination du nouveau président.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Christine Albanel

**Arrêté du 21 août 2008 portant nomination du président du conseil scientifique de la Bibliothèque nationale de France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 94-3 du 3 janvier 1994 modifié par le décret n° 2006-1365 du 9 novembre 2006 portant création de la Bibliothèque nationale de France,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Roger Chartier, professeur au Collège de France, est nommé président du conseil scientifique de la Bibliothèque nationale de France.

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Christine Albanel

---

---

## SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

**Arrêté du 7 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 19 février 2008 portant nomination des représentants de l'administration à la commission formation.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2007 portant création d'une commission formation ;

Vu l'arrêté du 19 février 2008 portant nomination des représentants de l'administration à la commission formation,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés en qualité de représentants titulaires de l'administration à la commission formation :

- M. Guillaume Boudy, secrétaire général, en remplacement de M<sup>me</sup> Christine Le Bihan-Graf ;

- M<sup>me</sup> Anne Darrasse, responsable de la formation au Centre des monuments nationaux, en remplacement de M<sup>me</sup> Monique Molliex.

**Art. 2.** - Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère.

Pour la ministre et par délégation :  
Par empêchement du secrétaire général :  
Le chef du service du personnel et des affaires sociales,  
Olivier Noël

**Arrêté du 7 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 19 février 2008 portant nomination des représentants du personnel à la commission formation.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2007 portant création d'une commission formation ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2007 fixant le nombre de sièges accordées aux organisations syndicales représentées à la commission formation ;

Vu l'arrêté du 19 février 2008 portant nomination des représentants du personnel à la commission formation,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M<sup>me</sup> Dominique Gérin est nommée en qualité de représentante suppléante du personnel à la commission formation au titre du syndicat CFDT-Culture en remplacement de M<sup>me</sup> Michèle Ducret.

**Art. 2.** - Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère.

Pour la ministre et par délégation :  
Par empêchement du secrétaire général :  
Le chef du service du personnel et des affaires sociales,  
Olivier Noël

**Circulaire n° 2008/005 du 25 août 2008 relative aux modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux aux étudiants des établissements d'enseignement et formation sous la tutelle ou le contrôle pédagogique du ministère de la Culture - année 2008-2009.**

Texte adressé aux directeurs d'administration centrale ; aux directeurs régionaux des affaires culturelles ; aux directeurs des établissements d'enseignement et formation sous la tutelle ou le contrôle pédagogique du ministère de la Culture.

La présente circulaire, dont les dispositions sont applicables à compter de la rentrée 2008, annule et remplace :

- la circulaire n° 2007/010 du 30 juillet 2007 relative aux modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux aux étudiants des Écoles nationales supérieures d'architecture ;
- la circulaire n° 2008-001 du 31 janvier 2008 fixant les conditions d'attribution des bourses d'études sur critères sociaux pour l'année universitaire 2007/2008 ;
- la note du 30 mai 2007 de la délégation aux arts plastiques relative aux conditions d'attribution des bourses d'études pour les Écoles supérieures d'art.

Les modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux des établissements d'enseignement et de formation sous la tutelle ou le contrôle pédagogique du ministère de la Culture font l'objet de dispositions se référant à la circulaire du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n° 2008-1013 du 12 juin 2008 relative aux modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux et des aides au mérite et à la mobilité internationale - année 2008-2009.

En application des dispositions de l'article L. 821-1 du Code de l'éducation, l'État peut attribuer des aides financières aux étudiants inscrits en formation initiale. Ces aides sont destinées à favoriser l'accès aux études supérieures et à améliorer les conditions d'études des étudiants.

La bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux est accordée à l'étudiant confronté à des

difficultés matérielles ne lui permettant pas d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures. Elle constitue une aide complémentaire à celle de la famille. À ce titre, elle ne peut se substituer à l'obligation alimentaire telle que définie par les dispositions des articles 203 et 371-2 du Code civil qui imposent aux parents d'assurer l'entretien de leurs enfants, même majeurs, tant que ces derniers ne sont pas en mesure de subvenir à leurs propres besoins.

Les revenus de la famille ainsi que le nombre de points de charge, dont la nature est définie dans la présente circulaire, sont pris en compte pour déterminer le taux de la bourse fixé en application d'un barème national.

Durant la totalité de ses études supérieures, un étudiant ne peut se prévaloir de droits annuels de bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux selon les modalités décrites en annexe.

Le maintien de la bourse est soumis à des conditions de progression, d'assiduité aux cours et de présence aux examens.

Pour bénéficier d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, l'étudiant doit être inscrit dans une formation relevant de la compétence du ministre chargé de la culture conduisant à un diplôme du ministère de la Culture.

L'étudiant doit par ailleurs satisfaire à des conditions d'âge, d'études et de nationalité.

La demande de bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux est effectuée chaque année dans les établissements concernés.

En application des dispositions de l'article L. 381-8 du Code de la sécurité sociale, les étudiants boursiers sont exonérés, de droit, de la cotisation à la sécurité sociale étudiante.

Dans le souci de répondre au mieux aux situations particulières de certains étudiants, des aides complémentaires à la bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux sont susceptibles d'être allouées, dans la limite des crédits budgétaires ouverts à cet effet. Ces aides complémentaires sont constituées par des compléments de bourse, des aides d'urgence accordées aux étudiants en difficulté et des aides pour l'achat de matériel pédagogique.

Les étudiants rencontrant des difficultés particulières peuvent également s'adresser aux services sociaux des CROUS pour obtenir une aide d'urgence ponctuelle dans le cadre du Fonds national d'aide d'urgence mis en place à compter de la rentrée 2008-2009, selon les dispositions de la circulaire n° 2008-1017 du 12 juin 2008.

Les dispositions relatives aux conditions requises pour l'obtention d'une bourse d'études sur critères sociaux sont développées dans les annexes suivantes.

Cette circulaire sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le secrétaire général,  
Guillaume Boudy

## Annexe 1

### Conditions d'études

#### Principe

Pour bénéficier d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux attribuée par le ministère chargé de la culture, l'étudiant doit être inscrit en formation initiale dans un établissement d'enseignement et de formation placé sous la tutelle ou le contrôle pédagogique du ministère chargé de la culture et dans une formation habilitée à recevoir des boursiers.

Il doit par ailleurs suivre des études supérieures à temps plein relevant de la compétence du ministère chargé de la culture.

#### 1 - Diplômes et formations préparés dans les établissements d'enseignement et de formation placés sous la tutelle ou le contrôle pédagogique du ministère de la Culture et ouvrant droit à bourses

##### 1° - Délégation aux arts plastiques

Toutes les formations dispensées dans les écoles d'art sous contrôle pédagogique du ministère chargé de la culture et de la communication dont :

##### a) Les diplômes nationaux assortis de mentions et options différentes :

- diplôme national supérieur d'expressions plastiques (Dnsep) « créateur concepteur d'expressions plastiques option art, design, communication »,
- diplôme national d'arts plastiques (Dnap),
- diplôme national d'arts et techniques (Dnat) « réalisateur-designer »,
- diplômes d'études de troisième cycle des écoles d'art et d'universités, habilités par le ministère chargé de l'enseignement supérieur.

##### b) Les diplômes d'école :

- diplômes de l'École nationale supérieure des beaux-arts (Ensba),
- diplômes de l'École nationale supérieure des arts décoratifs (Ensad),

- diplômes de l'École nationale supérieure de création industrielle (Ensci-Les Ateliers),
- diplôme de l'École nationale supérieure de la photographie (Arles),
- diplôme du Studio national des arts contemporains du Fresnoy (Tourcoing),
- autres diplômes agréés par arrêté du ministre chargé de la culture et de la communication.

##### 2° - Direction de l'architecture et du patrimoine

Formations assurées dans 18 Écoles nationales supérieures d'architecture (ENSA) et 2 Écoles nationales supérieures d'architecture et de paysage (ENSAP) :

- le diplôme d'études en architecture,
- le diplôme d'État d'architecte,
- le diplôme de paysagiste DPLG,
- le diplôme national d'études de paysage (habilitation en cours),
- le diplôme national d'études supérieures de paysage (habilitation en cours).

##### 3° Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles

##### 1 - Les formations supérieures en musique

##### *1. - Le diplôme de formation supérieure (DFS) :*

- de musicien-interprète,
- de chef d'orchestre,
- de musicologue (recherche, création, composition),

délivré par le Conservatoire national supérieur de musique et de danse (CNSMD) de Paris.

##### *2. - Le diplôme national d'études supérieures musicales (DNESM) :*

- de musicien interprète,
- de chef de chœur,
- de musicologue (recherche, création, composition),

délivré par le Conservatoire national supérieur de musique et de danse (CNSMD) de Lyon.

##### *3. - Le diplôme national supérieur professionnel (DNSP) de musicien :*

Délivré par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministère de la Culture et de la Communication en application de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de musicien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme (habilitations en cours).

II - Les formations supérieures en danse*1. - Le diplôme de formation supérieure (DFS) :*

- de danseur interprète,
- de notateur du mouvement dansé,

délivré par le CNSMD de Paris.

*2. - Le diplôme national d'études supérieures chorégraphiques de danseur interprète (DNESC) :*

délivré par le CNSMD de Lyon.

*3. - Le certificat de fin d'études chorégraphiques :*

délivré par l'École nationale supérieure de danse de Marseille.

*4. - Le certificat de fin d'études :*

délivré par l'École supérieure de danse de Cannes.

*5. - L'attestation d'études :*

délivrée par l'école de danse de l'Opéra national de Paris.

*6. - Le diplôme de fin d'études :*

délivré par le Centre national de danse contemporaine  
- L'Esquisse d'Angers.

Les formations mises en place par ces établissements comportent une année d'études supplémentaire à l'issue du cursus conduisant à la délivrance des diplômes et certificats, consacrée à l'insertion professionnelle des étudiants.

Ces diplômes et certificats seront progressivement remplacés par le diplôme national supérieur professionnel (DNSP) de danseur (en cours d'élaboration) lorsque ces établissements seront habilités à le délivrer en application du décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007.

III - Les formations supérieures en théâtre*1. - Le certificat de fin d'études :*

délivré par :

- le Conservatoire national supérieur d'art dramatique (CNSAD),
- l'École supérieure d'art dramatique de Strasbourg (TNS),
- l'École supérieure régionale d'acteurs de Cannes,
- l'École de la comédie de Saint-Étienne,
- l'École du théâtre national de Bretagne,
- l'École professionnelle supérieure d'art dramatique du Nord - Pas-de-Calais,

- l'École supérieure de théâtre de Bordeaux en Aquitaine,

- la classe supérieure du conservatoire à rayonnement régional de Montpellier.

*2. - Le diplôme national supérieur professionnel (DNSP) de comédien :*

délivré par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministère de la Culture et de la Communication en application de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de comédien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme (habilitations en cours).

IV - Les formations supérieures des arts du cirque*1. - Le diplôme des métiers des arts du cirque (DMA) :*

délivré par :

- le Centre national des arts du cirque (CNAC),
- l'Académie Fratellini.

*2. - Le brevet artistique des techniques du cirque (BATC) :*

délivré par l'École nationale contemporaine des arts du cirque de Rosny-sous-Bois.

V - Les formations supérieures des arts de la marionnette*1. - Le diplôme des métiers des arts de la marionnette (DMA) :*

délivré par l'Institut international de la marionnette.

VI - Les formations supérieures d'enseignants de la musique et de la danse*1. - Le certificat d'aptitude aux fonctions de :*

- directeur des conservatoires à rayonnement régional et départemental, délivré par le CNSMD de Paris,
- professeur de musique, délivré par les CNSMD de Paris et de Lyon,
- professeur de danse, délivré par le CNSMD de Lyon.

*2. - Le diplôme d'État de professeur de musique :*

dont la formation est dispensée par les centres de formation des enseignants de la danse et de la musique (CEFEDM), les Centres d'études supérieures de musique et de danse (CESMD) et le département de formation des enseignants de la musique (DEFEDM).

*3. - Le diplôme d'État de professeur de danse :*

dont la formation est dispensée par les centres habilités par le ministère de la Culture et de la Communication.



**4° Direction des musées de France**

- 1) Le diplôme de premier cycle de l'École du Louvre,
- 2) Le diplôme de muséologie de l'École du Louvre,
- 3) Le diplôme de deuxième cycle de l'École du Louvre.

**5° Centre national de la cinématographie**

- Le diplôme délivré par l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son.

**2 - Conditions d'ouverture du droit à une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux ou à une aide d'urgence dans les pays membres du Conseil de l'Europe**

La bourse allouée à des étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement et de formation placés sous la tutelle ou le contrôle pédagogique du ministère chargé de la culture, dans les conditions prévues par le présent titre, continuera de leur être versée s'ils sont admis, sur leur demande et avec l'approbation des autorités responsables de leurs études, à poursuivre leurs études dans un établissement d'enseignement supérieur situé dans un autre État membre du Conseil de l'Europe ayant ratifié l'accord européen du 12 décembre 1969 sur le maintien du paiement des bourses aux étudiants poursuivant leurs études à l'étranger.

**Annexe 2****Critères d'attribution****1 - Conditions d'âge**

Être âgé de moins de 28 ans au 1<sup>er</sup> octobre de l'année de formation supérieure, dans le cas d'une première demande de bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux.

À partir de 28 ans, l'étudiant ne doit pas interrompre ses études pour continuer à bénéficier d'une bourse.

La limite d'âge peut être reculée en fonction de la durée du volontariat dans les armées ou du volontariat civil telle que prévue aux articles L. 121-1 et L. 122-3 du Code du service national.

Pour tout étudiant, la limite d'âge est reculée d'un an par enfant élevé.

Aucune limite d'âge n'est opposable à l'étudiant atteint d'un handicap reconnu par la commission des droits et de l'autonomie des handicapés.

**2 - Conditions de nationalité**

Les étudiants suivants peuvent percevoir une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux :

**2.1 - Étudiant de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que la France, d'un autre État partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse.**

Outre les conditions générales, le ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que la France ou d'un autre État partie à l'Espace économique européen doit, en application des articles 7 et 12 du règlement n° 1612-68 (CEE) du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, remplir l'une des conditions suivantes :

- avoir précédemment occupé un emploi permanent en France, à temps plein ou à temps partiel. L'activité doit être réelle et effective et avoir été exercée en qualité de salarié ou de non-salarié ;
- justifier que l'un de ses parents ou son tuteur légal a perçu des revenus en France.

La condition de détention de la qualité de travailleur communautaire ou d'enfant de travailleur communautaire n'est pas exigée pour l'étudiant qui atteste d'un certain degré d'intégration dans la société française.

Le degré d'intégration est apprécié notamment au vu de la durée du séjour, de la scolarité suivie en France ou encore des liens familiaux en France.

Cette condition n'est en tout état de cause pas exigée si l'étudiant justifie de 5 ans de résidence régulière ininterrompue en France (article 24 de la directive 2004/38/CE du 29 avril 2004).

L'ensemble de ces dispositions est applicable au ressortissant de la Confédération suisse, en application des articles 3 et 9 de l'annexe 1 de l'accord entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes, signé le 21 juin 1999.

**2.2 - Étudiant de nationalité étrangère**

Outre les conditions générales, l'étudiant de nationalité étrangère doit remplir l'une des conditions suivantes :

- être en possession d'un certificat de réfugié délivré par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) ou d'un récépissé de la demande de titre de séjour qui vaut autorisation de séjour portant la mention « reconnu réfugié » délivré par la préfecture ou de la carte de résident en application du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) ;
- être titulaire d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident délivrée en application du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Dans ce cas, l'étudiant doit en outre être domicilié en France depuis au moins deux ans et attester d'un foyer fiscal de rattachement (père, mère ou tuteur légal) en France depuis au moins deux ans.

Cette dernière condition est appréciée au 1<sup>er</sup> octobre de l'année universitaire pour laquelle la bourse est sollicitée ;

- être Andorran de formation française. L'étudiant étranger dont les parents résident en Andorre peut bénéficier d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux dans les mêmes conditions que l'étudiant étranger domicilié en France.

### **3 - Cas d'exclusion du bénéfice des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux**

Sont exclus du bénéfice d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux :

- les fonctionnaires stagiaires, les agents titulaires des fonctions publiques de l'État, territoriale ou hospitalière, en activité, en disponibilité, en congé sans traitement ;
- les personnes en détention pénale sauf celles placées en régime de semi-liberté ;
- les personnes inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) comme demandeurs d'emploi ou bénéficiaires d'aides à l'insertion et/ou à la formation professionnelle ;
- les personnes rémunérées sous contrat d'apprentissage ou de professionnalisation ou en congé individuel de formation ;
- les étudiants qui suivent des cours de mise à niveau linguistique dans un État étranger.
- les étudiants originaires de certaines collectivités d'outre-mer pris en charge par le ministère de l'Outre-mer conformément aux dispositions du décret n° 88-1012 du 28 octobre 1988 et du décret n° 89-733 du 11 octobre 1989

## **Annexe 3**

### **Conditions de ressources et points de charge**

#### **1 - Conditions de ressources**

##### **Principe**

Les plafonds de ressources ouvrant droit à une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux font l'objet, chaque année, d'un arrêté publié au *Journal officiel* de la République française.

Les revenus retenus pour le calcul du droit à bourse sont ceux perçus durant l'année n-2 par rapport à l'année de dépôt de la demande de bourse et plus précisément, ceux figurant à la ligne « revenu brut global » ou « déficit brut global » du ou des avis fiscaux

d'imposition, de non-imposition ou de non-mise en recouvrement, de restitution ou de dégrèvement.

Sont également pris en compte les revenus perçus à l'étranger ou dans les territoires d'outre-mer et ne figurant pas à la ligne précitée de l'avis fiscal.

Ne sont pas comptabilisés dans le calcul du droit à bourse les salaires versés à l'étudiant âgé de 25 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition en rémunération d'activités exercées pendant ses études supérieures ou exercées durant les congés universitaires dans la limite de trois fois le montant mensuel du SMIC.

#### **1.1 - Dispositions particulières**

##### **1.1.1 - Séparation**

En cas de séparation de fait ou de corps dûment justifiée ou de divorce, les revenus pris en compte sont ceux du parent ayant à charge le candidat, sous réserve qu'un jugement prévoie pour l'autre parent l'obligation du versement d'une pension alimentaire.

En l'absence d'un tel jugement, les ressources des deux parents sont prises en compte, ces derniers étant soumis à l'obligation d'entretien en application des dispositions du Code civil. Dans le cas du versement volontaire d'une pension alimentaire, cette dernière doit être déduite du revenu brut global du conjoint qui la verse.

Cependant, dans le cas de l'étudiant majeur ne figurant pas sur le jugement de divorce, il convient de retenir les ressources du parent qui a la charge fiscale de l'étudiant ou de celui (ou ceux) qui lui versent directement une pension alimentaire.

Par ailleurs, en l'absence de la mention du versement d'une pension alimentaire dans le jugement de divorce, les ex-conjoints peuvent attester du fait, dûment constaté et fiscalement reconnu, que chacun d'entre eux a la charge d'un de leurs enfants au moins, il sera alors possible d'examiner le droit à bourse sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

Enfin, dans les situations attestées par une évaluation sociale révélant l'incapacité de l'un des parents à remplir l'obligation telle que définie par le Code civil, une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux pourra être accordée sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

Dans tous les cas, si sur la déclaration fiscale, la lettre « T », correspondant à la situation de parent isolé (définie à l'article L. 524-2 du Code de la sécurité sociale) est mentionnée, les revenus du seul parent concerné sont pris en compte. Il en est de même si le

parent qui a la charge de l'étudiant, peut justifier du versement de l'allocation « parent isolé ».

#### 1.1.2 - Remariage ou nouvelle union

Lorsque le nouveau conjoint prend fiscalement à charge un ou des enfants étudiants issus du premier mariage de son conjoint, le droit à bourse de ces étudiants doit être examiné en fonction des ressources du nouveau couple constitué.

#### 1.1.3 - Pacte civil de solidarité ou union libre

Lorsque le pacte civil de solidarité ou l'union libre concerne les deux parents de l'étudiant, les revenus des deux parents sont pris en compte. Si l'un des deux membres du couple n'est pas un des parents de l'étudiant, le droit à bourse doit être apprécié, selon le cas, en fonction des dispositions des points 1.1.1 ou 1.1.2 ci-dessus.

#### 1.1.4 - Étudiant français ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que la France, d'un autre État partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse dont les parents résident et/ou travaillent à l'étranger

Pour l'étudiant français, le consulat de France doit transmettre, à titre confidentiel, les éléments permettant d'évaluer les ressources et les charges familiales, et notamment une appréciation sur le niveau des revenus compte tenu du coût de la vie locale.

L'étudiant européen dont les parents ne résident pas sur le territoire français doit présenter toutes les pièces nécessaires à l'examen de son droit à bourse : soit un avis fiscal ou un document assimilé portant sur l'année n-2, soit, en l'absence d'un tel document, les fiches de salaire du père et de la mère ou du tuteur légal portant sur les trois derniers mois de l'année n-2.

Les ressources ainsi obtenues, transposées éventuellement en euros et après réintégration du montant de l'impôt payé lorsque celui-ci est directement prélevé à la source, constituent le « revenu brut global » de la famille qui doit être pris en compte comme celui retenu en France.

#### 1.1.5 - Étudiant de nationalité étrangère

Cet étudiant doit joindre à son dossier de candidature une attestation sur l'honneur du ou des parents ou du tuteur légal l'ayant à charge indiquant si des revenus sont perçus à l'étranger et, dans l'affirmative, leur montant en euros. Dans ce cas, ces revenus seront ajoutés au « revenu brut global » figurant sur l'avis fiscal établi en France.

## 1.2 - Dispositions dérogatoires

### 1.2.1 - Relatives à la référence de l'année n-2

Les revenus de l'année civile écoulée, voire ceux de l'année civile en cours, peuvent être retenus. Dans ce cas, les revenus effectivement perçus durant l'année considérée sont examinés après prise en compte de l'évolution du coût de la vie durant cette (ces) année(s) mesurée par l'Institut national de la statistique et des études économiques afin de les comparer à ceux de l'année de référence. Cette disposition s'applique dans les situations suivantes :

- une diminution durable et notable des ressources familiales résultant de maladie, décès, chômage, retraite, divorce, séparation de fait ou séparation de corps dûment constatée par la juridiction judiciaire ou lorsque la situation personnelle de l'étudiant et/ou de son conjoint est prise en compte (cf. point 1.2.2 ci-dessous) à la suite d'un mariage ou d'une naissance récents ;
- une diminution des ressources consécutive à une mise en disponibilité, à un travail à temps partiel, à une réduction du temps de travail durable ou à un congé sans traitement (congé parental par exemple).

### 1.2.2 - Relatives aux revenus

Les seules ressources de l'étudiant, voire celles du foyer fiscal auquel il est rattaché, peuvent être prises en compte dans les conditions ci-après :

- étudiant marié ou ayant conclu un pacte civil de solidarité en application de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999. Le couple, le conjoint ou le partenaire doit disposer de ressources mensuelles égales ou supérieures à 90 % du SMIC permettant ainsi d'assurer leur indépendance financière. Les intéressés doivent avoir établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents ou du tuteur légal.

L'étudiant étranger doit remplir les conditions de l'annexe 2 à l'exclusion du rattachement à un foyer fiscal (père, mère, tuteur légal).

Lorsqu'une bourse a été attribuée en fonction des revenus du couple ou du conjoint ou du partenaire du candidat boursier, cette aide continue d'être allouée au titre de l'année universitaire en cours, même si, entre temps, ces revenus ont diminué, voire disparu, notamment en cas de départ comme volontaire civil ou volontaire dans les armées, de séparation dûment constatée par la juridiction judiciaire, de divorce ou de veuvage ;

- étudiant ayant lui-même un ou plusieurs enfants à charge fiscalement et qui ne figure plus sur la déclaration de revenus de ses parents ou du tuteur légal. L'étudiant étranger doit remplir les conditions de l'annexe 2 à l'exclusion du rattachement à un foyer fiscal (père, mère, tuteur légal) ;

- étudiant, âgé de 18 à 21 ans, bénéficiaire des prestations d'aide sociale versées par les services de l'aide sociale à l'enfance (cf. titres II et III du Code de la famille et de l'aide sociale) ou âgé de plus de 21 ans et ancien bénéficiaire de ces mêmes prestations ;

- étudiant orphelin de ses deux parents : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou du foyer fiscal auquel il est rattaché ;

- étudiant réfugié : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou du foyer fiscal auquel il est rattaché.

## **2 - Points de charge à prendre en considération pour l'attribution d'une bourse sur critères sociaux**

### **2.1 - Les charges de l'étudiant**

Candidat boursier dont le domicile (commune de résidence) familial est éloigné de l'établissement d'inscription à la rentrée universitaire :

- de 30 à 249 kilomètres : 1 point ;
- de 250 kilomètres et plus : 2 points.

### **2.2 - Les charges de la famille**

- Pour chaque autre enfant à charge, à l'exclusion du candidat boursier : 2 points.

- Pour chaque enfant à charge, étudiant dans l'enseignement supérieur, à l'exclusion du candidat boursier : 4 points.

### **2.3 - Détail des points de charge de l'étudiant**

Attribution des points de charge relatifs à l'éloignement du domicile par rapport à l'établissement d'inscription à la rentrée.

L'appréciation de la distance relève de la compétence du recteur d'académie qui fonde ses décisions sur les données extraites du répertoire des communes de l'Institut géographique national (IGN) et du fichier de La Poste.

Le domicile (commune de résidence) de l'étudiant est celui de sa famille.

Lorsque la bourse est attribuée en fonction des ressources du candidat ou de son conjoint, c'est la commune de résidence du couple qui sert de référence.

Lorsque l'étudiant vient d'un département ou d'une autre collectivité française d'outre-mer afin de poursuivre ses études en métropole, c'est le lieu de résidence des parents ou de l'étudiant et de son conjoint qui est pris en compte si ceux-ci résident en outre-mer.

En cas de délocalisation du lieu d'enseignement, c'est celui-ci qui sert de référence.

L'étudiant inscrit dans un établissement situé dans un pays membre du Conseil de l'Europe bénéficie à ce titre du nombre de points de charge relatifs à l'éloignement conformément aux dispositions du point 2.1 ci-dessus, même s'il est parallèlement inscrit en France dans un établissement d'enseignement supérieur.

L'étudiant inscrit à une préparation à distance ne peut bénéficier des points de charge liés à l'éloignement.

### **2.4 - Détail des points de charge de la famille**

Attribution de point de charge pour chaque autre enfant à charge de la famille, à l'exclusion du candidat boursier.

Est considéré à charge de la famille, l'enfant rattaché fiscalement aux parents ou au tuteur légal y compris celui issu de précédent(s) mariage(s). Le rattachement fiscal est celui de l'année de référence n-2 prise en compte pour l'examen du droit à bourse ou les années suivantes en cas de naissance ou de mariage.

Attribution de point de charge pour chaque enfant à charge étudiant dans l'enseignement supérieur, à l'exclusion du candidat boursier

L'étudiant considéré doit être inscrit dans l'enseignement supérieur au cours de l'année durant laquelle une bourse est sollicitée. La notion d'enseignement supérieur recouvre l'ensemble des formations supérieures dispensées à plein temps ou à distance par le Centre national d'enseignement à distance ou par télé-enseignement organisé par les universités (même si la possession du baccalauréat n'est pas exigée pour l'admission) et ouvrant droit au régime de la sécurité sociale étudiante.

Les points de charge sont également attribués au titre de chaque enfant à charge inscrit dans l'enseignement supérieur à l'étranger à l'exclusion de l'étudiant boursier.

## **Annexe 4**

### **Organisation des droits à bourse et conditions de maintien**

#### **Principe**

Un étudiant peut utiliser 7 droits à bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux ou aide d'urgence, durant la totalité de ses études supérieures entreprises conformément aux dispositions de l'annexe 1.

La bourse est accordée, pour une année universitaire déterminée, en fonction du nombre de droits déjà utilisés et de la validation de la formation telle que prévue ci-dessous.

Ce principe vaut aussi bien dans le cadre d'un cursus linéaire que dans le cadre d'une ou de plusieurs réorientations.

## **1 - Organisation des droits à bourse**

### **1.1 - Condition d'attribution**

Les 7 droits ouverts se répartissent dans le cadre de deux cursus distincts :

a) Le cursus de 1<sup>er</sup> cycle, d'une durée de 3 ans, ainsi que tout autre cursus d'une durée égale ne peuvent donner lieu à plus de 5 droits à bourse. 5 droits sont également ouverts dans les cas de réorientation entre cursus d'une durée inférieure ou égale à celle du 1<sup>er</sup> cycle.

b) Au-delà du 1<sup>er</sup> cycle ou de tout autre cursus d'une durée égale les droits se répartissent comme suit :

- 3 droits si l'étudiant a utilisé moins de 5 droits ;
- 2 droits si l'étudiant a utilisé 5 droits.

c) Un étudiant titulaire d'un diplôme de 1<sup>er</sup> cycle ou d'un diplôme de niveau comparable peut bénéficier des droits à bourse non utilisés pour préparer un nouveau diplôme dans la limite de 5 droits et dès lors qu'il ne s'est pas inscrit à la préparation d'un diplôme de niveau supérieur. Un étudiant titulaire d'un diplôme de 2<sup>e</sup> cycle ou d'un diplôme de niveau comparable peut bénéficier des droits à bourse non utilisés pour préparer un nouveau diplôme dans la limite des 7 droits et dans la limite des droits ouverts pour chaque cursus (cf. points a) et b) ci-dessus).

Pour bénéficier de ces dispositions, l'étudiant titulaire d'un diplôme de 1<sup>er</sup> cycle ou d'un diplôme de niveau comparable ou d'un diplôme de 2<sup>e</sup> cycle ou d'un diplôme de niveau comparable doit joindre à sa demande un avis pédagogique motivé du responsable de l'établissement explicitant la cohérence et la complémentarité du projet de formation. Dans le cas d'un changement d'établissement, l'avis devra être fourni à la fois par le responsable de l'établissement d'origine et par celui de l'établissement d'accueil.

### **1.2 - Dispositions particulières**

Des droits supplémentaires de bourses peuvent être attribués dans les conditions suivantes :

\* Dans le cadre de chaque cursus ou cycle :

- 1 droit annuel supplémentaire pour les étudiants en situation d'échec consécutive à une période de volontariat ou due à des difficultés familiales (décès notamment) ou personnelles (maternité, raisons graves de santé) attestées par un avis des services médicaux et sociaux de l'établissement.

\* Pour la totalité des études supérieures :

- 3 droits annuels supplémentaires pour les étudiants souffrant d'un handicap reconnu par la commission des droits et de l'autonomie des handicapés ;
- 1 droit annuel supplémentaire pour la réalisation d'un stage intégré à la formation d'une durée d'un 1 an ;
- 3 droits annuels pour l'étudiant inscrit à la préparation d'un concours de recrutement d'enseignant quel que soit le nombre de droits utilisés. Le dernier droit est accordé si le candidat est admissible au concours préparé conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n° 56-595 du 15 juin 1956.

## **2 - Conditions d'assiduité aux cours et de présence aux examens**

### **Principe**

En application des dispositions du décret n° 51-445 du 16 avril 1951, l'étudiant bénéficiaire d'une bourse doit être inscrit et assidu aux cours, travaux pratiques ou dirigés et réaliser les stages obligatoires intégrés à la formation. De même, dans le cadre d'un enseignement à distance, l'étudiant doit être inscrit et assidu aux activités relevant de sa formation et rendre tous les devoirs prévus. En ce qui concerne la présence aux examens, le candidat titulaire d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux doit se présenter aux examens et concours correspondant à ses études.

Le non-respect de l'une des obligations précitées entraîne le reversement des sommes indûment perçues.

### **2.1 - Contrôles et sanctions**

Les contrôles afférents à l'assiduité aux cours et à la présence aux examens sont conduits sous la responsabilité des directeurs d'établissement.

### **2.2 - Dispositions particulières**

Lorsqu'un étudiant titulaire d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux doit interrompre ses études au cours de l'année universitaire pour des raisons médicales graves (traitement médical, hospitalisation), il est tenu d'informer le service des bourses de son établissement et de lui transmettre toutes les pièces justificatives nécessaires. Dans ce cas, l'interruption d'études ne suspend pas le paiement de la bourse ou de l'allocation d'études pendant la période considérée.

Par ailleurs, les étudiants titulaires d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur français et qui suivent parallèlement des études à

l'étranger ou effectuent un stage intégré à leur cursus (quel que soit le pays d'accueil), doivent obtenir des autorités pédagogiques une dispense d'assiduité et l'autorisation de se présenter aux examens de fin d'année, pour conserver le bénéfice de leur bourse.

Pour obtenir le paiement de leur bourse, les étudiants qui suivent des études dans un État membre du Conseil de l'Europe doivent adresser un certificat d'inscription mentionnant expressément l'année ou le semestre d'études suivies ainsi que l'intitulé exact du diplôme préparé et remplir les conditions générales définies dans la présente circulaire.

## **Annexe 5**

### **Traitement des dossiers de demandes de bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux**

#### **Principe**

La bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux est attribuée au titre d'une année universitaire déterminée.

L'étudiant doit renouveler sa demande annuellement dans le cadre d'un calendrier précis afin de permettre un nouvel examen de sa situation.

#### **1 - Modalités de dépôt de la demande**

Chaque établissement définit les modalités de dépôt des dossiers de demande de bourse, notamment son calendrier.

En cas de changement durable et notable de la situation de l'étudiant (mariage, divorce) ou de sa famille (divorce, décès, chômage, retraite, maladie), la demande de bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux est examinée quelle que soit sa date de dépôt.

#### **2 - Modalités d'examen du dossier**

Les dossiers de demande de bourse sont instruits au sein de chaque établissement par des responsables administratifs et pédagogiques.

Suite à cette instruction :

- dans les établissements publics de l'État hors Écoles nationales supérieures d'art en région, le directeur prend une décision d'attribution de bourse et la notifie au candidat ;
- dans les autres cas, les dossiers de demande de bourse sont transmis à la direction régionale des affaires culturelles. Le préfet de région prend une décision d'attribution de bourse et la notifie au candidat.

En application de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 modifiée relative à la motivation des actes

administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, les décisions suivantes doivent être obligatoirement motivées :

- refus d'attribution d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux ;
- retrait ou réduction d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux.

Ces décisions doivent indiquer les voies et délais de recours (recours administratifs et recours contentieux).

### **3 - Dispositions spécifiques relatives à la modification de certains points de charge à la rentrée 2008**

L'étudiant ayant effectué une demande de bourse au titre de l'année universitaire 2008-2009 et dont la notification définitive prévoit l'attribution d'un échelon de bourse inférieur à celui octroyé au titre de l'année universitaire 2007-2008 ou fait état de la suppression du droit à bourse obtenu l'année précédente peut saisir l'autorité administrative compétente, telle qu'elle est définie au 2° de l'annexe 5, afin de solliciter le maintien de sa situation antérieure dans les conditions définies ci-après.

Seul peut prétendre au maintien de sa situation antérieure, l'étudiant qui fait valoir que l'attribution d'un échelon de bourse inférieur ou la suppression du droit à bourse résultent exclusivement de l'abandon du point de charge « parent isolé » et/ou de la modification des points de charge liés à l'éloignement.

## **Annexe 6**

### **Aides financières complémentaires**

#### **1 - Maintien de la bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux pendant les grandes vacances universitaires à certains étudiants (quatrième terme)**

Le paiement de la bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux pendant les grandes vacances universitaires est réservé à l'étudiant titulaire d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux des échelons 1 à 6. Cette disposition s'applique à l'étudiant qui n'a pas achevé ses études au 1<sup>er</sup> juillet de l'année universitaire au titre de laquelle il a obtenu cette bourse.

L'intéressé doit, en outre, se trouver dans l'une des situations suivantes :

- a) étudiant en métropole à la charge de ses parents ou de son tuteur légal lorsque ceux-ci résident dans un département d'outre-mer ;

b) étudiant français ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'Espace économique européen à la charge de ses parents ou de son tuteur légal lorsque ceux-ci résident à l'étranger (à l'exception des pays européens et des pays riverains de la Méditerranée pour lesquels il est alors possible à l'étudiant de rejoindre sa famille chaque année) ;

c) étudiant pupille de l'État ;

d) étudiant orphelin de ses deux parents ;

e) étudiant boursier réfugié sous réserve que la situation de ses parents ou de son tuteur légal ne permette pas d'assurer son accueil pendant les grandes vacances universitaires ;

f) étudiant boursier qui a bénéficié auparavant des mesures de l'aide sociale à l'enfance, sous réserve que ses parents ou son tuteur légal ne soit pas en mesure de l'accueillir pendant les grandes vacances universitaires.

## 2 - Le complément transport Île-de-France.

Ce complément est accordé à l'étudiant des académies de Créteil, Paris et Versailles, boursier des échelons 1 à 6.

### Annexe 7

#### **Taux et cumul de la bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux**

##### **1 - Les taux de bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux**

###### **Principe**

Les taux de bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux font l'objet, chaque année, d'un arrêté interministériel publié au *Journal officiel* de la République française.

Ils sont fixés en fonction d'un barème national qui prend en compte les ressources de la famille et le nombre de points de charge (cf. annexe 3).

Sept échelons (0 à 6) sont ainsi déterminés. Dans les établissements publics d'enseignement supérieur dont les droits de scolarité sont fixés par arrêté du ministre chargé de la culture, les bénéficiaires des échelons 0 à 6 sont exonérés des droits de scolarité, selon les dispositions prévues par ledit arrêté.

Les directions régionales des affaires culturelles peuvent procéder à un remboursement partiel, dans la limite de 171 euros, des droits d'inscription des étudiants boursiers bénéficiaires de l'échelon 0, inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur relevant d'un autre statut.

#### **Dispositions dérogatoires**

L'étudiant qui séjourne dans un établissement de cure ou de postcure et qui remplit les conditions d'attribution d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux bénéficie d'un taux de bourse correspondant au 1<sup>er</sup> échelon.

#### **2 - Cumul des aides**

Le cumul d'une bourse sur critères sociaux avec une source de revenu, autre que l'aide familiale, est soumis à certaines conditions.

Dès lors que l'obligation d'assiduité aux cours et aux examens telle que définie en annexe 4 est respectée, l'étudiant peut exercer une activité professionnelle ne relevant pas des cas d'exclusion prévus en annexe 2. Dans ce cadre, le cumul de la rémunération avec une bourse sur critères sociaux est possible.

Ce cumul est également autorisé lorsque l'étudiant suit à temps complet un stage obligatoire rémunéré intégré dans le cursus au titre duquel il a obtenu une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux.

La bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux est cumulable avec une bourse de mobilité, une bourse Erasmus ou une bourse accordée par une collectivité territoriale.

En revanche, elle n'est pas cumulable avec une allocation pour la diversité dans la fonction publique, une bourse sur critères universitaires, une bourse de formation et de recherche, une bourse d'un autre département ministériel, une aide de formation permanente ou d'insertion professionnelle ou une bourse d'un gouvernement étranger.

---

#### **DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

**Décision du 25 juillet 2008 portant changement d'utilisation, au sein du ministère de la Culture et de la Communication, d'un ensemble immobilier dénommé « Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon - Cloître du Val de Bénédiction » sis à Villeneuve-lès-Avignon (Gard) au profit de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles.**

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Vu les articles R. 81 à R. 88-1 du Code du domaine de l'État ;

Vu l'adhésion du directeur de l'architecture et du patrimoine en date du 17 juillet 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'ensemble immobilier dénommé « Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon - Cloître du Val de Bénédiction » sis lieu-dit La Ville, place de la Font-Saint-Jean et 20, rue de l'Amelier à Villeneuve-lès-Avignon d'une superficie totale de 17 886 m<sup>2</sup>, situé sur les parcelles cadastrale CD 19 à 45, CD 47 et CD 50 et 51, précédemment utilisé par la direction de l'architecture et du patrimoine est utilisé par la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles à compter du 1<sup>er</sup> août 2008.

**Art. 2.** - L'ensemble immobilier désigné ci-dessus, tel au surplus que cet ensemble figure délimité par un liseré rouge sur le plan annexé à la présente décision restera inscrit au tableau général des propriétés de l'État sous le n° 300-00882, désormais sous la rubrique « direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles ».

**Art. 3.** - La directrice adjointe de l'administration générale au ministère de la Culture et de la Communication est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre de la culture et par délégation :  
La directrice adjointe de l'administration générale,  
Catherine Ahmadi-Ruggeri  
(le plan annexé est disponible au bureau de la politique immobilière)

**Arrêté du 12 août 2008 portant création d'une prestation pour la garde des enfants âgés de 6 à 12 ans des agents du ministère de la Culture et de la Communication.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi de finances pour 2008 n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 ;

Vu le décret n° 2007-1945 du 26 décembre 2007 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 2008 ;

Vu l'avis du Comité national d'action sociale du 8 juillet 2008 ;

Sur proposition de la directrice adjointe de l'administration générale,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est créé une prestation pour la garde des enfants âgés de 6 à 12 ans des agents du ministère de la Culture.

**Art. 2.** - La prestation est annuelle. Elle est versée intégralement l'année des 6 ans, quelle que soit la date anniversaire de l'enfant. Elle est cumulable avec le CESU garde d'enfant.

Le dernier versement interviendra au titre de l'année du douzième anniversaire de l'enfant.

**Art. 3.** - Le montant de la prestation est fixé pour l'année n à 50 % des frais de garde déclarés attestés en année n-1, un montant plancher est fixé au titre de cette prestation à 50 euros.

Le montant maximum alloué varie en fonction du nombre d'enfant comme suit :

	Montant maximum alloué
1 enfant de 6 à 12 ans	300 euros
2 enfants de 6 à 12 ans	350 euros
3 enfants et plus de 6 à 12 ans	400 euros

**Art. 4.** - Le versement de la prestation est soumis aux plafonds de ressources « culture ».

**Art. 5.** - La prestation fait l'objet d'un versement annuel unique.

**Art. 6.** - La prestation est facultative et versée dans la limite des crédits disponibles.

**Art. 7.** - Le présent arrêté prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008. Les dossiers de demande doivent parvenir complets au service instructeur avant le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année.

**Art. 8.** - La directrice adjointe de l'administration générale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Pour la ministre et par délégation :  
La sous-directrice des statuts et du développement professionnel et social,  
Geneviève Rialle-Salaber

**Arrêté du 20 août 2008 portant nomination des membres du jury et des examinateurs spécialisés des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine organisés au titre de l'année 2008.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 90-404 du 16 mai 1990 modifié portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine ;

Vu l'arrêté du 8 novembre 2007 fixant les modalités des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine ;



Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture de concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires du patrimoine,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le jury du concours externe et du concours interne d'accès au corps des conservateurs du patrimoine, organisés au titre de l'année 2008 est ainsi composé :

\* Membres des corps des conservateurs ou des conservateurs généraux du patrimoine ou des corps des conservateurs et des conservateurs généraux du patrimoine de la ville de Paris ou du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine :

- M. Arizzoli-Clémentel Pierre, conservateur général du patrimoine, président du jury,
- M<sup>me</sup> Férault Marie-Agnès, conservatrice en chef du patrimoine,
- M. Forlivesi Luc, conservateur en chef du patrimoine,
- M<sup>me</sup> Laffon Juliette, conservatrice générale du patrimoine de la Ville de Paris.

\* Personnalités scientifiques et universitaires :

- M. Araguas Philippe, professeur des universités,
- M. Cassegrain Guillaume, maître de conférences,
- M. Hours Bernard, professeur des universités,
- M<sup>me</sup> Weber Florence, professeure des universités.

\* Personnalités qualifiées :

- M. Chapuis Jean-Yves, enseignant à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine,
- M<sup>me</sup> Dattée Yvette, directrice de recherches honoraire à l'INRA,
- M. Grandjean Denis, directeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Nancy,
- M. Jacob Jean-Paul, conservateur général du patrimoine.

**Art. 2.** - Sont désignés en qualité d'examinateurs spécialisés pour la deuxième épreuve d'admissibilité et la première épreuve d'admission du concours externe et du concours interne :

- M<sup>me</sup> Andreu-Lanoë Guillemette, conservatrice générale du patrimoine,
- M. Bodu Pierre, chargé de recherche au CNRS,
- M<sup>me</sup> Breniquet Catherine, maître de conférences,
- M. Brunel Ghislain, conservateur en chef du patrimoine,
- M. Brutti Lorenzo, ingénieur d'étude au CNRS,
- M<sup>me</sup> Canard Marie, ingénieur de recherche,

- M. de Cazanove Olivier, professeur des universités,
- M. Carlier Yves, conservateur du patrimoine,
- M<sup>me</sup> Descamps Sophie, conservatrice en chef du patrimoine,
- M. Dunglas Jean, ingénieur général honoraire du génie rural et des eaux et forêts,
- M<sup>me</sup> Garçon Anne-Françoise, professeure des universités,
- M. Gies Jacques, conservateur en chef du patrimoine,
- M<sup>me</sup> Jacotin Mireille, conservatrice du patrimoine,
- M<sup>me</sup> Jean Mireille, conservatrice en chef du patrimoine,
- M<sup>me</sup> Mirambet-Paris Agnès, conservatrice territoriale du patrimoine,
- M. Mordant Claude, professeur des universités,
- M<sup>me</sup> Okada Amina, conservatrice en chef du patrimoine,
- M. Ouzoulis Pierre, conservateur du patrimoine,
- M<sup>me</sup> Riou Charlotte, conservatrice territoriale du patrimoine,
- M. Taladoire Éric, professeur des universités,
- M. Thiébaud Philippe, conservateur en chef du patrimoine,
- M. Wat Pierre, professeur des universités,
- M<sup>me</sup> Zerbini Laurick, maître de conférences.

**Art. 3.** - Sont désignés en qualité d'examinateurs pour la première épreuve d'admissibilité du concours externe :

- M<sup>me</sup> Mirambet-Paris Agnès, conservatrice territoriale du patrimoine,
- M. Thiébaud Philippe, conservateur en chef du patrimoine.

**Art. 4.** - Sont désignés en qualité d'examinateurs spécialisés pour les épreuves de langue du concours externe et du concours interne :

\* Allemand :

- M. Miquet Claude, maître de conférences honoraire,
- M<sup>me</sup> Ritte Romy, professeure.

\* Anglais :

- M. Bergheaud Patrice, maître de conférences honoraire,
- M<sup>me</sup> Gerber Nicole, professeure agrégée,
- M<sup>me</sup> Quanquin Hélène, maître de conférences,
- M<sup>me</sup> Rovera Catherine, maître de conférences,
- M<sup>me</sup> Schneider Florence, maître de conférences,
- M<sup>me</sup> Stricker Florence, maître de conférences.

## \* Arabe :

- M<sup>me</sup> Lorenzin Marie, professeure agrégée,
- M<sup>me</sup> Tardy Sophie, professeure certifiée.

## \* Chinois :

- M<sup>me</sup> Jin Si Yan, maître de conférences,
- M. Yang Jean-Guy, traducteur.

## \* Espagnol :

- M<sup>me</sup> Salinas Patricia, maître de conférences,
- M. Van der Hagen Jean-Paul, professeur agrégé.

## \* Grec ancien :

- M<sup>me</sup> Guieu Ariane, professeure agrégée,
- M<sup>me</sup> Rousseau Nathalie, maître de conférences.

## \* Hébreu ancien :

- M<sup>me</sup> Gorea-Autexier Maria, maître de conférences,
- M<sup>me</sup> Kessler-Mesguich Sophie, professeure des universités.

## \* Italien :

- M<sup>me</sup> Gasparini Patrizia, professeure certifiée,
- M. Tabet Xavier, maître de conférences.

## \* Japonais :

- M<sup>me</sup> Hallé Fusako, directrice de la section japonaise du lycée international,
- M<sup>me</sup> Ishikawa Yumiko, chargée de cours à l'université.

## \* Latin :

- M<sup>me</sup> Laigneau Sylvie, maître de conférences,
- M<sup>me</sup> Labonnelie Muriel, maître de conférences.

## \* Russe :

- M<sup>me</sup> Caillon-Nekritch Christine, professeure agrégée,
- M<sup>me</sup> Melnik-Ardin Odile, professeure agrégée.

**Art. 5.** - En cas d'impossibilité pour le président de poursuivre sa mission, il serait remplacé par M. Jacob Jean-Paul, vice-président.

**Art. 6.** - La directrice de l'administration générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :

Par empêchement simultané de la directrice de l'administration générale et du chef du service du personnel et des affaires sociales :  
Le sous-directeur de la modernisation de la gestion des carrières,  
Marc Oberlis

**Circulaire n° 2008/006 du 29 août 2008 relative à la mise en œuvre de la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle modifiée par la loi n° 2006- 723 du 22 juin 2006 et du décret n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 modifié par le décret n° 2007-788 du 10 mai 2007.**

La ministre de la Culture et de la Communication,  
La ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales,

à

Madame et messieurs les préfets de région,  
Mesdames et messieurs les préfets de département,  
Mesdames et messieurs les directrices et directeurs régionaux des affaires culturelles  
Mesdames et messieurs les présidents et directeurs d'établissements publics

**Textes de référence :**

- Code général des collectivités territoriales :  
art. L. 1431-1 à L. 1431-9 ;  
art. R. 1431-1 à R. 1431-21 ;

- Circulaire interministérielle n° 2003/005 du 18 avril 2003 relative à la mise en œuvre de la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle et du décret n° 2002-1172 du 11 septembre 2002.

La loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 a créé l'établissement public de coopération culturelle, un instrument juridique adapté aux exigences de la décentralisation culturelle, destiné à encadrer les partenariats entre l'État et les collectivités territoriales, ou entre ces dernières seules, pour la gestion d'équipements culturels. Le régime juridique de cette forme nouvelle d'établissement public a été précisé par le décret n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 modifiant la partie réglementaire du Code général des collectivités territoriales.

Ces dispositions ont été codifiées aux articles L. 1431-1 à L. 1431-9 et R. 1431-1 à R. 1431-21 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

À la suite d'un rapport d'information de la commission des affaires culturelles du Sénat <sup>(1)</sup>, le législateur est intervenu pour apporter un certain nombre de clarifications nécessaires et perfectionner le régime juridique de l'établissement public de coopération culturelle. Tel est l'objet de la loi n° 2006- 723 du 22 juin 2006, que le décret n° 2007-788 du 10 mai 2007 est venu préciser.

<sup>(1)</sup> Rapport d'information n° 32 (2005-2006), présenté par M. Ivan Renar au nom de la commission des affaires culturelles sur l'application de la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle (EPCC).

La présente circulaire a pour objet d'actualiser et de compléter la circulaire interministérielle précitée du 18 avril 2003, pour tenir compte des modifications apportées au régime juridique de l'établissement public de coopération culturelle.

### **I. Les règles de création d'un établissement public de coopération culturelle et la composition de son conseil d'administration**

La loi du 22 juin 2006 a apporté un certain nombre de clarifications et d'améliorations aux règles relatives à la constitution d'un établissement public de coopération culturelle et à la composition de son conseil d'administration, en réponse à des difficultés et blocages que la commission des affaires culturelles du Sénat avait identifiés. En particulier, elle lève toute ambiguïté quant à l'autorité compétente pour prendre l'acte décidant de la création d'un établissement public de coopération culturelle ; elle supprime toute limite à la représentation de l'État dans le conseil d'administration d'un établissement public de coopération culturelle, ce qui avait pu être perçu comme un frein à la participation de l'État dans certains partenariats locaux ; elle permet enfin la participation d'établissements publics nationaux à un établissement public de coopération culturelle.

De plus, l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 juin 2006 a précisé les dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L. 1431-1 du CGCT, qui avait pu être interprété, dans sa rédaction d'origine, comme limitant le recours à la formule juridique de l'établissement public de coopération culturelle au cas d'un transfert de l'activité d'une structure culturelle existante, dont l'établissement reprendrait la gestion. Dorénavant, l'article L. 1431-1 du CGCT autorise donc la constitution, *ex nihilo*, d'un établissement public de coopération culturelle, pour permettre la création et la gestion d'un service public culturel ; la maîtrise d'ouvrage des investissements afférents peut donc être directement assurée par l'établissement, sans qu'il soit nécessaire de passer par la constitution d'une structure intermédiaire, de type syndicat mixte, qui mettrait ses équipements à la disposition de l'établissement public de coopération culturelle.

#### **A. L'autorité compétente pour prendre l'acte portant création d'un établissement public de coopération culturelle**

Il résulte de l'article L. 1431-2 du CGCT que la création d'un établissement public de coopération culturelle « *est décidée par arrêté du représentant de l'État dans le département ou la région siège de l'établissement* ».

Le second alinéa de l'article R. 1431-1 du CGCT, issu de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 mai 2007 précité, précise les cas dans lesquels la décision relève respectivement du préfet de département ou du préfet de région.

En la matière, le préfet de région, niveau privilégié d'intervention de l'État en matière culturelle, détient une compétence de principe pour décider de la création d'un établissement public de coopération culturelle :

- Lorsque l'établissement public de coopération culturelle n'est constitué que du département, d'une ou plusieurs communes situées dans ce département ou de leurs groupements, le préfet du département du siège de l'établissement est compétent pour prendre l'arrêté décidant de la création de celui-ci. En d'autres termes, il est compétent dès lors que la coopération entre collectivités territoriales ne dépasse pas le niveau du département ;

- Dans tous les autres cas, le préfet de la région du siège de l'établissement public de coopération culturelle est compétent pour prendre l'arrêté portant création de celui-ci : ainsi, dans le cas d'un établissement public de coopération culturelle auquel participerait un établissement public national, même associé uniquement à des collectivités territoriales ou à leurs groupements.

#### **B. La participation d'un établissement public national à un établissement public de coopération culturelle**

L'article L. 1431-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dans sa rédaction issue de la loi du 22 juin 2006, dispose que « *les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent constituer avec l'État et les établissements publics nationaux un établissement public de coopération culturelle chargé de la création et de la gestion d'un service public culturel présentant un intérêt pour chacune des personnes morales en cause et contribuant à la réalisation des objectifs nationaux dans le domaine de la culture* ».

Il en résulte qu'un établissement public national peut désormais, aux côtés de collectivités territoriales partenaires, avec ou sans l'État, contribuer à la création et à la gestion d'un établissement public de coopération culturelle.

Il est utile de préciser que, dans la mesure où l'établissement public national tient des dispositions législatives du CGCT la capacité juridique de participer à un établissement public de coopération culturelle, il n'est pas nécessaire que des dispositions de son texte statutaire en prévoient expressément la possibilité.

Cette participation reste évidemment conditionnée par le respect du principe de spécialité des établissements publics. Elle est également subordonnée au respect de deux conditions fixées à l'article L. 1431-1 du CGCT :

- Il est impératif que cette participation présente un intérêt pour l'établissement public national : cette condition rejoint le principe de spécialité des établissements publics. Elle s'apprécie par comparaison entre les missions statutaires de l'établissement public national et celles de l'établissement public de coopération culturelle, telles qu'elles sont définies dans le projet de statut de cet établissement ;

- Il faut également qu'elle contribue à la réalisation d'objectifs nationaux dans le domaine de la culture.

Il est permis à un établissement public national de figurer parmi les membres fondateurs d'un établissement public de coopération culturelle : il lui est également permis d'adhérer à un établissement public de coopération culturelle, après la création de ce dernier. La procédure d'adhésion est celle de l'article R. 1431-3 du CGCT : le conseil d'administration de l'établissement public de coopération culturelle adopte une proposition en ce sens, après que chacune des assemblées ou des organes délibérants des collectivités territoriales, des groupements et des établissements publics nationaux qui constituent cet établissement public de coopération culturelle, aient pris des décisions concordantes sur le principe de cette adhésion. Un arrêté du représentant de l'État qui a décidé la création de l'établissement public de coopération culturelle approuve enfin la proposition du conseil d'administration.

Enfin, la représentation, au sein du conseil d'administration, de l'établissement public national membre d'un établissement public de coopération culturelle est assurée dans les conditions indiquées aux articles L. 1431-4 et R. 1431-4 du CGCT.

### **C. Des règles de composition du conseil d'administration assouplies et précisées**

Les modalités de représentation de l'État au conseil d'administration d'un établissement public de coopération culturelle créé avec la participation de celui-ci sont librement déterminées dans les statuts

L'article L. 1431-4 du CGCT, dans sa rédaction issue de la loi du 4 janvier 2002, limitait le nombre de représentants de l'État au conseil d'administration d'établissements publics de coopération culturelle créés avec la participation de l'État. Ce nombre ne pouvait être supérieur « à la moitié du nombre des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements ».

Cette règle a pu être identifiée comme un frein à l'implication de l'État au sein des établissements publics de coopération culturelle.

La loi du 22 juin 2006 supprime cette limite et laisse toute latitude aux partenaires pour négocier au mieux leur représentation respective au sein du conseil d'administration d'un établissement public de coopération culturelle dont l'État serait membre. La place de l'État se trouve ainsi confortée, dans le respect de l'esprit de partenariat qui anime le régime juridique des établissements publics de coopération culturelle.

Sur ce point, il peut être utile de rappeler qu'aucune disposition législative ou réglementaire n'impose un rapport de proportionnalité entre le nombre de sièges réservés au conseil d'administration à chacun des membres et leurs apports ou contributions financières respectifs. Les modalités de représentation de chaque partenaire sont librement fixées entre eux, d'un commun accord, dans les statuts de l'établissement public de coopération culturelle. Les apports et contributions respectives des partenaires sont déterminés suivant le même principe et il est essentiel que les dispositions des statuts de l'établissement les concernant soient rédigées avec le plus grand soin, de façon à prévenir toute difficulté dans leur application ou dans leur interprétation.

La représentation d'établissements publics nationaux et de fondations au conseil d'administration d'un établissement public de coopération culturelle est permise

Dans la mesure où la participation d'un établissement public national à un établissement public de coopération culturelle est permise, la représentation de celui-ci au sein du conseil d'administration de l'établissement public de coopération culturelle que celui-ci a contribué à créer, ou auquel il a adhéré, est prévue par les articles L. 1431-4 et R. 1431-4 du CGCT.

Les modalités de leur représentation sont librement déterminées, d'un commun accord, entre les partenaires.

La désignation du ou des représentant(s) d'un établissement public national au conseil d'administration d'un établissement public de coopération culturelle dont il est membre procède, en principe, de l'organe délibérant de cet établissement public national. Cependant, les statuts de l'établissement public de coopération culturelle peuvent comporter des dispositions permettant de fixer les modalités de cette désignation.

Les statuts d'un établissement public de coopération culturelle peuvent également prévoir la désignation de représentants de fondations en qualité de membres du conseil d'administration. Bien que n'étant pas membres de l'établissement, ces dispositions doivent permettre à ces personnes morales de droit privé de prendre part à son financement (via des libéralités, dons et legs).

Leur désignation s'effectue suivant des modalités identiques à celles qui permettent la désignation des personnalités qualifiées membres du conseil d'administration, indiquées au 2° de l'article R. 1431-4 du CGCT. L'ensemble des personnes publiques membres de l'établissement public de coopération culturelle y procède conjointement. En l'absence d'accord, chacune des personnes publiques nomme les représentants des fondations suivant la répartition qui aura été préalablement définie par les statuts.

À l'instar des personnalités qualifiées, les représentants des fondations disposent d'un mandat de trois ans, renouvelable sans limitation.

Les membres du conseil d'administration représentant le personnel de l'établissement public de coopération culturelle sont désignés à l'issue d'une élection spécialement organisée

Le conseil d'administration d'un établissement public de coopération culturelle comprend des représentants élus du personnel. Il ne s'agit pas nécessairement des représentants élus pour exercer des fonctions de délégués du personnel : l'article L. 1431-4 du CGCT indique que ces représentants sont « *élus à cette fin* », à l'occasion d'une élection *ad hoc*, dont les modalités d'organisation pourront être prévues dans les statuts de l'établissement.

Le mandat des représentants élus du personnel est de trois ans, renouvelable.

Il faut mentionner le cas particulier des établissements publics de coopération culturelle dont la mission est de dispenser des enseignements ou des formations professionnelles artistiques : leur conseil d'administration comprend, outre les représentants élus des personnels, des représentants des étudiants. La durée de leur mandat est librement fixée par les statuts de l'établissement.

La présence, au conseil d'administration d'un établissement public de coopération culturelle, du maire de la commune où celui-ci a son siège est facultative

L'article L. 1431-4 CGCT, dans sa rédaction de 2002, prévoyait que le maire de la commune siège d'un établissement public de coopération culturelle était membre de droit du conseil d'administration.

Si la participation du maire de la commune siège d'un établissement public de coopération culturelle est indispensable lorsque cette commune est membre de cet établissement public de coopération culturelle, elle ne s'impose pas nécessairement dans le cas contraire.

C'est pourquoi l'article 3 de la loi du 22 juin 2006 précitée modifie la rédaction de l'article L. 1431-4 du CGCT, en ce qu'il prévoyait que le maire de la commune siège d'un établissement public de coopération culturelle était membre de droit du conseil d'administration de celui-ci.

L'article L. 1431-4, 3° alinéa du Code général des collectivités territoriales indique que le maire de la commune siège de l'établissement « *peut, à sa demande, être membre du conseil d'administration* », cette participation ne revêtant plus de caractère systématique.

## **II. Le statut du directeur d'un établissement public de coopération culturelle**

La situation juridique du directeur d'un établissement public de coopération culturelle est régie par les articles L. 1431-5 et R. 1431-10 à R. 1431-15 du CGCT. La loi du 22 juin 2006 et le décret du 10 mai 2007 ont modifié ces dispositions de manière substantielle, afin de remédier à des difficultés et de combler certaines lacunes qui se sont fait jour dans leur application.

Le directeur d'un établissement public de coopération culturelle dispose ainsi d'un statut conforté, garantie d'une autonomie renforcée, qui lui confère la stabilité nécessaire lui permettant de mettre en œuvre les propositions d'orientations au vu desquelles il est recruté.

Le Code général des collectivités territoriales prévoit en effet que son recrutement s'effectue suivant une procédure d'appel à candidatures et qu'il bénéficie d'un contrat à durée déterminée d'une durée égale à celle du mandat qu'il détient.

À ce stade, il peut également être utile de relever qu'aucune disposition particulière du Code général des collectivités territoriales n'institue une limite d'âge applicable au directeur d'un établissement public de coopération culturelle (ni même, d'ailleurs, pour le président de son conseil d'administration). En outre, l'article 7 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984, qui concerne « *les présidents de conseil d'administration, directeurs généraux et directeurs des établissements publics de l'État* », et qui fixe la limite d'âge pour ceux-ci à soixante-cinq ans, n'est pas non plus applicable aux dirigeants d'un établissement public de coopération culturelle.

## A. Les modalités de recrutement du directeur

Les articles L. 1431-5 et R. 1431-10 du CGCT fixent des règles de procédure permettant d'assurer le recrutement du directeur. Un appel à candidatures permet d'effectuer ce recrutement en toute transparence. L'importance du projet artistique du directeur est clairement affirmée par la loi du 22 juin 2006 : les propositions d'orientations artistiques, culturelles, pédagogiques ou scientifiques formulées par les candidats sont placées au centre du dispositif de recrutement.

Il est sans doute utile de préciser que ces dispositions de procédure s'appliquent dans les cas suivants : d'une part, lors de la création *ex nihilo* d'un établissement public de coopération culturelle ; d'autre part, dans le cas d'un changement de directeur, au cours de l'existence d'un établissement public de coopération culturelle. En effet, dans l'hypothèse du transfert, au profit d'un établissement public de coopération culturelle spécialement constitué à cet effet, d'une activité culturelle gérée par une seule structure juridique existante, la désignation du directeur obéit aux règles prévues par les dispositions de l'article 3 de la loi du 4 janvier 2002, modifié par l'article 6 de la loi du 22 juin 2006. Ces règles sont exposées dans la troisième partie de la présente circulaire.

Ceci étant, cette procédure de recrutement s'articule autour de trois étapes.

En premier lieu, un appel à candidatures est lancé, sur le fondement d'un cahier des charges.

La loi n'a prévu aucun formalisme particulier pour l'établissement de ce cahier des charges, pas plus qu'elle ne donne d'indication quant à son contenu.

Il appartient au conseil d'administration de l'établissement public de coopération culturelle de l'établir. Le cahier des charges devrait au moins contenir les informations utiles permettant aux candidats de formuler leurs propositions d'orientations artistiques, culturelles, pédagogiques ou scientifiques.

Quant à l'organisation de cet appel à candidatures, il ressort de l'article R. 1431-10 du CGCT qu'il appartient aux « *personnes publiques représentées au conseil d'administration* » d'y procéder.

Ainsi, dans la mesure où elle serait représentée au conseil d'administration d'un établissement public de coopération culturelle, une fondation n'aurait donc pas à intervenir dans le recrutement du directeur.

Il paraît cependant important que les personnes publiques représentées au conseil d'administration

s'entendent pour désigner un mandataire commun, que ce soit l'une d'entre elles ou l'établissement public de coopération culturelle lui-même, déjà constitué. Afin d'assurer la cohérence d'ensemble de la procédure, cet mandataire commun serait ainsi chargé de son suivi - en particulier de la réception des candidatures.

Enfin, dans la perspective d'assurer le meilleur recrutement possible et de susciter l'intérêt des candidats, il faut que les modalités de cet appel à candidatures permettent une mise en concurrence effective. À cet égard, une publicité adéquate en constitue l'une des meilleures garanties. Le choix du support de la publicité est donc essentiel, dans sa capacité à apporter l'information aux personnes susceptibles d'être intéressées par le poste de directeur. Ainsi, la nature des missions et le périmètre géographique d'intervention de l'établissement public de coopération culturelle seront déterminants dans le choix du support de la publicité de l'appel à candidatures.

La deuxième étape de la procédure de recrutement du directeur consiste en l'établissement de la liste des candidats.

L'article R. 1431-10 CGCT indique que cette liste est établie après la réception des candidatures. Il paraît donc important que l'avis d'appel à candidatures détermine une date limite pour la réception des offres.

Comme il appartient aux personnes publiques représentées au conseil d'administration d'un établissement public de coopération culturelle d'organiser l'appel à candidatures, il leur appartient d'arrêter une liste des candidats à l'emploi de directeur. Cette liste est établie à l'unanimité : elle suppose, en conséquence, l'adoption de délibérations concordantes des conseils ou des organes délibérants des personnes publiques siégeant au conseil d'administration (art. R. 1431-10, 1<sup>er</sup> alinéa du CGCT).

Les candidatures retenues sur la liste sont examinées par le conseil d'administration. Au vu des propositions d'orientations artistiques, culturelles, pédagogiques ou scientifiques formulées par les candidats, le conseil d'administration désigne le candidat qu'il proposera au président pour nomination. Cette proposition du conseil d'administration est adoptée à la majorité des deux tiers de ses membres (art. R. 1431-10, 2<sup>e</sup> alinéa du CGCT).

Enfin, la décision de nommer le directeur de l'établissement public de coopération culturelle appartient au président du conseil d'administration, qui le choisit parmi la liste des candidats établie par les personnes publiques représentées au conseil

d'administration. Le choix du président est éclairé par la proposition adoptée par le conseil d'administration.

## **B. Les catégories d'établissement public de coopération culturelle dont le directeur doit relever d'un statut ou avoir un diplôme**

D'une manière générale, les conditions de nomination des directeurs ne sont pas définies *a priori* et le choix du directeur est laissé à la libre appréciation du président du conseil d'administration sur proposition de ce dernier. Toutefois, l'article L. 1431-5 du CGCT apporte certaines restrictions dans le choix du directeur pour plusieurs catégories d'établissement public de coopération culturelle.

### 1. L'article L. 1431-5 du CGCT apporte des restrictions à la liberté de choix du directeur pour trois catégories d'établissement public de coopération culturelle

Ces catégories sont déterminées par l'arrêté du 27 février 2008 relatif aux conditions de nomination des directeurs de certaines catégories d'établissements publics de coopération culturelle <sup>(2)</sup>.

Il s'agit :

- des établissements d'enseignement artistique spécialisé de musique, de danse ou d'art dramatique ;
- des établissements ayant pour mission la gestion d'archives privées, de bibliothèques ou de centres de documentation ;
- des musées de France.

Ces conditions de nomination peuvent être considérées comme des critères de recevabilité des candidatures, qui pourront figurer dans l'avis d'appel à candidature.

Cependant, vous pourrez utilement rappeler que le fait de ne pas réunir l'une de ces conditions de recevabilité ne fait pas obstacle à ce qu'un candidat puisse répondre à un appel à candidature, sous réserve qu'il apporte la preuve, soit qu'il remplira cette condition au plus tard à la date prévue pour la nomination du directeur, soit qu'il a saisi, concomitamment au dépôt de sa candidature, la commission d'évaluation mentionnée au point 3 ci-dessous.

En aucun cas ces conditions de nomination ne se substituent à la procédure d'appel à candidatures précisées ci-dessus.

### 2. Les conditions posées par l'article L. 1431-5 pour le choix du directeur d'un établissement public de coopération culturelle appartenant à l'une de ces catégories

Ces conditions ne sont pas cumulatives : il suffit que le candidat remplisse l'une d'entre elles pour être susceptible d'être nommé dans cette fonction.

À titre transitoire, ces conditions ne sont pas applicables aux personnes qui, à la date de publication de l'arrêté mentionné ci-dessus, soit le 3 avril 2008, exercent les fonctions de directeur dans un établissement public de coopération culturelle relevant de ces catégories ou exercent ces mêmes fonctions, depuis au moins trois ans, dans une structure dont l'objet et les moyens sont intégralement transférés à un établissement public de coopération culturelle relevant d'une de ces trois catégories.

La première condition, dont la primauté est clairement affirmée par la loi, conduit à privilégier les candidatures d'agents relevant d'un corps ou cadre d'emplois de fonctionnaires ayant vocation à diriger ces établissements.

Il est inutile de rappeler, au risque de ne pas être exhaustif, la liste des corps ou cadres d'emplois qui ont vocation à diriger ces catégories d'établissement public de coopération culturelle et qui dépendent souvent de la taille de la structure. Il convient de se référer aux missions statutaires définies par le statut particulier des fonctionnaires candidats à l'emploi afin de savoir si ce critère est rempli.

La seconde condition exige des candidats la détention d'un diplôme spécifique. Elle s'applique aux fonctionnaires, qui n'ont pas vocation au titre de leurs missions statutaires à diriger la catégorie d'établissement public de coopération culturelle concernée, comme aux non-fonctionnaires.

Les listes de diplômes requis sont établies à l'article 2 de l'arrêté du 27 février 2008. Elles varient en fonction de la catégorie concernée d'établissement public de coopération culturelle.

Pour les établissements d'enseignement artistique spécialisé de musique, de danse ou d'art dramatique, les candidats devront présenter soit un diplôme sanctionnant cinq années d'études supérieures dans les domaines de la musique, de la danse ou de l'art dramatique, soit un certificat d'aptitude aux fonctions de directeur des conservatoires à rayonnement départemental et des conservatoires à rayonnement régional, soit un certificat d'aptitude aux fonctions de professeur chargé de direction des conservatoires à rayonnement communal ou intercommunal ou des

<sup>(2)</sup> Arrêté du 27 février 2008 pris pour l'application de l'article L. 1431-5 du Code général des collectivités territoriales et relatif aux conditions de nomination des directeurs de certaines catégories d'établissements publics de coopération culturelle, *JORF* du 3 avril 2008.

établissements d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique non classés.

Pour les établissements ayant pour mission la gestion d'archives privées, de bibliothèques ou de centres de documentation, les candidats devront présenter un diplôme sanctionnant cinq années d'études supérieures dans le domaine des archives, des bibliothèques ou de la documentation.

Pour les musées de France, ils devront présenter un diplôme sanctionnant, suivant la spécialité du musée concerné, cinq années d'études supérieures en archéologie, art contemporain, arts décoratifs, arts graphiques, ethnologie, histoire, histoire de l'art, peinture, sciences de la nature et de la vie, sciences et techniques ou sculpture.

Sont également admis en équivalence les diplômes ou titres suivants, à condition qu'ils soient classés au moins au même niveau et dans les mêmes domaines que le diplôme requis :

- diplômes ou titres homologués en application du décret n° 92-23 du 8 janvier 1992 relatif à l'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique. Une base de données est consultable à l'adresse <http://www.centre-inffo.fr/> ;
- diplômes ou titres à finalité professionnelle enregistrés au répertoire national des certifications professionnelles. Une base de données est consultable à l'adresse <http://www.cnpc.gouv.fr/> ;
- diplômes d'enseignement supérieur étranger homologués dans les conditions prévues par le décret du 2 août 1960 relatif à l'homologation de diplômes délivrés par des établissements d'enseignement supérieur étrangers. Plusieurs arrêtés publiés au *Journal officiel* fixent la liste des diplômes homologués à ce titre.

### 3. L'article L. 1431-5 prévoit une procédure d'équivalence permettant aux candidats d'être dispensés de cette exigence de diplôme et de voir leur expérience professionnelle reconnue

Cette procédure est ouverte, à leur demande, aux candidats qui n'appartiennent pas à un corps ou cadres d'emplois de fonctionnaires ayant vocation à diriger ce type d'établissement et qui ne sont pas titulaires d'un diplôme requis.

La recevabilité de leur demande est soumise à la justification d'une expérience professionnelle de direction d'une structure exerçant des missions dans le même domaine de compétence que l'établissement public de coopération culturelle auquel ils sont candidats pendant une période d'au moins trois ans.

### Création d'une commission d'évaluation pour chaque catégorie d'établissement public de coopération culturelle

La demande d'équivalence est instruite par la commission d'évaluation compétente pour la catégorie concernée d'établissement public de coopération culturelle.

Cette instance comprend un minimum de trois membres dont au moins un membre des inspections générales du ministère chargé de la culture compétentes pour la catégorie concernée d'établissement public de coopération culturelle, un membre d'un corps et un membre d'un cadre d'emploi ayant vocation à diriger un établissement public de coopération culturelle de cette même catégorie. Les membres de chaque commission sont désignés par le ministre chargé de la culture.

### Procédure d'instruction de la demande d'équivalence

Le candidat transmet sa demande de reconnaissance de l'expérience professionnelle à la direction régionale des affaires culturelles dans le ressort de laquelle se trouve le siège de l'établissement, sur la base d'un dossier qui retrace son parcours professionnel. Cette demande fait l'objet d'un accusé de réception qui en mentionne la date de réception.

La DRAC est ensuite chargée de convoquer la commission d'évaluation dont le secrétariat est assuré par l'inspection générale compétente.

Il est indispensable que la convocation de la commission soit réalisée sans délai dès réception du dossier à la DRAC. De façon à garantir l'égalité entre tous les candidats répondant à un appel à candidatures pour le recrutement du directeur d'un établissement public de coopération culturelle, vous veillerez avec la plus grande attention à ce que cette commission soit en mesure de se réunir et de statuer dans les meilleures conditions. Ainsi, il vous appartient de prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'elle puisse se prononcer de façon expresse.

Le contenu et la nature des pièces fournies à l'appui de sa demande sont laissés à la libre appréciation du candidat. Il convient néanmoins de l'encourager à produire un dossier le plus exhaustif possible afin d'éviter d'avoir à solliciter auprès d'eux un complément d'informations en cours d'instruction.

À titre d'exemple, le candidat peut fournir à l'appui de sa demande un descriptif détaillé de ses emplois antérieurs, des domaines d'activité, du positionnement de ces emplois au sein de l'organisme employeur, du niveau de qualifications nécessaires ainsi que des principales fonctions qui leur étaient attachées.



Il est également conseillé de lui demander de produire tout document établi par un organisme habilité attestant de la réalité de l'exercice effectif d'une activité salariée ou non salariée dans la profession pendant la période considérée, y compris ses contrats de travail.

Il peut enfin présenter tout projet d'ordre culturel dont il aurait été l'initiateur ou auquel il aurait contribué permettant d'attester de sa maîtrise des compétences requises.

La commission vérifie la recevabilité de la demande au regard de l'exigence mentionnée ci-dessus puis transmet immédiatement son avis au président de l'établissement public de coopération culturelle. Le président de l'établissement le communique ensuite au candidat.

Dans le cas où la commission reconnaît l'équivalence de l'expérience professionnelle du candidat, au vu des documents qu'il aura produits, celui-ci est dispensé de l'exigence de détenir un diplôme.

Cette reconnaissance n'a aucune incidence sur le choix final du directeur de l'établissement public de coopération culturelle, qui demeure de la compétence du président du conseil d'administration en vertu du deuxième alinéa de l'article L. 1431-5 du CGCT.

#### Effets de cette procédure d'équivalence sur l'appel à candidature

Dans un souci d'égalité et de transparence, il est préférable de mentionner l'existence de cette procédure d'équivalence dans l'avis d'appel à candidature de manière à ce qu'elle soit portée à la connaissance de tous les candidats potentiels.

Le délai d'instruction étant relativement court, cette mention devrait encourager les intéressés à formuler leur demande de reconnaissance de l'expérience professionnelle concomitamment à leur candidature aux fonctions de directeur.

À cet effet, vous recommanderez aux personnes publiques représentées au conseil d'administration d'attendre que la commission d'évaluation ait statué sur d'éventuelles demandes de reconnaissance pour commencer l'examen des candidatures devant permettre d'établir la liste des candidats qui sera présentée au conseil d'administration.

#### Portée de l'avis de la commission d'évaluation

Les demandes de reconnaissance de l'expérience professionnelle ne peuvent être formulées que dans le cadre d'une candidature à un emploi de directeur d'une des trois catégories concernées d'établissement public

de coopération culturelle. La commission d'évaluation ne saurait être compétente pour statuer sur une demande transmise en dehors de toute procédure d'appel à candidature.

En revanche, la reconnaissance par la commission de l'expérience professionnelle d'un candidat le dispensant du diplôme requis vaut pour toute autre candidature ultérieure sur un emploi de directeur relevant de la même catégorie d'établissement public de coopération culturelle.

#### **C. Le directeur bénéficie d'un contrat à durée déterminée d'une durée égale à celle de son mandat**

Il résulte du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article L. 1431-5 du CGCT que le directeur d'un établissement public de coopération culturelle, qu'il ait un caractère administratif ou un caractère industriel et commercial, se voit confier un mandat.

La durée de ce mandat, déterminée dans les statuts de l'établissement, peut être de trois à cinq ans. Il peut être renouvelé par période de trois ans. Il faut, pour cela, qu'au terme de son mandat, le directeur présente un nouveau projet, qui sera examiné par le conseil d'administration. En cas d'approbation de ce projet par le conseil, le mandat du directeur sera renouvelé. Dans le cas contraire, le conseil lancera un appel à candidatures en vue de recruter un nouveau directeur.

Une novation importante de la loi du 22 juin 2006 est de placer le directeur dans une situation contractuelle liée au mandat qu'il détient : il bénéficie d'un contrat à durée déterminée, d'une durée égale à celle de son mandat. En cas de renouvellement du mandat du directeur, le contrat dont il bénéficie est expressément reconduit par la voie d'un avenant au contrat initial pour une durée de trois ans équivalente à celle de son nouveau mandat.

Ce dispositif doit assurer au directeur une certaine stabilité, propice à la mise en œuvre du projet artistique et culturel pour lequel il a été recruté. Il permet en même temps de mettre fin à la relation entre celui-ci et l'établissement public de coopération culturelle à l'issue d'un certain nombre de mandats : en cela, il est adapté aux besoins et spécificités d'un emploi de direction du secteur culturel.

En vertu d'une jurisprudence constante, le directeur d'un établissement public de coopération culturelle, qu'il soit administratif ou industriel et commercial, est un agent contractuel de droit public (CE, sect., 8 mars 1957, *Jalenques de Labeau* : Rec. CE 1957, p. 157).

À ce titre, il relève du régime résultant de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et du décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale.

### **III. Le transfert de la gestion d'une activité culturelle existante vers un établissement public de coopération culturelle**

L'article 3 de la loi du 4 janvier 2002 règle la situation des personnels au moment du transfert de l'activité gérée par une structure existante vers un établissement public de coopération culturelle. L'article 6 de la loi du 22 juin 2006 a modifié ce dispositif, d'une part, afin de résoudre un certain nombre de difficultés survenues dans son application, en particulier en ce qu'elles concernaient le directeur d'une structure gérant un service public culturel transféré à un établissement public de coopération culturelle, et d'autre part, pour prendre en compte les dispositions introduites la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique.

#### **A. Le statut transitoire du directeur**

Le I de l'article 3 de la loi du 4 janvier 2002, dans sa rédaction résultant de l'article 6 de la loi du 22 juin 2006, concerne le statut du directeur d'une structure gérant une activité culturelle dont la gestion serait transférée à un établissement public de coopération culturelle.

Le dispositif mis en place assure la stabilité du directeur et facilite la transition vers la structure de l'établissement public de coopération culturelle.

Les dispositions de droit commun relative à la procédure de recrutement du directeur, y compris celles concernant l'appartenance à un corps ou cadre d'emploi ou la production d'un diplôme pour plusieurs catégories d'établissements, qui figurent à l'article L. 1431-5 du CGCT, ne sont donc pas applicables dans le cas d'un transfert d'activité.

Ce dispositif s'applique au cas d'un transfert de l'activité gérée par une structure unique : il ne s'applique pas au cas du regroupement de plusieurs structures. La désignation du directeur d'un établissement public de coopération culturelle reprenant l'activité précédemment exercée par plusieurs structures s'opère selon la procédure de droit commun fixée aux articles L. 1431-5 et R. 1431-10 du CGCT.

Il vise les cas de transfert d'une activité gérée tant par une personne morale de droit privé (ainsi, une association) que par une personne morale de droit public (par exemple, une régie communale ou un syndicat mixte).

Il concerne le transfert de l'activité vers un établissement public de coopération culturelle, qu'il ait un caractère administratif ou un caractère industriel et commercial. De même, la situation du directeur dans sa structure d'origine, qu'elle soit contractuelle ou statutaire, est indifférente.

Le principe résultant de l'article 6 de la loi du 22 juin 2006 est donc de maintenir en fonction le directeur, pour une période limitée à la durée restant à courir de son mandat. À défaut de mandat, il se verra confier un mandat de trois ans. Un contrat lui est proposé par l'établissement public de coopération culturelle, soit pour une durée équivalente à celle du mandat restant à courir, soit pour une durée de trois ans correspondant à celle du mandat qui lui est confié.

Si le directeur était placé, dans la structure d'origine, dans une situation contractuelle (de droit privé ou de droit public), son nouveau contrat reprendra les clauses substantielles de celui dont il bénéficiait.

En cas de refus du directeur d'accepter d'éventuelles modifications de son contrat, l'établissement procède à son licenciement, dans les conditions prévues par le droit applicable à son contrat. S'il est fonctionnaire et qu'il refuse d'accepter les clauses du contrat qui lui est confié par l'établissement public de coopération culturelle, ce dernier est fondé à mettre en œuvre la procédure de suppression d'emploi.

#### **B. La situation des agents contractuels à l'exception du directeur**

La situation des agents contractuels de droit public employés par une personne morale de droit public dont l'activité est reprise par un établissement public de coopération culturelle, à l'exception du directeur de cette structure, fait l'objet du dispositif prévu au II de l'article 3 de la loi du 4 janvier 2002, modifié par la loi du 22 juin 2006.

Ces personnels sont transférés au nouvel établissement et leur contrat reprend les clauses substantielles de leur contrat antérieur. En cas de refus de l'agent d'accepter d'éventuelles modifications de son contrat, l'établissement procède à son licenciement, dans les conditions prévues par le droit applicable à son contrat.

S'agissant des personnels d'une personne morale de droit privé dont l'activité est transférée à un établissement public de coopération culturelle, il est utile de rappeler que leur situation est régie par le Code du travail.

Lorsque l'activité d'une structure de droit privé est reprise par un établissement public de coopération culturelle à caractère administratif, l'article L. 1224-3 du Code du travail prévoit que ses salariés devront se voir proposer un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires. Ce contrat reprend les clauses substantielles du contrat dont ces personnels étaient précédemment titulaires, dans leur structure d'origine, en particulier celles qui concernent leur rémunération. En cas de refus de leur part d'accepter les modifications éventuellement apportées à leur contrat, la personne publique procède à leur licenciement.

Quant aux salariés d'une structure de droit privé dont l'activité est reprise par un établissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial, l'article L. 1224-1 du Code du travail prévoit le maintien de tous les contrats de travail en cours au moment du transfert de l'activité, entre le personnel de cette structure et son repreneur.

Les modèles de statuts joints à la circulaire du 18 avril 2003 sont repris en annexe à la présente circulaire, en tenant compte des changements apportés au régime juridique des établissements publics de coopération culturelle. Ces modèles conservent une valeur indicative et pourront servir de base à l'élaboration des statuts d'établissement public de coopération culturelle dont l'État n'est pas membre.

Pour toute difficulté dans l'application de la présente circulaire, il vous est possible de saisir le département de l'action territoriale à la direction de l'administration générale du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer  
et des Collectivités territoriales,  
Michèle Alliot-Marie  
La ministre de la Culture et de la Communication,  
Christine Albanel

## Annexe 1

### **Modèle de statuts d'un établissement public de coopération culturelle gérant une activité patrimoniale**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1431-1 à L. 1431-9 et R. 1431-1 à R. 1431-21,

Vu la délibération du *[conseil régional/général/municipal/ d'administration, pour un EP national]* n°\_\_ en date du \_\_\_\_\_ demandant la création d'un établissement public de coopération culturelle,

*[Viser toutes les délibérations demandant la création de l'établissement prises par les collectivités concernées].*

ont été approuvés les présents statuts

## **Titre I - Dispositions générales**

### **Article 1<sup>er</sup> - Création**

Il est créé entre :

- la (les) collectivité(s) territoriale(s) et/ou leurs groupements ;
- l'État (représenté par le préfet) *[s'il est membre de l'établissement]* ;
- *[un ou plusieurs établissements publics nationaux],*

un établissement public de coopération culturelle régi notamment par les articles L. 1431-1 et suivants et les articles R. 1431-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et par les présents statuts.

Il jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication de l'arrêté décidant de sa création.

### **Article 2 - Dénomination et siège de l'établissement**

L'établissement public de coopération culturelle est dénommé :

Il a son siège à :

Il peut transférer son siège en tout autre lieu par décision du conseil d'administration *[préciser les modalités de prise de décision : par ex. « prise à la majorité des deux tiers de ses membres »]*.

### **Article 3 - Qualification juridique**

L'établissement public de coopération culturelle a un caractère administratif *[cas général des EPCC gérant une activité patrimoniale – le modèle de l'EPIC peut être retenu selon les nécessités de la gestion de l'établissement public]*.

Il s'administre librement dans les conditions prévues par les présents statuts et par les lois et règlements qui lui sont applicables.

### **Article 4 - Missions**

L'établissement public de coopération culturelle a pour missions :

*[...]*

### **Article 5 - Durée**

L'établissement est constitué sans limitation de durée.

Il pourra être dissout et liquidé dans les conditions définies par les dispositions de l'article 6.

**Article 6 - Entrée, retrait et dissolution**

Les règles d'entrée dans l'établissement public de coopération culturelle sont fixées à l'article R. 1431-3 du Code général des collectivités territoriales.

Les règles de retrait et de dissolution sont fixées par les articles R. 1431-19 et R. 1431-20 du même code.

En cas de dissolution de l'établissement public de coopération culturelle, la liquidation s'opère dans les conditions prévues à l'article R. 1431-21 du même code.

**Titre II - Organisation administrative****Article 7 - Organisation générale**

L'établissement est administré par un conseil d'administration et son président.

Il est dirigé par un directeur, *[assisté pour certains établissements :*

- d'une commission technique d'achat ;
- d'une commission consultative des dépôts ;
- d'un conseil d'orientation scientifique].

**Article 8 - Composition du conseil d'administration**

Le conseil d'administration est composé comme suit :

- X représentant(s) de l'État ;
- X représentant(s) de la collectivité territoriale XX ;
- X représentant(s) de la collectivité territoriale XY ;
- X représentant(s) de l'établissement public XZ ;
- X personnalités qualifiées dans les domaines de compétence de l'établissement ;
- X représentants du personnel ;
- *[X représentants de fondations ;]*
- *[le maire de la commune siège de l'établissement ou son représentant : à la demande expresse de son maire, dans le cas où la commune du siège de l'EPCC n'est pas membre de celui-ci].*

**8.1 - Représentants de l'État**

L'État est représenté au conseil d'administration par :

- *[le préfet de ...]* ou son représentant ;
- *[...]*

**8.2 - Représentants des collectivités territoriales**

Les collectivités territoriales membres de l'établissement public de coopération culturelle sont représentées au conseil d'administration selon les modalités suivantes :

-

-

**8.3 - Représentant(s) de(s) l'établissement(s) public(s) (XZ)**

L'établissement public (XZ) est représenté au sein du conseil d'administration par son président *[ou directeur, s'il en exerce la fonction d'exécutif]* ou son représentant.

**8.4 - Personnalités qualifiées**

Les personnalités qualifiées sont désignées conjointement par les collectivités territoriales, leurs groupements et l'État *[et le cas échéant, les établissements publics nationaux membres de l'EPCC]* pour une durée de trois ans renouvelable.

En l'absence d'accord sur la nomination conjointe des personnalités qualifiées par les personnes publiques membres de l'établissement public de coopération culturelle, chacune d'entre elles nomme le nombre de personnalités qualifiées suivant les modalités prévues ci-après :

-

-

***[8.5 - Représentants des fondations]***

Les représentants des fondations sont désignés dans les mêmes conditions, et pour la même durée, que les personnalités qualifiées.

**8.6 - Représentants du personnel**

Les représentants du personnel sont élus pour une durée de trois ans renouvelable.

Les modalités d'élection des représentants du personnel sont fixées par le règlement intérieur adopté par le conseil d'administration.

**8.7 - Empêchement des membres désignés ou élus du conseil d'administration**

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, survenant plus de six mois avant l'expiration du mandat des membres prévus au 8.4, 8.5 et 8.6 ci-dessus, un autre représentant est désigné ou élu dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Pour chacun des représentants élus du personnel, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire et pour la même durée *[Disposition optionnelle, qui peut concerner les membres désignés ou élus du conseil - art. R. 1431-4, 10<sup>e</sup> alinéa, du CGCT]*.

En cas d'indisponibilité de son suppléant, un membre du conseil d'administration peut donner mandat à un autre membre de le représenter à une séance. Chaque membre ne peut recevoir plus d'un mandat *[idem]*.

#### **8.8 - Gratuité des membres désignés ou élus du conseil d'administration**

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, ces fonctions ouvrent droit aux indemnités de déplacement et de séjour prévues par la réglementation en vigueur.

Les membres du conseil d'administration ne peuvent prendre ou conserver aucun intérêt ni occuper aucune fonction dans les entreprises traitant avec l'établissement pour des marchés de travaux, de fournitures ou de prestations, ni assurer des prestations pour ces entreprises.

#### **Article 9 - Réunion du conseil d'administration**

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, qui en fixe l'ordre du jour. Il se réunit au moins deux fois par an. La convocation est de droit lorsqu'elle est demandée soit par l'une des personnes publiques membre de l'établissement *[mention qu'il est possible de prévoir]* soit par la moitié au moins de ses membres.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est de nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximum de huit jours. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le directeur, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion, et l'agent comptable participent au conseil d'administration avec voix consultative.

Le président peut inviter au conseil d'administration toute personne dont il juge la présence utile en fonction de l'ordre du jour mais sans qu'elle puisse prendre part au vote.

#### **Article 10 - Attributions du conseil d'administration**

Le conseil d'administration délibère notamment sur :

- 1° les orientations générales de la politique de l'établissement ;
- 2° le programme d'activités et d'investissement de l'établissement ;

3° le budget et ses modifications ;

4° le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;

5° le régime du droit d'entrée et les orientations tarifaires des prestations culturelles ;

6° les créations, modifications et suppressions d'emplois permanents ;

7° les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont l'établissement public est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;

8° les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;

9° les projets de concession et de délégation de service public ;

10° les emprunts, prises, extensions et cessions de participations financières ;

11° les créations de filiales et les participations à des sociétés d'économie mixte ;

12° l'acceptation et le refus des dons et legs ;

13° les actions en justice et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le directeur ;

14° les transactions ;

15° le règlement intérieur de l'établissement ;

16° les conditions générales d'acquisitions d'œuvres d'art destinées aux collections,

- sur proposition de la commission technique d'achat *[établissements d'art plastique]*.

- dans le respect des procédures en vigueur *[musées dans le cas où l'établissement public est propriétaire des collections]* ;

17° les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont l'établissement a fait l'objet.

Il détermine les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumises pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

#### **Article 11 - Le président du conseil d'administration**

Le président du conseil d'administration est élu par celui-ci en son sein, à la majorité des deux tiers, pour une durée de trois ans renouvelable.

Il est assisté d'un vice-président désigné dans les mêmes conditions *[les statuts peuvent prévoir cette possibilité]*.

Il préside le conseil d'administration, qu'il convoque au moins deux fois par an et dont il fixe l'ordre du jour.

Le président nomme le directeur de l'établissement, dans les conditions prévues à l'article L. 1431-5 et R. 1431-10 du CGCT.

Il nomme le personnel de l'établissement, après avis du directeur *[s'agissant d'un EPCC à caractère administratif]*.

Il peut déléguer sa signature au directeur.

## **Article 12 - Le directeur**

### 12.1 - Désignation du directeur

Les personnes publiques représentées au conseil d'administration procèdent à un appel à candidatures en vue d'établir une liste de candidats à l'emploi de directeur. Après réception des candidatures, elles établissent cette liste à l'unanimité.

Au vu des projets d'orientations artistiques, culturelles et scientifiques présentées par chacun des candidats, le conseil d'administration adopte, à la majorité des deux tiers de ses membres, une proposition sur le ou les candidats de son choix.

Le président du conseil d'administration nomme le directeur parmi la liste de candidats établie par les personnes publiques représentées au conseil d'administration, sur la proposition de cet organe.

#### 1.2.2 - Mandat

La durée du mandat du directeur est de *[trois à cinq]* ans.

Ce mandat est renouvelable par période de trois ans.

### 12.3 - Attributions

Le directeur assure la direction de l'établissement. À ce titre :

- 1° il élabore et met en œuvre le projet artistique, culturel et scientifique pour lequel il a été nommé et rend compte de l'exécution de ce projet au conseil d'administration ;
- 2° il assure la programmation de l'activité artistique, culturelle et scientifique de l'établissement ;
- 3° il est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement ;
- 4° il prépare le budget ses décisions modificatives et en assure l'exécution ;
- 5° il assure la direction de l'ensemble des services ;
- 6° il est consulté pour avis par le président du conseil d'administration sur le recrutement et la nomination

aux emplois de l'établissement *[s'agissant d'un EPCC à caractère administratif]* ;

7° il passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le conseil d'administration ;

8° il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Pour l'exercice de ses attributions, il peut déléguer sa signature à un ou plusieurs chefs de service placés sous son autorité.

### 12.4 - Règles particulières relatives au directeur

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec un mandat électif dans l'une des collectivités territoriales membres de l'établissement et avec toute fonction dans un groupement qui en est membre ainsi qu'avec celles de membre du conseil d'administration de l'établissement.

Le directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans les entreprises en rapport avec l'établissement, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte, à l'exception des filiales de l'établissement.

Si, après avoir été mis à même de présenter ses observations, il est constaté qu'il a manqué à ces règles, le directeur est démis d'office de ses fonctions par le conseil d'administration, à la majorité des deux tiers de ses membres.

**Article 13 - Instances consultatives : commission technique d'achat *[pour les fonds régionaux d'art contemporain]* ou conseil d'orientation scientifique *[pour les établissements gérant notamment un monument historique]***

#### Commission technique d'achat

La commission technique d'achat met en œuvre la politique d'acquisition d'œuvres et objets d'art de l'établissement.

Elle comprend :

- le directeur, président ;
- trois à cinq personnalités qualifiées en art contemporain nommées pour une durée de trois ans renouvelable une fois par le conseil d'administration, sur proposition du directeur.

Le conseiller pour les arts plastiques à la direction régionale des affaires culturelles et le conseiller pour les arts plastiques des collectivités territoriales membres de l'établissement assistent aux réunions de la commission avec voix consultative.

**Conseil d'orientation scientifique**

L'établissement est doté d'un conseil d'orientation scientifique présidé par le directeur de l'établissement et composé de six à dix personnalités qualifiées, dont une représentant le personnel, désignées par moitié par le directeur régional des affaires culturelles et par moitié par les collectivités territoriales membres de l'établissement.

Le conseil d'orientation scientifique assiste le directeur et le conseil d'administration dans la définition de la politique scientifique de l'établissement et assure l'évaluation de sa mise en œuvre. Il délibère notamment sur la programmation annuelle et pluriannuelle des activités scientifiques de l'établissement et formule tous avis et recommandations. Il se réunit à la demande du directeur de l'établissement ou des deux tiers de ses membres, au moins deux fois par an.

**Article 14 - Régime juridique des actes**

Les délibérations du conseil d'administration ainsi que les actes à caractère réglementaire de l'établissement font l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la préfecture du département de *[celui où il a son siège]*.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les dispositions du titre III du livre I de la troisième partie du Code général des collectivités territoriales relatives au contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes des autorités départementales sont applicables à l'établissement.

**Article 15 - Transactions**

L'établissement public de coopération culturelle est autorisé à transiger, dans les conditions fixées aux articles 2044 à 2058 du Code civil, en vue de mettre fin aux litiges l'opposant à des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé.

Les transactions sont conclues par le directeur.

**Titre III - Régime financier et comptable****Article 16 - Dispositions générales**

Les dispositions des chapitres II et VII du titre unique du livre VI de la première partie du Code général des collectivités territoriales relatives au contrôle budgétaire et aux comptes publics sont applicables à l'établissement.

**Article 17 - Le budget**

Le budget est adopté par le conseil d'administration dans les trois mois qui suivent la création de l'établissement puis, chaque année, avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il se rapporte.

**Article 18 - Le comptable**

Le comptable de l'établissement est un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal. Il est nommé par le préfet, sur avis conforme du trésorier-payeur général.

Il est soumis aux obligations prévues par les articles L. 1617-2 à L. 1617-5 du Code général des collectivités territoriales.

**Article 19 - Régies d'avances et de recettes**

Le directeur peut, par délégation du conseil d'administration et sur avis conforme du comptable, créer des régies de recettes, d'avances et de recettes, et d'avances, soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R. 1617-1 à R. 1617-18 du CGCT.

**Article 20 - Recettes**

Les recettes de l'établissement comprennent notamment :

- 1° les subventions de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements, des établissements publics nationaux et de toutes autres personnes publiques ou privées ;
- 2° les dons et legs ;
- 3° le produit du droit d'entrée et les tarifs des prestations culturelles ;
- 4° le produit des contrats et des concessions ;
- 5° le produit de la vente de publications et de documents ;
- 6° le produit des manifestations artistiques ou culturelles organisées par l'établissement ;
- 7° les revenus des biens meubles et immeubles ;
- 8° le produit du placement de ses fonds ;
- 9° le produit des aliénations et, d'une manière générale, toutes recettes autorisées par les lois et règlements.

**Article 21 - Charges**

Les charges de l'établissement comprennent notamment les frais de personnel qui ne sont pas pris en charge par les personnes publiques partenaires, les

frais de fonctionnement et d'équipement et, de manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement par l'établissement de ses missions.

#### **Titre IV - Dispositions transitoires et finales**

##### **Article 22 - Dispositions transitoires relatives au conseil d'administration**

Pendant toute la période précédant l'élection des représentants des salariés, qui devra intervenir dans un délai de six mois à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral portant création de l'établissement, le conseil d'administration siège valablement avec les membres mentionnés aux 8.1. à 8.5. *[tous les membres autres que les représentant du personnel]*.

Dès la création de l'établissement, le conseil d'administration est réuni sur convocation du préfet de [...] pour prendre les premières décisions en vue de la gestion courante de l'établissement.

Jusqu'à l'élection du président du conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 11, le conseil est présidé par un président de séance élu en son sein.

Les représentants élus des salariés siègent dès leur élection. Leur mandat prend fin à la même date que celui des personnalités qualifiées.

##### **Article 23 - Dispositions relatives aux personnels *[dans l'hypothèse du transfert d'une activité d'une personne privée vers un EPCC]***

###### **23.1 - Directeur**

S'agissant d'un transfert d'activité de *[association X]* au profit de l'établissement public de coopération culturelle, il est proposé au directeur général actuel de *[idem]* d'exercer les fonctions de directeur de l'établissement pour un mandat de trois ans.

###### **23.2 - Personnel**

Il est fait application des dispositions de l'article L. 1224-3 du Code de travail *[s'agissant d'un EPCC à caractère administratif]* aux personnels de *[association X]* affectés à la gestion et à la mise en valeur *[du site ou de l'institution transférée]*, hormis à son directeur.

##### **Article 24 - Dévolution des biens *[dans l'hypothèse du transfert d'une activité vers un EPCC]***

L'établissement est autorisé à recevoir les biens, propriétés de *[association X]*, y compris la collection d'œuvres et objets d'art, ainsi que les droits et obligations résultant des contrats et conventions

conclus par la dite association, et notamment les droits de propriété intellectuelle issus des cessions de droits d'exploitation par les artistes auteurs des œuvres de la collection, après délibération de l'assemblée générale de dissolution de l'association donnant son accord à cette dévolution et aux modalités des opérations de liquidation correspondantes.

La reprise par l'établissement de la trésorerie, des valeurs dettes et créances de *[association X]* ne devient effective qu'après délibération de l'assemblée délibérante de l'association organisant les modalités de cette reprise.

Les contrats de travaux, fournitures et services passés par *[association X]* et en cours d'exécution à la date du [...] sont transférés de plein droit à l'établissement.

##### **Article 25 - Dispositions relatives aux apports et aux contributions**

Les apports et, le cas échéant, les contributions nécessaires au fonctionnement de l'établissement sont les suivants :

- Collectivité X :
- État :
- Établissement public national :

Toute modification de ces apports et contributions financières devra faire l'objet d'un accord unanime des membres de l'établissement.

#### **Annexe 2**

##### **Modèle de statuts d'un établissement public de coopération culturelle gérant une activité de spectacle vivant**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1431-1 à L. 1431-9 et R. 1431-1 à R. 1431-21,

Vu la délibération du *[conseil régional/général/municipal/ d'administration, pour un EP national]* n° \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_ demandant la création d'un établissement public de coopération culturelle,

*[Viser toutes les délibérations demandant la création de l'établissement prises par les collectivités concernées].*

Ont été approuvés les présents statuts

##### **Titre I - Dispositions générales**

###### **Article 1<sup>er</sup> - Création**

Il est créé entre :

- la (les) collectivité(s) territoriale(s) et/ou leurs groupements ;



- l'État (représenté par le préfet) *[s'il est membre de l'établissement]* ;

- *[un ou plusieurs établissements publics nationaux]*,

un établissement public de coopération culturelle régi notamment par les articles L. 1431-1 et suivants et les articles R. 1431-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et par les présents statuts.

Il jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication de l'arrêté décidant de sa création.

## **Article 2 - Dénomination et siège de l'établissement**

L'établissement public de coopération culturelle est dénommé :

Il a son siège à :

Il peut transférer son siège en tout autre lieu par décision du conseil d'administration *[préciser les modalités de prise de décision : par ex. « prise à la majorité des deux tiers de ses membres »]*.

## **Article 3 - Qualification juridique**

L'établissement public de coopération culturelle a un caractère industriel et commercial *[cas général des EPCC gérant une activité de spectacle vivant]*.

Il s'administre librement dans les conditions prévues par les présents statuts et par les lois et règlements qui lui sont applicables.

## **Article 4 - Missions**

L'établissement public de coopération culturelle a pour missions :

*[...]*

## **Article 5 - Durée**

L'établissement est constitué sans limitation de durée.

Il pourra être dissout et liquidé dans les conditions définies par les dispositions de l'article 6.

## **Article 6 - Entrée, retrait et dissolution**

Les règles d'entrée dans l'établissement public de coopération culturelle sont fixées à l'article R. 1431-3 du Code général des collectivités territoriales.

Les règles de retrait et de dissolution sont fixées par les articles R. 1431-19 et R. 1431-20 du même code.

En cas de dissolution de l'établissement public de coopération culturelle, la liquidation s'opère dans les conditions prévues à l'article R. 1431-21 du même code.

## **Titre II - Organisation administrative**

### **Article 7 - Organisation générale**

L'établissement est administré par un conseil d'administration et son président.

Il est dirigé par un directeur.

### **Article 8 - Composition du conseil d'administration**

Le conseil d'administration est composé comme suit :

- X représentant(s) de l'État ;
- X représentant(s) de la collectivité territoriale XX ;
- X représentant(s) de la collectivité territoriale XY ;
- X représentant(s) de l'établissement public XZ ;
- X personnalités qualifiées dans les domaines de compétence de l'établissement ;
- X représentants du personnel ;
- *[X représentants de fondations ;]*
- *[le maire de la commune siège de l'établissement ou son représentant : à la demande expresse de celui-ci, dans le cas où la commune du siège de l'EPCC n'est pas membre de l'établissement].*

#### **8.1 - Représentants de l'État**

L'État est représenté au conseil d'administration par :

- *[le préfet de ...]* ou son représentant ;
- *[...]*

#### **8.2 - Représentants des collectivités territoriales**

Les collectivités territoriales membres de l'établissement public de coopération culturelle sont représentées au conseil d'administration selon les modalités suivantes :

- 
- 

#### **8.3 - Représentant(s) de(s) l'établissement(s) public(s) (XZ)**

L'établissement public (XZ) est représenté au sein du conseil d'administration par son président *[ou directeur, s'il en exerce la fonction d'exécutif]* ou son représentant.

#### **8.4 - Personnalités qualifiées**

Les personnalités qualifiées sont désignées conjointement par les collectivités territoriales, leurs groupements et l'État *[et le cas échéant, les établissements publics nationaux membres de l'EPCC]* pour une durée de trois ans renouvelable.

En l'absence d'accord sur la nomination conjointe des personnalités qualifiées par les personnes publiques membres de l'établissement public de coopération culturelle, chacune d'entre elles nomme le nombre de personnalités qualifiées suivant les modalités prévues ci-après :

-  
-

#### [8.5 - Représentants des fondations]

Les représentants des fondations sont désignés dans les mêmes conditions, et pour la même durée, que les personnalités qualifiées.

#### 8.6 - Représentants du personnel

Les représentants du personnel sont élus pour une durée de trois ans renouvelable.

Les modalités d'élection des représentants du personnel sont fixées par le règlement intérieur adopté par le conseil d'administration.

#### 8.7 - Empêchement des membres désignés ou élus du conseil d'administration

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, survenant plus de six mois avant l'expiration du mandat des membres prévus au 8.4, 8.5 et 8.6 ci-dessus, un autre représentant est désigné ou élu dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Pour chacun des représentants élus du personnel, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire et pour la même durée *[Disposition optionnelle, qui peut concerner les membres désignés ou élus du conseil - art. R. 1431-4, 10° alinéa, du CGCT]*.

En cas d'indisponibilité de son suppléant, un membre du conseil d'administration peut donner mandat à un autre membre de le représenter à une séance. Chaque membre ne peut recevoir plus d'un mandat *[idem]*.

#### 8.8 - Gratuité des membres désignés ou élus du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, ces fonctions ouvrent droit aux indemnités de déplacement et de séjour prévues par la réglementation en vigueur.

Les membres du conseil d'administration ne peuvent prendre ou conserver aucun intérêt ni occuper aucune fonction dans les entreprises traitant avec l'établissement pour des marchés de travaux, de fournitures ou de prestations, ni assurer des prestations pour ces entreprises.

### **Article 9 - Réunion du conseil d'administration**

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président qui en fixe l'ordre du jour. Il se réunit au moins deux fois par an. La convocation est de droit lorsqu'elle est demandée soit par l'une des personnes publiques membre de l'établissement *[mention qu'il est possible de prévoir]* soit par la moitié au moins de ses membres.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est de nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximum de huit jours. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le directeur, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion, et l'agent comptable participent au conseil d'administration avec voix consultative.

Le président peut inviter au conseil d'administration toute personne dont il juge la présence utile en fonction de l'ordre du jour mais sans qu'elle puisse prendre part au vote.

### **Article 10 - Attributions du conseil d'administration**

Le conseil d'administration délibère notamment sur :

- 1° les orientations générales de la politique de l'établissement ;
- 2° l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et ses modifications ;
- 3° le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;
- 4° les créations, modifications et suppressions d'emplois permanents ;
- 5° les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont l'établissement public est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;
- 6° les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;
- 7° les projets de concession et de délégation de service public ;
- 8° les emprunts, prises, extensions et cessions de participations financières ;
- 9° les créations de filiales et les participations à des sociétés d'économie mixte ;

- 10° l'acceptation et le refus des dons et legs ;
- 11° les actions en justice et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le directeur ;
- 12° les transactions ;
- 13° le règlement intérieur de l'établissement ;
- 14° les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont l'établissement a fait l'objet.

Il détermine les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

#### **Article 11 - Le président du conseil d'administration**

Le président du conseil d'administration est élu par celui-ci en son sein, à la majorité des deux tiers, pour une durée de trois ans renouvelable.

Il est assisté d'un vice-président désigné dans les mêmes conditions *[les statuts peuvent prévoir cette possibilité]*.

Il préside le conseil d'administration, qu'il convoque au moins deux fois par an et dont il fixe l'ordre du jour.

Le président nomme le directeur de l'établissement, dans les conditions prévues à l'article L. 1431-5 et R. 1431-10 du CGCT.

Il peut déléguer sa signature au directeur.

#### **Article 12 - Le directeur**

##### 12.1 - Désignation du directeur

Les personnes publiques représentées au conseil d'administration procèdent à un appel à candidatures en vue d'établir une liste de candidats à l'emploi de directeur. Après réception des candidatures, elles établissent cette liste à l'unanimité.

Au vu des projets d'orientations artistiques et culturelles présentées par chacun des candidats, le conseil d'administration adopte, à la majorité des deux tiers de ses membres, une proposition sur le ou les candidats de son choix.

Le président du conseil d'administration nomme le directeur parmi la liste de candidats établie par les personnes publiques représentées au conseil d'administration, sur la proposition de cet organe.

##### 12.2 - Mandat

La durée du mandat du directeur est de *[trois à cinq]* ans.

Ce mandat est renouvelable par période de trois ans.

##### 12.3 - Attributions

Le directeur assure la direction de l'établissement. À ce titre :

- 1° il élabore et met en œuvre le projet artistique et culturel pour lequel il a été nommé et rend compte de l'exécution de ce projet au conseil d'administration ;
- 2° il assure la programmation de l'activité artistique et culturelle de l'établissement ;
- 3° il est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement ;
- 4° il prépare l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et ses modifications et en assure l'exécution ;
- 5° il assure la direction de l'ensemble des services ;
- 6° il a autorité sur l'ensemble du personnel, recrute et nomme aux emplois de l'établissement ;
- 7° il passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le conseil d'administration ;
- 8° il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Pour l'exercice de ses attributions, il peut déléguer sa signature à un ou plusieurs chefs de service placés sous son autorité.

##### 12.4 - Règles particulières relatives au directeur

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec un mandat électif dans l'une des collectivités territoriales membres de l'établissement et avec toute fonction dans un groupement qui en est membre ainsi qu'avec celles de membre du conseil d'administration de l'établissement.

Le directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans les entreprises en rapport avec l'établissement, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte, à l'exception des filiales de l'établissement.

Le manquement à ces règles est un motif de révocation.

##### 12.5 - Révocation

Le directeur de l'établissement public de coopération culturelle ne peut être révoqué que pour faute grave *[pour un EPCC à caractère industriel et commercial]*. Dans ce cas, sa révocation est prononcée à la majorité des deux tiers des membres du conseil d'administration.

**Article 15 - Régime juridique des actes**

Les délibérations du conseil d'administration ainsi que les actes à caractère réglementaire de l'établissement font l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de *[celui où il a son siège]*.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les dispositions du titre III du livre I de la troisième partie du Code général des collectivités territoriales relatives au contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes des autorités départementales sont applicables à l'établissement.

**Article 16 - Transactions**

L'établissement public de coopération culturelle est autorisé à transiger, dans les conditions fixées aux articles 2044 à 2058 du Code civil, en vue de mettre fin aux litiges l'opposant à des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé.

Les transactions sont conclues par le directeur.

**Titre III - Régime financier et comptable****Article 17 - Dispositions générales**

Les dispositions des chapitres II et VII du titre unique du livre VI de la première partie de la partie législative du Code général des collectivités territoriales relatives au contrôle budgétaire et aux comptes publics sont applicables à l'établissement, ainsi que les dispositions des articles R. 2221-35 à R. 2221-52 du même code.

**Article 18 - L'état prévisionnel de recettes et de dépenses**

L'état prévisionnel de recettes et de dépenses est adopté par le conseil d'administration dans les six mois qui suivent la création de l'établissement puis, chaque année, avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il se rapporte.

**Article 19 - Le comptable**

Le comptable de l'établissement est :

- soit un comptable direct du Trésor,
- soit un agent comptable.

Il est nommé par le préfet sur proposition du conseil d'administration, après avis du trésorier-payeur général. Il ne peut être remplacé ou révoqué que dans les mêmes formes.

**Article 20 - Régies d'avances et de recettes**

Le directeur peut, par délégation du conseil d'administration et sur avis conforme du comptable,

le directeur peut créer des régies de recettes, d'avances et de recettes, et d'avances, soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R. 1617-1 à R. 1617-18 du CGCT.

**Article 21 - Recettes**

Les recettes de l'établissement comprennent notamment :

- 1° le produit des manifestations artistiques ou culturelles organisées par l'établissement ;
- 2° le produit des opérations commerciales de l'établissement ;
- 3° le produit de la location d'espaces et de matériels ;
- 4° le produit de la vente de publications et de documents ;
- 5° les subventions de l'État, des collectivités territoriales et de toutes autres personnes publiques ou privées ;
- 6° les dons et legs ;
- 7° les revenus des biens meubles et immeubles ;
- 8° le revenu des biens et placements ;
- 9° le produit des aliénations et, d'une manière générale, toutes recettes autorisées par les lois et règlements.

**Article 22 - Charges**

Les charges de l'établissement comprennent notamment :

- 1° les frais de personnel ;
- 2° les frais de fonctionnement, d'exploitation et de production ;
- 3° les dépenses d'équipement ;
- 4° les impôts et contributions de toute nature et, de manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement par l'établissement de ses missions.

**Titre IV - Dispositions transitoires et finales****Article 23 - Dispositions transitoires relatives au conseil d'administration**

Pendant toute la période précédant l'élection des représentants des salariés, qui devra intervenir dans un délai de six mois à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral portant création de l'établissement, le conseil d'administration siège valablement avec les membres mentionnés aux 8.1. à 8.5. *[tous les membres autres que les représentants du personnel]*.

Dès la création de l'établissement, le conseil d'administration est réuni sur convocation du préfet de [...] pour prendre les premières décisions en vue de la gestion courante de l'établissement.

Jusqu'à l'élection du président du conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 11, le conseil est présidé par un président de séance élu en son sein.

Les représentants élus des salariés siègent dès leur élection. Leur mandat prend fin à la même date que celui des personnalités qualifiées.

## **Article 24 - Dispositions relatives aux personnels *[dans l'hypothèse du transfert d'une activité d'une personne privée vers un EPCC]***

### **24.1 - Directeur**

S'agissant d'un transfert d'activité de *[association X]* au profit de l'établissement public de coopération culturelle, il est proposé au directeur général actuel de *[idem]* d'exercer les fonctions de directeur de l'établissement pour un mandat de trois ans.

### **24.2 - Personnel**

Il est fait application des dispositions de l'article L. 1224-1 du Code de travail *[s'agissant d'un EPCC à caractère industriel et commercial]* aux personnels de *[association X]* affectés à la gestion et à la mise en valeur *[du site ou de l'institution transférée]*, hormis à son directeur.

## **Article 25 - Dévolution des biens *[dans l'hypothèse du transfert d'une activité vers un EPCC]***

L'établissement public de coopération culturelle est autorisé à recevoir les biens, propriétés de *[association X]*, ainsi que les droits et obligations résultant des contrats et conventions conclu par la dite *[association X]*, après délibération de l'assemblée générale de dissolution de *[association X]* donnant son accord à cette dévolution et aux modalités des opérations de liquidation correspondantes.

La reprise par l'établissement de la trésorerie, des valeurs dettes et créances de *[association X]* ne devient effective qu'après délibération de l'assemblée délibérante de l'association organisant les modalités de cette reprise.

Les contrats de travaux, fournitures et services passés par *[association X]* et en cours d'exécution à la date du sont transférés de plein droit à l'établissement.

## **Article 26 - Dispositions relatives aux apports et aux contributions**

Les apports et, le cas échéant, les contributions nécessaires au fonctionnement de l'établissement sont les suivants :

- Collectivité X :
- État :
- Établissement public national :

Toute modification de ces apports et contributions financières devra faire l'objet d'un accord unanime des membres de l'établissement.

## **Annexe 3**

### **Modèle de statuts d'un établissement public de coopération culturelle gérant une activité d'enseignement**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1431-1 à L. 1431-9 et R. 1431-1 à R. 1431-21,

Vu la délibération du *[conseil régional/général/municipal/ d'administration, pour un EP national]* n°\_\_ en date du \_\_\_\_ demandant la création d'un établissement public de coopération culturelle,

*[Viser toutes les délibérations demandant la création de l'établissement prises par les collectivités concernées].*

ont été approuvés les présents statuts

### **Titre I - Dispositions générales**

#### **Article 1<sup>er</sup> - Création**

Il est créé entre :

- la (les) collectivité(s) territoriale(s) et/ou leurs groupements ;
- l'État (représenté par le préfet) *[s'il est membre de l'établissement]* ;
- *[un ou plusieurs établissements publics nationaux],*

un établissement public de coopération culturelle régi notamment par les articles L. 1431-1 et suivants et les articles R. 1431-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et par les présents statuts.

Il jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication de l'arrêté décidant de sa création.

#### **Article 2 - Dénomination et siège de l'établissement**

L'établissement public de coopération culturelle est dénommé :

Il a son siège à :

Il peut transférer son siège en tout autre lieu par décision du conseil d'administration *[préciser les modalités de prise de décision : par ex. « prise à la majorité des deux tiers de ses membres »]*.

**Article 3 - Qualification juridique**

L'établissement public de coopération culturelle a un caractère administratif [*cas général des EPCC gérant une activité d'enseignement*].

Il s'administre librement dans les conditions prévues par les présents statuts et par les lois et règlements qui lui sont applicables.

**Article 4 - Missions**

L'établissement public de coopération culturelle a pour missions :

[...]

Il peut être habilité par le ministre chargé de la culture, seul ou conjointement avec d'autres établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère chargé de la culture, à délivrer des diplômes nationaux dans les conditions prévues par [*Enseignement supérieur musique, danse, théâtre : le décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux supérieurs professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements ; enseignement supérieur des arts plastiques : décret n° \_\_\_\_ du \_\_\_\_ portant organisation de l'enseignement supérieur en arts plastiques dans les établissements sous tutelle ou sous contrôle pédagogique du ministère chargé de la culture*]. Il peut en outre délivrer des diplômes d'établissement.

**Article 5 - Durée**

L'établissement est constitué sans limitation de durée.

Il pourra être dissout et liquidé dans les conditions définies par les dispositions de l'article 6.

**Article 6 - Entrée, retrait et dissolution**

Les règles d'entrée dans l'établissement public de coopération culturelle sont fixées à l'article R. 1431-3 du Code général des collectivités territoriales.

Les règles de retrait et de dissolution sont fixées par les articles R. 1431-19 et R. 1431-20 du même code.

En cas de dissolution de l'établissement public de coopération culturelle, la liquidation s'opère dans les conditions prévues à l'article R. 1431-21 du même code.

**Titre II - Organisation administrative****Article 7 - Organisation générale**

L'établissement est administré par un conseil d'administration et son président.

Il est dirigé par un directeur, assisté par un conseil d'orientation pédagogique.

**Article 8 - Composition du conseil d'administration**

Le conseil d'administration est composé comme suit :

- X représentant(s) de l'État ;
- X représentant(s) de la collectivité territoriale XX ;
- X représentant(s) de la collectivité territoriale XY ;
- X représentant(s) de l'établissement public XZ ;
- X personnalités qualifiées dans les domaines de compétence de l'établissement ;
- X représentants des personnels administratifs et pédagogiques ;
- X représentants des étudiants ;
- [*X représentants de fondations ;*]
- [*le maire de la commune siège de l'établissement ou son représentant : à la demande expresse de celui-ci, dans le cas où la commune du siège de l'EPCC n'est pas membre l'EPCC*].

**8.1 - Représentants de l'État**

L'État est représenté au conseil d'administration par :

- [*le préfet de ...*] ou son représentant ;
- [...]

**8.2 - Représentants des collectivités territoriales**

Les collectivités territoriales membres de l'établissement public de coopération culturelle sont représentées au conseil d'administration selon les modalités suivantes :

- 
- 

**8.3 - Représentant(s) de(s) l'établissement(s) public(s) (XZ)**

L'établissement public (XZ) est représenté au sein du conseil d'administration par son président (ou directeur, s'il en exerce la fonction d'exécutif) ou son représentant.

**8.4 - Personnalités qualifiées**

Les personnalités qualifiées sont désignées conjointement par les collectivités territoriales, leurs groupements et l'État [*et le cas échéant, les établissements publics nationaux membres de l'EPCC*] pour une durée de trois ans renouvelable.

En l'absence d'accord sur la nomination conjointe des personnalités qualifiées par les personnes publiques membres de l'établissement public de coopération culturelle, chacune d'entre elles nomme le nombre de

personnalités qualifiées suivant les modalités prévues ci-après :

-  
-

#### [8.5 - Représentants des fondations]

Les représentants des fondations sont désignés dans les mêmes conditions, et pour la même durée, que les personnalités qualifiées.

#### 8.6 - Représentants du personnel et des étudiants

Les représentants des personnels administratifs et pédagogiques sont élus pour une durée de trois ans renouvelable.

Les représentants des étudiants sont élus pour une durée de *[la durée de leur mandat est librement fixée dans les statuts]*.

Les modalités d'élection des représentants du personnel et des étudiants sont fixées par le règlement intérieur adopté par le conseil d'administration.

#### 8.7 - Empêchement des membres désignés ou élus du conseil d'administration

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, survenant plus de six mois avant l'expiration du mandat des membres prévus au 8.4, 8.5 et 8.6 ci-dessus, un autre représentant est désigné ou élu dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Pour chacun des représentants élus du personnel et des étudiants, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire et pour la même durée *[Disposition optionnelle, qui peut concerner les membres désignés ou élus du conseil - art. R. 1431-4, 10° alinéa, du CGCT]*.

En cas d'indisponibilité de son suppléant, un membre du conseil d'administration peut donner mandat à un autre membre de le représenter à une séance. Chaque membre ne peut recevoir plus d'un mandat *[idem]*.

#### 8.8 - Gratuité des membres désignés ou élus du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, ces fonctions ouvrent droit aux indemnités de déplacement et de séjour prévues par la réglementation en vigueur.

Les membres du conseil d'administration ne peuvent prendre ou conserver aucun intérêt ni occuper aucune fonction dans les entreprises traitant avec l'établissement pour des marchés de travaux, de fournitures ou de prestations, ni assurer des prestations pour ces entreprises.

### **Article 9 - Réunion du conseil d'administration**

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président qui en fixe l'ordre du jour. Il se réunit au moins deux fois par an. La convocation est de droit lorsqu'elle est demandée soit par l'une des personnes publiques membre de l'établissement *[mention qu'il est possible de prévoir dans les statuts]* soit par la moitié au moins de ses membres.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est de nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximum de huit jours. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le directeur, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion, et l'agent comptable participent au conseil d'administration avec voix consultative.

Le président peut inviter au conseil d'administration toute personne dont il juge la présence utile en fonction de l'ordre du jour mais sans qu'elle puisse prendre part au vote.

### **Article 10 - Attributions du conseil d'administration**

Le conseil d'administration délibère notamment sur :

- 1° les orientations générales de la politique de l'établissement ;
- 2° le règlement des études, qui précise l'organisation de la scolarité et des études, après avis du conseil d'orientation pédagogique ;
- 3° le budget et ses modifications ;
- 4° le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;
- 5° les droits de scolarité ;
- 6° les créations, modifications et suppressions d'emplois permanents ;
- 7° les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont l'établissement public est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;
- 8° les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;
- 9° les projets de concession et de délégation de service public ;
- 10° les emprunts, prises, extensions et cessions de participations financières ;

- 11° l'acceptation ou le refus des dons et legs ;
- 12° les actions en justice et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le directeur ;
- 13° les transactions ;
- 14° le règlement intérieur de l'établissement ;
- 15° les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont l'établissement a fait l'objet.

Il détermine les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

## **Article 11 - Le président du conseil d'administration**

Le président du conseil d'administration est élu par celui-ci en son sein, à la majorité des deux tiers, pour une durée de trois ans renouvelable.

Il est assisté d'un vice-président désigné dans les mêmes conditions *[les statuts peuvent prévoir cette possibilité]*.

Il préside le conseil d'administration, qu'il convoque au moins deux fois par an et dont il fixe l'ordre du jour.

Le président nomme le directeur de l'établissement, dans les conditions prévues à l'article L. 1431-5 et R. 1431-10 du CGCT.

Il nomme le personnel de l'établissement, après avis du directeur *[s'agissant d'un EPCC à caractère administratif]*.

Il peut déléguer sa signature au directeur.

## **Article 12 - Le directeur**

### 12.1 - Désignation du directeur

Les personnes publiques représentées au conseil d'administration procèdent à un appel à candidatures en vue d'établir une liste de candidats à l'emploi de directeur. Après réception des candidatures, elles établissent cette liste à l'unanimité.

Au vu des projets d'orientations pédagogiques, artistiques, culturelles et scientifiques présentées par chacun des candidats, le conseil d'administration adopte, à la majorité des deux tiers de ses membres, une proposition sur le ou les candidats de son choix.

Le président du conseil d'administration nomme le directeur parmi la liste de candidats établie par les

personnes publiques représentées au conseil d'administration, sur la proposition de cet organe.

### 12.2 - Mandat

La durée du mandat du directeur est de *[trois à cinq]* ans.

Ce mandat est renouvelable par période de trois ans.

### 12.3 - Attributions

Le directeur assure la direction de l'établissement. À ce titre :

1° il élabore et met en œuvre le projet pédagogique et culturel pour lequel il a été nommé et rend compte de l'exécution de ce projet au conseil d'administration ;

2° il s'assure de l'exécution des programmes d'enseignement de l'établissement ;

3° il délivre les diplômes nationaux pour lesquels l'établissement a reçu une habilitation du ministre chargé de la culture et les diplômes propres à l'établissement ;

4° il assure le bon fonctionnement de l'établissement, le respect de l'ordre et il exerce le pouvoir disciplinaire ;

5° il est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement ;

6° il prépare le budget et ses décisions modificatives et en assure l'exécution ;

7° il assure la direction de l'ensemble des services. Il a autorité sur l'ensemble du personnel ;

8° il est consulté pour avis par le président du conseil d'administration sur le recrutement et la nomination aux emplois de l'établissement ;

9° il passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le conseil d'administration ;

10° il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Pour l'exercice de ses attributions, il peut déléguer sa signature à un ou plusieurs chefs de service placés sous son autorité.

### 12.4 - Règles particulières relatives au directeur

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec un mandat électif dans l'une des collectivités territoriales membres de l'établissement et avec toute fonction dans un groupement qui en est membre ainsi qu'avec celles de membre du conseil d'administration de l'établissement.

Le directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans les entreprises en rapport avec



l'établissement, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte, à l'exception des filiales de l'établissement.

Si, après avoir été mis à même de présenter ses observations, il est constaté qu'il a manqué à ces règles, le directeur est démis d'office de ses fonctions par le conseil d'administration, à la majorité des deux tiers de ses membres.

### **Article 13 - Sanctions disciplinaires**

Les sanctions disciplinaires applicables aux élèves sont l'avertissement, le blâme, l'exclusion de l'établissement pour une durée déterminée et l'exclusion définitive de l'établissement. Aucune sanction ne peut être prononcée sans que l'élève ait été mis à même de présenter ses observations. Sauf pour l'avertissement et le blâme, le directeur statue au vu de l'avis rendu par le conseil de discipline, après audition, par cette instance, de l'intéressé. La composition et les modalités de fonctionnement du conseil de discipline sont fixées par le règlement des études.

### **Article 14 - Conseil d'orientation pédagogique [ou conseil des études]**

#### **14.1 - Composition**

Le conseil d'orientation pédagogique [*conseil des études*] de l'établissement est composé des membres suivants :

- 1° le directeur, président ;
- 2° X représentant(s) des enseignants ou des autres catégories de personnels pédagogiques [*le cas échéant, des personnels administratifs et techniques*] élus pour une période de trois ans renouvelable ;
- 3° X représentant(s) des étudiants ou des élèves élus pour une période d'un an renouvelable [*N.B. : pour les EPCC gérant une activité d'enseignement initial, la représentation des parents d'élèves est souhaitable*];
- 4° le cas échéant, X personnalité(s) qualifiée(s) appartenant au milieu professionnel concerné, désignées pour une période de trois ans par les personnes publiques partenaires.

#### **14.2 - Fonctionnement**

Le directeur peut inviter à participer aux séances du conseil, avec voix consultative, toute personne dont il juge la présence utile.

Le règlement intérieur de l'établissement détermine les modalités d'élection des membres élus du conseil d'orientation pédagogique.

Les fonctions de membre du conseil sont exercées à titre gratuit.

### **14.3 - Attributions**

Le conseil d'orientation pédagogique [*conseil des études*] est consulté sur toutes les questions touchant aux activités culturelles, scientifiques et pédagogiques de l'établissement.

Il se réunit au moins deux fois par an à l'initiative du directeur ou à la demande de la moitié de ses membres.

Le directeur présente le rapport des travaux du conseil d'orientation pédagogique [*conseil des études*] devant le conseil d'administration.

### **Article 15 - Régime juridique des actes**

Les délibérations du conseil d'administration ainsi que les actes à caractère réglementaire de l'établissement font l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de [*celui où il a son siège*].

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les dispositions du titre III du livre I de la troisième partie du Code général des collectivités territoriales relatives au contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes des autorités départementales sont applicables à l'établissement.

### **Article 16 - Transactions**

L'établissement public de coopération culturelle est autorisé à transiger, dans les conditions fixées aux articles 2044 à 2058 du Code civil, en vue de mettre fin aux litiges l'opposant à des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé.

Les transactions sont conclues par le directeur.

### **Titre III - Régime financier et comptable**

#### **Article 17 - Dispositions générales**

Les dispositions des chapitres II et VII du titre unique du livre VI de la première partie du Code général des collectivités territoriales relatives au contrôle budgétaire et aux comptes publics sont applicables à l'établissement.

#### **Article 18 - Le budget**

Le budget est adopté par le conseil d'administration dans les trois mois qui suivent la création de l'établissement puis, chaque année, avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il se rapporte.

#### **Article 19 - Le comptable**

Le comptable de l'établissement est un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal.

Il est nommé par le préfet, sur avis conforme du trésorier-payeur général.

Il est soumis aux obligations prévues par les articles L. 1617-2 à L. 1617-5 du Code général des collectivités territoriales.

#### **Article 20 - Régies d'avances et de recettes**

Le directeur peut, par délégation du conseil d'administration et sur avis conforme du comptable, le directeur peut créer des régies de recettes, d'avances et de recettes, et d'avances, soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R. 1617-1 à R. 1617-18 du CGCT.

#### **Article 21 - Recettes**

Les recettes de l'établissement comprennent notamment :

- 1° les subventions de l'État, des collectivités territoriales et de toutes autres personnes publiques ou privées ;
- 2° les dons et legs ;
- 3° le produit des droits d'inscription des étudiants ;
- 4° le produit des contrats et des concessions ;
- 5° le produit de la vente de publications et de documents ;
- 6° le produit des manifestations artistiques ou culturelles organisées par l'établissement ;
- 7° les revenus des biens meubles et immeubles ;
- 8° le produit du placement de ses fonds ;
- 9° le produit des aliénations et, d'une manière générale, toutes recettes autorisées par les lois et règlements.

#### **Article 22 - Charges**

Les charges de l'établissement comprennent notamment les frais de personnel qui ne sont pas pris en charge par les personnes publiques partenaires, les frais de fonctionnement et d'équipement et, de manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement par l'établissement de ses missions.

### **Titre IV - Dispositions transitoires et finales**

#### **Article 23 - Dispositions transitoires relatives au conseil d'administration**

Pendant toute la période précédant l'élection des représentants des salariés et des étudiants, qui devra intervenir dans un délai de six mois à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral portant création de l'établissement, le conseil d'administration siège valablement avec les membres mentionnés aux 8.1. à 8.5. *[tous les membres autres que les représentant du personnel et des étudiants]*.

Dès la création de l'établissement, le conseil d'administration est réuni sur convocation du préfet de [...] pour prendre les premières décisions en vue de la gestion courante de l'établissement.

Jusqu'à l'élection du président du conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 11, le conseil est présidé par un président de séance élu en son sein.

Les représentants élus des salariés et des étudiants siègent dès leur élection.

Le mandat des représentants élus des salariés prend fin à la même date que celui des personnalités qualifiées.

#### **Article 24 - Dispositions relatives aux personnels *[dans l'hypothèse du transfert d'une activité d'une personne privée vers un EPCC]***

##### **24.1 - Directeur**

S'agissant d'un transfert d'activité de *[association X]* au profit de l'établissement public de coopération culturelle, il est proposé au directeur général actuel de *[idem]* d'exercer les fonctions de directeur de l'établissement pour un mandat de trois ans.

##### **24.2 - Personnel**

Il est fait application des dispositions de l'article L. 1224-3 du Code de travail *[s'agissant d'un EPCC à caractère administratif]* aux personnels de *[association X]* affectés à la gestion et à la mise en valeur *[du site ou de l'institution transférée]*, hormis à son directeur général.

#### **Article 25 - Dévolution des biens *[dans l'hypothèse du transfert d'une activité vers un EPCC]***

L'établissement est autorisé à recevoir les biens, propriétés de *[association X]*, ainsi que les droits et obligations résultant des contrats et conventions conclus par ladite association, après délibération de l'assemblée générale de dissolution de l'association donnant son accord à cette dévolution et aux modalités des opérations de liquidation correspondantes.

La reprise par l'établissement de la trésorerie, des valeurs dettes et créances de *[association X]* ne devient effective qu'après délibération de l'assemblée délibérante de l'association organisant les modalités de cette reprise.

Les contrats de travaux, fournitures et services passés par *[association X]* et en cours d'exécution à la date du [...] sont transférés de plein droit à l'établissement.

#### **Article 26 - Dispositions relatives aux apports et aux contributions**

Les apports et, le cas échéant, les contributions

nécessaires au fonctionnement de l'établissement sont les suivants :

- Collectivité X :
- État :
- Établissement public national :

Toute modification de ces apports et contributions financières devra faire l'objet d'un accord unanime des membres de l'établissement.

## **DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE**

### **Instruction n° 2008/004 du 5 août 2008 relative aux traitement, tri et conservation des archives produites par les services déconcentrés du Trésor - comptabilité générale et dépôts et services financiers.**

Le directeur général des finances publiques,  
La directrice des Archives de France,  
à  
Mesdames et messieurs les présidents des conseils généraux (archives départementales).

#### **Autre réf. :**

Instruction n° DAF/DPACI/RES/2008/010 et n° 08-023 V9 (DGFIP)

#### **Textes officiels :**

- Code du patrimoine, livre II ;
- Code monétaire et financier ;
- Décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publiques et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques modifié ;
- Circulaire du Premier ministre du 2 novembre 2001 relative à la gestion des archives dans les services et établissements publics de l'État (NOR/PRMX/01105139C) ;
- Instruction codificatrice n° 07-028-V9 du 11 juin 2007
- DAF/DPACI/RES/2007/010 du 19 juin 2007, relative au traitement, au tri et à la conservation des archives produites par les services déconcentrés du Trésor, 1<sup>re</sup> partie : Généralités, secteur public local, recouvrement.

#### **Texte abrogé :**

- Instruction n° 86-126-V9 du 21 octobre 1986 et AD 86-3 du 10 décembre 1986, modifiée, relative au versement, au tri et à la conservation des archives

des services extérieurs du Trésor aux archives départementales (pour les parties concernées).

La direction des Archives de France et les services de l'actuel ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi ont engagé en 2006 une réflexion commune relative aux règles de tri et de conservation des archives produites par les services extérieurs de ce ministère. L'objectif visait à la refonte générale des instructions existantes, en tenant compte, en outre, de la dématérialisation de certaines procédures.

Cette réflexion a permis d'aboutir aux textes suivants :

- Instruction DPACI/RES/2006/006, du 24 juillet 2006. Traitement et conservation des documents détenus par les services du Domaine, dans le cadre du transfert du Domaine à la direction générale de la comptabilité publique ;
- Instruction DPACI/RES/2006/012, du 2 octobre 2006. Traitement, versement et conservation des comptes de gestion des collectivités locales par les comptables supérieurs du Trésor ou les chambres régionales des comptes ;
- Instruction DPACI/RES/2007/009 du 20 avril 2007. Versement de la documentation cadastrale, phase 2 : plans minutes de conservation ;
- Instruction DPACI/RES/2007/010 du 19 juin 2007. Tri et conservation des documents produits par les services déconcentrés du Trésor public, 1<sup>re</sup> partie : généralités, secteur public local, recouvrement ;
- Instruction DPACI/RES/2007/020 du 12 décembre 2007. Conservation des dossiers de contentieux fiscal papier après leur numérisation par le service national de documentation du cadastre.

La présente instruction fait suite à celle du 19 juin 2007 et constitue la 2<sup>e</sup> partie de l'instruction d'ensemble relative aux services déconcentrés du Trésor public. Elle concerne cette fois la comptabilité générale, les dépôts et services financiers.

### **1. Le secteur « comptabilité générale »**

#### **Dans les postes comptables dotés de l'application DDR3 (recettes des finances et trésoreries)**

Depuis la gestion 2003, la comptabilité R3 est une comptabilité dématérialisée. Les documents comptables issus de l'application DDR3 (P3, P16, P213, journal unique) ne sont en effet plus conservés dans le poste sous forme papier. Ils peuvent toutefois être édités à la demande du comptable pour répondre à des besoins ponctuels de vérification et de contrôle.

Seuls les journaux de rectifications P28 , P28D et P3R doivent être édités, visés le cas échéant (voir lettre circulaire DGCP n° 8970 du 4 mars 2004), enliassés

dans une série ininterrompue et appuyés des justifications (ou de leurs copies) des rectifications. Le journal des ratures (le « brouillard ») qui est édité automatiquement par l'application DDR3 lors de l'arrêté comptable doit être également conservé dans les mêmes conditions.

Les gestions antérieures à 2003 de DDR3 sont conservées sur support magnétique pendant une durée de dix ans sous la responsabilité du comptable.

#### Dans les trésoreries générales et les services de contrôle budgétaire et comptable ministériel

Depuis 1<sup>er</sup> décembre 2005 (voir lettre circulaire DGCP, bureau 6B, n° 43188 du 4 novembre 2005), les éditions de l'application CGL sont disponibles dans l'application PDFEDIT (application d'éditions) et font l'objet d'un archivage mensuel sur cd-rom (ou sur un autre support numérique).

## **2. Le pôle « dépôts et services financiers »**

Sous l'appellation « dépôts et services financiers » sont regroupés le service du portefeuille, le service des dépôts de fonds au Trésor (DFT) et le service de la Caisse des dépôts et consignations, auxquels il convient d'ajouter le contrôle interne, la lutte anti-blanchiment et les emprunts russes.

Les services DFT gèrent les fonds déposés à titre obligatoire ou facultatif, en application des lois et règlements ou en vertu de conventions, par un certain nombre d'organismes. Le Trésor public offre à ces déposants un service bancaire et exerce donc à cet égard un rôle de banquier. De ce fait, les délais d'archivage sont ceux qui prévalent pour l'ensemble de la profession bancaire et relèvent du Code monétaire et financier.

Il en va de même pour les documents produits par les services des fonds particuliers, toujours archivés dans les trésoreries générales - bien que les services aient cessé leur activité le 31 décembre 2001 - et pour une partie des activités de la Caisse des dépôts et consignations, dont les comptables du Trésor sont les préposés.

Il est toutefois précisé que la conservation, chez les comptables du Trésor, des documents relatifs à la Caisse des dépôts est limitée, dans la mesure où ils sont ensuite transférés au centre d'archivage de la CDC situé à Blois.

Certains documents se présentent encore sous forme papier, tels que les dossiers clients par exemple, alors que d'autres sont détenus sous la forme de fichiers électroniques : c'est notamment le cas des états issus des applicatifs du Trésor, et en particulier de l'applicatif de tenue de compte DFT CEP, qui devront pouvoir être

édités à tout moment pendant toute leur durée d'utilité administrative, sans que le fichier soit altéré ni modifiable.

Par ailleurs, pour ce qui concerne les documents issus de l'activité de distribution de produits CNP assurances, les consignes d'archivage sont en cours d'examen avec la Caisse nationale de prévoyance et ne figurent donc pas dans la présente instruction.

## **3. Présentation du tableau d'archivage**

Le tableau d'archivage est un outil prévisionnel de gestion des archives. En fournissant un cadre normatif, il détermine le cycle de vie des documents produits ou reçus par les services déconcentrés du Trésor, quels que soient leur date, leur forme et leur support matériel, y compris les documents électroniques, selon la définition des archives fournie par l'article L. 211-1 du Code du patrimoine. Il propose enfin des règles de conservation et d'archivage pour chaque catégorie de document.

Le tableau s'articule selon une logique fonctionnelle, en examinant tour à tour les documents produits par les deux secteurs ou pôles définis ci-dessus. Il se décline donc en deux ensembles :

I - Secteur « comptabilité générale »

II - Pôle « dépôts et services financiers »

et pour le premier, selon le type de service producteur : trésorerie et recette des finances, trésorerie générale.

Pour chaque partie, l'instruction vise à recenser de manière exhaustive les documents existants et à en déterminer les modalités de conservation. Si un document n'y figure pas, il conviendra de se rapprocher d'un document similaire listé dans le tableau pour en connaître la durée d'utilité administrative (DUA), et du service départemental d'archives territorialement compétent pour ce qui concerne le sort final.

## **4. Utilisation du tableau d'archivage**

Le tableau d'archivage comporte quatre colonnes :

\* La première colonne est consacrée à la typologie des documents. Elle recense les catégories de dossiers et documents produits ou reçus par les services déconcentrés du Trésor dans le cadre de leur activité ;

\* La deuxième colonne indique la durée de conservation des documents par les services déconcentrés du Trésor et correspond à la durée d'utilité administrative (DUA) de ces documents. Cette durée correspond au temps pendant lequel les documents doivent être conservés par les services déconcentrés du Trésor, soit en vertu des prescriptions réglementaires, soit parce qu'ils restent nécessaires et utiles au bon fonctionnement des services ou à leur information. La DUA est définie « par accord entre l'administration concernée et la direction des

Archives de France » (décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié, article 15) ;

\* La troisième colonne indique le sort final qui doit être appliqué aux documents au terme de la DUA. Elle envisage trois destinations possibles, indiquées par trois lettres différentes :

- « C » pour conservation définitive et intégrale des documents dont l'intérêt historique le justifie, dans le service public d'archives départementales territorialement compétent. Au moment du versement dans ces services, la liste des documents arrivés au terme de leur DUA et voués à la conservation intégrale et définitive doit être reprise dans un bordereau de versement, conformément à l'article 18 du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié (voir modèle en annexe n° 1),

- « D » pour destruction intégrale des documents. La liste des documents arrivés au terme de leur DUA et voués à la destruction est reprise dans un bordereau d'élimination qui doit être visé par le directeur des archives départementales territorialement compétent

préalablement à toute destruction, conformément à l'article 16 du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié (voir modèle en annexe n° 2). La destruction des documents doit être opérée par dénaturation (incinération, broyage, déchiquetage), à l'exclusion du compactage et du recyclage. Il est possible de recourir à un prestataire de services : la destruction doit alors être certifiée, le certificat faisant foi en cas de litige,

- « T » pour tri : les documents doivent être triés par les services déconcentrés du Trésor afin de distinguer ceux qui, en vertu de leur intérêt historique, seront versés au service public d'archives départementales territorialement compétent pour y être conservés définitivement, de ceux qui, après visa d'un bordereau d'élimination, pourront être éliminés. Les modalités de ce tri sont précisées dans la colonne « Observations »,

\* La quatrième colonne apporte toutes les informations nécessaires à la compréhension et à la mise en œuvre des éléments portés dans les trois autres colonnes (textes réglementaires, modalités de tri...).

Voici un exemple :

Catégorie de documents	DUA	Sort final	Observations
P 100 : compte d'emploi des journaux à souches	5 ans	D	Note de service n° 03-093-R3 du 7 novembre 2003

Il importe de préciser que les DUA et les sorts finaux sont des *minima* à respecter : aucun document ne peut être soit versé, soit trié, soit éliminé avant le terme de la DUA ; celle-ci peut cependant être prolongée si le producteur des documents en émet le souhait, en liaison avec le service d'archives départementales territorialement compétent. De même, par accord mutuel, des documents dont le tableau prévoit l'élimination peuvent être conservés si cela est jugé utile ; en revanche, aucun document dont la conservation définitive est prévue par le tableau, ne doit être éliminé.

Il est rappelé que les durées de conservation des documents comptables prévues dans la présente instruction s'appliquent quel que soit le type de support utilisé (papier, CD-Rom ou autre support numérique).

Les éditions « papier » qui sont effectuées ponctuellement par les services à partir des états comptables déjà disponibles dans PDFEDIT n'ont pas à être conservées, sauf disposition expresse contraire.

Certains dossiers sont composés de pièces de validité variable mais dont une version rend la précédente caduque, tandis que le dossier lui-même continue d'être alimenté et est utilisé en permanence (dossiers dits « permanents » dans la colonne DUA). Or dans certains cas, les pièces périmées du dossier doivent être conservées définitivement. En pratique, devant l'impossibilité de verser

ces pièces au fur et à mesure de leur perte de validité pour le service producteur, il conviendra de les réunir dans un second dossier « historique » dans l'attente de les verser, avec les autres documents qui doivent l'être, au service départemental d'archives compétent.

## 5. Archives électroniques

Les documents produits dans un environnement électronique dès leur création (documents électroniques natifs) ont vocation à être conservés dans ce même environnement et selon les procédures élaborées pour l'archivage électronique, de la même manière que tout document produit sur un support papier a vocation à être conservé sur support papier. De nombreux éléments tant réflexifs que pratiques sur les archives et l'archivage des données électroniques sont accessibles en ligne sur le site de la direction des archives de France : <http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr> rubrique « archives électroniques ».

Concernant le transfert des données nativement numériques depuis un environnement de production vers un service d'archives, il convient d'appliquer le *Standard d'échange de données pour l'archivage de données numériques* publié sur le site de la direction générale de la modernisation de l'État (DGME) à l'adresse suivante : [http://www.vitamin2.adae.gouv.fr/ministeres/projets\\_adele/a103\\_archivage\\_elect/](http://www.vitamin2.adae.gouv.fr/ministeres/projets_adele/a103_archivage_elect/)

standard\_d\_echange\_d/folder\_contents.

Ce standard, préparé en collaboration avec la direction des Archives de France, a fait l'objet de l'instruction DITN/RES/2006/001 du 8 mars 2006, disponible sur le site de la DAF/archives électroniques. Ce standard a vocation à intégrer le référentiel général d'interopérabilité prévu par l'article 11 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives. Ce référentiel fixera les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives (État et collectivités territoriales) lorsqu'elles mettent en œuvre des systèmes d'information.

## 6. Mise en œuvre du tableau d'archivage

Pour assurer une bonne gestion des archives courantes au quotidien, responsabilité qui incombe au producteur des documents, ainsi qu'une collecte efficace des archives historiques à l'expiration des délais d'utilité administrative, objectifs du tableau d'archivage, il est indispensable que chaque service déconcentré du Trésor désigne en son sein un responsable des archives qui sera le correspondant du service d'archives départementales concerné. Le rôle du correspondant est d'aider à préparer et contrôler les bordereaux de versement et d'élimination, en lien avec le service d'archives territorialement compétent.

La présente instruction rapporte, **en ce qui concerne les documents de la comptabilité générale et ceux des dépôts et services financiers**, les directives contenues dans l'instruction n° 86-126-V9 du 21 octobre 1986 / AD 86-3 du 10 décembre 1986, relative à l'archivage des documents détenus par les services déconcentrés du Trésor public.

Toute difficulté d'application de la présente instruction codificatrice sera portée à la connaissance de la direction générale des finances publiques, sous le timbre des bureaux réglementaires concernés (partie « comptabilité générale » - CE 1 B) et (partie « dépôts et services financiers » - CL 1 C) pour les services déconcentrés du Trésor et de la direction des Archives de France, département de la politique archivistique et de la coordination interministérielle, pour les services départementaux des archives.

Le directeur général des finances publiques :  
 Pour le directeur général :  
 Le sous-directeur chargé de la performance et  
 du contrôle de gestion,  
 Bruno Soulié  
 La directrice des Archives de France,  
 Martine de Boisdeffre

## Table des sigles et acronymes utilisés

ACCT : Agence comptable centrale du Trésor  
 BdF : Banque de France  
 CCCE : comptable centralisateur des comptes de l'État  
 CCSF : commission des chefs de services financiers et des organismes de sécurité sociale  
 CDC : Caisse des dépôts et consignations  
 CGI : Code général des impôts  
 CGL : application informatique de suivi de la comptabilité générale de l'État  
 CMF : Code monétaire et financier  
 CNP : Caisse nationale de prévoyance  
 CQC : cellule qualité comptable  
 DCM : département comptable ministériel  
 DGCP : direction générale de la comptabilité publique  
 ETEBAC : échanges télématiques entre banques et clients  
 GEIDE : gestion électronique de dossiers  
 IEC : échange image chèque  
 IFU : imprimé de fiscalité unique  
 MVCG : mission vérification des comptes de gestion  
 P 15 A : journal comptable des dégrèvements et remises  
 P 213 A : bordereau de versement des recettes d'impôts directs des comptables non centralisateurs aux trésoriers-payeurs généraux  
 P 213 B : bordereau de versement des postes non centralisateurs recouvrant les amendes aux trésoriers-payeurs généraux  
 P 213 C : bordereau de versement des recettes diverses des comptables non centralisateurs aux trésoriers-payeurs généraux  
 P 213 D : bordereau de versement des dépenses de l'État des comptables non centralisateurs aux trésoriers-payeurs généraux  
 P 323 : convention d'ouverture de compte  
 P.J. : pièce justificative  
 RAER : recette avant émission des rôles  
 SCBCM : service de contrôle budgétaire comptable ministériel  
 TCC : tenue centralisée des comptes  
 TIP : titre interbancaire de paiement  
 TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
 TPG : trésorier-payeur général

(Tableaux pages suivantes)

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
<b>COMPTABILITÉ GÉNÉRALE</b>			
<i>I – Documents détenus par les recettes des finances et les trésoreries</i>			
<b>1. Éditions DDR3</b>			Note de service n° 03-083-R3 du 10 octobre 2003 et lettre circulaire 6B n° 8970 du 4 mars 2004
P28, P28D, P3R : journaux de rectifications	5 ans	D	
Journal des ratures (« brouillard »)	5 ans	D	
Disquettes ou autres supports numériques des gestions antérieures	10 ans	D	
<b>2. Autres pièces comptables</b>			
Journaux de caisse (anciennement P1A, P12)	5 ans	D	
Quittances (doubles)	5 ans	D	
Avis de règlement 0.402 et pièces jointes	5 ans	D	
Relevé de compte BdF	10 ans	D	
Journaux des comptabilités auxiliaires (RAR, AMD, DDRTU,...)	5 ans	D	
P100 compte d'emploi des journaux à souches	5 ans	D	
P1RZ : registres à souches	5 ans	D	
P11 : (carnet de situation des disponibilités)	5 ans	D	
P4 : (journal grand-livre des valeurs inactives)	5 ans	D	
<i>II – Documents détenus par les trésoreries générales et par les services de contrôle budgétaire et comptable ministériel</i>			
<b>1. Comptes de gestion</b>			
Procès-verbal de remise de service du TPG	1 an après le quitus donné au TPG	D	
Procès-verbal d'arrêté de caisse et valeurs au 31 décembre	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Copie du compte de gestion : - inventaire des pièces générales - inventaire des pièces justificatives des opérations en deniers - divers états constitutifs du compte de gestion - états de soldes et balances des comptes	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	Comptes de gestion sur chiffres à verser aux Archives départementales

<sup>(1)</sup> Sauf mention expresse, les références citées renvoient à des notes internes à la DGFIP.

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
Copies des lettres d'envoi des comptes et des liasses ; accusés de réception	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Copies des arrêtés de décharge et des arrêtés de quitus	10 ans	D	
<b>2. Dossiers de clôture</b>			
Feuillet général de présentation	10 ans	D	
Synthèse et analyse des principaux postes de bilan	10 ans	C	Documents appelés à être remplacés (en 2008 ou 2009) par les revues analytiques
Balance comptable CGL au 31 décembre de l'exercice	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
États de soldes au 31 décembre de l'exercice	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Pièces justificatives du solde des comptes relevant du dossier de clôture	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
<b>3. Dossier de révision</b>			<b>Cf. lettre circulaire CD-2014 du 4 août 2006</b>
Plan de contrôle interne comptable de l'État et l'ensemble des avenants s'y rattachant	10 ans	D	Simple planning des opérations, dépourvus d'intérêt historique
Comptes rendus des comités comptables	10 ans	T	Comptes rendus de réunions techniques n'existant pas partout. Conserver quelques spécimens, à définir en lien avec les Archives départementales
Tout document portant sur le pilotage de la fonction comptable (fixation des encaisses, documentation du paramétrage de la sensibilité des comptes CGL, demandes d'habilitation à la saisie sensible et demandes de paramétrage du seuil et de la sensibilité des comptes CGL, dérogations à la mise à disposition de chèques Trésor au profit de certains services, liste des supports sur applications informatiques dites « locales », doctrine d'emploi des applications de virement, etc. : instructions, documentation technique)	Dossier permanent Validité des pièces	D	Dossier mis à jour périodiquement, avec retrait des pièces devenues obsolètes
Liste des comptes par service responsable 1R1	1 an après clôture de l'exercice	D	État 1R1 au 31/12 de l'exercice
Reportings mensuels	1 an après clôture de l'exercice	D	



Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
Intégralité des états CGL à l'exception des balances mensuelles contrôlées et états des comptes en anomalies (1 an après la clôture de l'exercice)	10 ans	D	Document au format .pdf
Rapport d'audit	10 ans	D	Copies d'originaux détenus par les missions régionales d'audit ou pôles d'audit
1T1 : listes des codes utilisateurs	1 an après clôture de l'exercice	D	Transmis par le CCCE
4G2 : demandes de paramétrage Comptabilité Générale (CGL) de la cellule qualité comptable (CQC) au service comptabilité	Dossier permanent Validité des pièces	D	Dossier mis à jour périodiquement, avec retrait des pièces devenues obsolètes
Incidents informatiques	5 ans	D	Ce « cahier » se limite au suivi des incidents sur Wincip, DDR3, TPGROUPE et Caisse. Les incidents relatifs aux applications télégérées relèvent des DIT d'exploitation
Organigrammes fonctionnels	Dossier permanent Validité des pièces	C	Dossier mis à jour périodiquement, avec retrait des pièces devenues obsolètes, à verser aux archives départementales
Liste des habilitations (non détaillées dans les organigrammes)	Dossier permanent Validité des pièces	D	Dossier mis à jour périodiquement, avec retrait des pièces devenues obsolètes
Fiches de contrôle ou de procédures créées par les comptables	Dossier permanent Validité des pièces	D	Dossier mis à jour périodiquement, avec retrait des pièces devenues obsolètes
Balances mensuelles contrôlées par les agents ou courriels attestant le contrôle de la balance	1 an après clôture de l'exercice	D	
États des comptes en anomalies (2C3) contrôlés	1 an après clôture de l'exercice	D	
Conventions de contrôle allégé partenarial	/	/	Cf. instruction sur l'archivage des documents du chapitre « Dépense » (à venir)
Plan de contrôle - Contrôle hiérarchisé de la dépense	/	/	Cf. instruction sur l'archivage des documents du chapitre « Dépense » (à venir)
Restitutions - Contrôle hiérarchisé de la dépense	/	/	Cf. instruction sur l'archivage des documents du chapitre « Dépense » (à venir)
Intégralité des états CGL (à l'exception des balances mensuelles contrôlées des états des comptes en anomalies : cf. <i>supra</i> )	10 ans	D	Document au format .pdf

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
Grilles de contrôle comptable, grilles de contrôle d'environnement comptable (y compris les grilles de reporting et les résultats des restitutions INDIA LOLF)	1 an après clôture de l'exercice	D	
Grilles de diagnostic	5 ans	D	
Tableau de suivi des actions	1 an après clôture de l'exercice	D	
Grille d'analyse des contrôles de 1 <sup>er</sup> niveau	1 an après clôture de l'exercice	D	
Tous documents, courriers et courriels traçant un contrôle ou accompagnant la formalisation d'un contrôle (fiche de signalement échangée avec la MVCG... ; contrôles demandés par la Cour des comptes ou d'autres audits externes)	1 an après clôture de l'exercice	D	
<b>4. Autres documents</b>			
<b>4.1 Cycle trésorerie</b>			
<b>4.11 Numéraire</b>			
<b>4.111 Caisse</b>			
« Brouillards » de caisse	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	En cas d'absence de mise en cause de la responsabilité du TPG par la Cour des comptes avant le 31 décembre de la 6 <sup>e</sup> année qui suit la date de dépôt du compte de gestion, la décharge de responsabilité est acquise (sauf prorogation expresse du délai)
États de caisse journaliers : - feuille de caisse - fiche d'interrogation du compte 531-1 (ex 531-11) - état de suivi des arrêtés journaliers - état de contrôle du compte 531-1 (ex 531-11) en masses - état des écritures intégrées automatiquement issues de GEODE et de CEP	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Quittances (doubles de l'application Caisse)	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Dossiers relatifs à la fausse monnaie ou aux différences de caisse ; demandes en décharge de responsabilité ; décisions sur ces demandes	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	T	Conserver les dossiers relatifs à la fausse monnaie

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
<b>4.112 Comptes courants postaux</b>			
Relevés de compte	3 ans	D	
Doubles des états de mandats cash à l'encaissement	Jusqu'à leur encaissement effectif	D	
États de dégagement de caisse des postes comptables	5 ans	D	
Journaux de développement des comptes : Journaux de développement des comptes 513-21 (avis de débits attendus) 513-22 (avis de crédits attendus) et 513-23 (approvisionnements et dégagements)	10 ans	D	Sauvegarde numérisée sur longue période à l'étude dans le cadre de l'application WINCIP
<b>4.12 Comptes bancaires</b>			
Relevés de compte	10 ans	D	
États de rapprochement du compte 512-11 avec les relevés BdF	10 ans	D	
Doubles des bordereaux récapitulatifs des tickets de remise de chèques à la Banque de France	1 an après la clôture de l'exercice	D	
États issus de l'application COMPAS (virements émis ou reçus, prélèvements automatiques, encaissements de TIP, corrections de domiciliations bancaires, rejets, etc.)	10 ans	D	Étude en cours pour l'élaboration d'un fichier national des informations issues de COMPAS, consultable en ligne
États de contrôle et de validation des virements de gros montants issus des applications PSAR, INTEGROR et PTCLI	10 ans	D	
États de contrôle et de validation des virements internationaux (application VINT)	10 ans	D	
États de contrôle du fichier PSAR par code opération et application informatique remettante (balance carrée)	10 ans	D	
<b>4.13 Chèques sur le Trésor</b>			
Chèques sur le Trésor payés avant 2002	10 ans	D	
Chèques sur le Trésor circulants depuis 2002	10 ans	D	À compter de cette date, ils sont inclus dans la procédure d'image chèque
États des restes mensuels des chèques émis non remboursés	1 an après la clôture de l'exercice	D	
État des restes des chèques non remboursés au 31 décembre	5 ans	D	
États P 253 des chèques émis par les postes comptables non centralisateurs	10 ans	D	

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
<b>4.2 Cycle états financiers</b>			
<b>4.21 Centralisation des opérations des postes comptables non centralisateurs</b>			
Feuillets des carnets des disponibilités P11 (envoi hebdomadaire)	Jusqu'au contrôle de ces états	D	
Sauvegardes périodiques et annuelles de l'application de centralisation comptable SCR3	10 ans	D	
Doubles des avis de règlement 0402 et fiches	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
États mensuels et annuels des soldes des rubriques 3472-3476-3511-3512	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
États journaliers récapitulatifs par poste comptable de la situation en débit et crédit du compte 467.321 (ex 466 111) (excédents de versement)	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Bordereaux de règlement P213 C, D, G	1 an après la clôture de l'exercice	D	Les autres bordereaux P213 et éventuellement les copies de P213 C et D sont remis aux services concernés
Balances mensuelles des comptes P 101	1 an après la clôture de l'exercice	D	
<b>4.22 Centralisation des opérations des comptables des impôts et des douanes</b>			
Divers états résultant de l'intégration dématérialisée en CGL des registres de dépenses R 28 des recettes des impôts	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Divers états résultant de l'intégration dématérialisée en CGL des registres de recettes R 90 des recettes des impôts	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Divers états résultant de l'intégration dématérialisée en CGL des registres R 622 des recettes et dépenses des douanes	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Certificats de recettes des attributions de parts de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) aux départements et aux régions	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Courriels de l'agence comptable centrale du Trésor sur le montant des attributions de TIPP aux départements et aux régions	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Bordereaux détaillés des pièces de dépenses R 27 des bureaux des hypothèques (prélèvements sur les salaires des conservateurs)	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
Bordereaux de versement 7707 et 7707 bis des recettes de ventes mobilières domaniales	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Doubles des bordereaux de règlements R 615 et des avis de règlement 0.401 du compte 390-52 (recettes des douanes)	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Doubles des bordereaux de règlement R 12 et des avis de règlement du compte 390-53 (recettes des impôts et conservations des hypothèques)	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Doubles des avis de règlement à destination de la recette principale des ventes mobilières de Paris (compte 390-55 supprimé en 2007)	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
États journaliers d'ajustement des comptes de transfert (390-52, 390-53, 511-36, 512-16, etc.)	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
<b>4.23 Centralisation des opérations des régies de l'État</b>			
Dossiers de la régie	Dossier permanent Validité des pièces	D	Cf. référentiel de contrôle interne centralisation des opérations des régisseurs Dossier mis à jour périodiquement, avec retrait des pièces devenues obsolètes
Doubles des bordereaux de versement et des états de ventilation comptable	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Doubles des relevés mensuels des recettes	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Balances mensuelles des régisseurs (opérations en deniers et valeurs inactives)	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Comptes d'emploi mensuels des valeurs inactives des régisseurs	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Bordereaux des commissions bancaires dues sur encaissements par carte bancaire	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
<b>4.24 Transferts comptables</b>			
<b>4.241 Transferts entre comptables centralisateurs du Trésor, avec le CBCM Minefe (ou l'ACCT avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007) et les correspondants du Trésor</b>			Sauf dispositions propres au dossier de révision
Doubles des bordereaux de transferts émis	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Bordereaux de transferts reçus	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
États récapitulatifs et de cumul des transferts émis	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Avis d'opérations de transferts et avis de règlement avec l'ACCT	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
États journaliers des écritures sur différents comptes d'imputation provisoire	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Journal des transferts (état 4 M1)	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Bordereaux récapitulatifs des transferts pour le compte des correspondants (état 4 N1)	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
État 2 S1 - Comptes mouvementés dans les fichiers d'intégration automatique d'écritures comptables	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
État 4 R1 Transferts automatisés - compte 390-093	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
État 2 B1 des soldes du service transfert	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Balances mensuelles des comptes tenus par le service chargés des transferts (état 5 A 2)	1 an après la fin de l'exercice	D	
<b>4.25 États financiers infra-annuels</b>			
Fiches d'écritures	1 an après la fin de l'exercice	D	
Comptes d'imputation provisoire : fichiers de l'application WINCIP.	10 ans	D	

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
Toute pièce justificative des dépenses imputées au débit des comptes d'imputation provisoire et assimilés (apurement des reliquats divers, ordres de paiement, etc.) non versée à la Cour des comptes	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	Hors dossier de clôture
États d'anomalies (quotidiens ou mensuels) issus de l'application TCC (tenue centralisée des comptes)	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	Les états des comptes en anomalie issus de CGL sont conservés dans le dossier de révision
<b>4.26 États financiers annuels</b>			
Plan d'action	Dossier permanent Validité des pièces	C	Cf. note méthodologique du contrôle interne. Dossier mis à jour périodiquement, avec retrait des pièces devenues obsolètes, qui sont à verser aux archives départementales
<b>4.3 Cycle Produits</b>			
<b>4.31 Impositions recouvrées par voie de rôle</b>			
<b>4.311 Recettes avant émission de rôle</b>			
États récapitulatifs des recettes avant émission de rôle par poste comptable et relevés P218A	2 ans	D	
États P 213 D et P 255 d'imputation des RAER (recettes avant émission des rôles)	2 ans	D	
États de rapprochement mensuels entre le solde du compte 475.222 (ex 487-2) et la comptabilité DDR3 par poste comptable	1 an après la clôture de l'exercice	D	
Doubles des états de solde annuels par nature d'impôt et par centre d'assiette	2 ans	D	Originaux transmis aux centres d'assiette des impôts ; un ex. est également transmis au service du recouvrement
<b>4.32 Recettes étrangères à l'impôt et au domaine</b>			
<b>4.321 Déficits des comptables et des régisseurs</b>			Décret n° 2003-636 du 07/07/03 modifiant le décret n°66-850 du 15/11/66 ; arrêté du 07/07/03 sur les conditions de la délégation de pouvoirs confiée aux TPG en matière de déficit des comptables directs du Trésor ; article 429 et suivants de l'annexe III du Code général des impôts en matière de débits sur le recouvrement de l'impôt (voir service du recouvrement pour ces derniers)

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
Courriers divers (circonstances de l'affaire, dépôt de plainte en cas de vol ou de malversation, etc.)	1 an après jugement du compte de gestion du TPG et après clôture du dossier	C	
Copies des ordres de reversement	1 an après jugement du compte de gestion du TPG et après clôture du dossier	D	
Copies des demandes de sursis de versement, de décharge de responsabilité, de remise gracieuse	1 an après jugement du compte de gestion du TPG et après clôture du dossier	D	
Avis éventuel de l'ordonnateur sur ces demandes	1 an après jugement du compte de gestion du TPG et après clôture du dossier	D	
Copies des lettres éventuelles de transmission de ces demandes à la direction générale de la comptabilité publique/direction générale des finances publiques	1 an après jugement du compte de gestion du TPG et après clôture du dossier	D	
Copies des décisions prises sur ces demandes, des lettres de notification et accusés de réception	1 an après jugement du compte de gestion du TPG et après clôture du dossier	T	Conserver les décisions
Copies des statistiques adressées à la direction sur le nombre et le montant des débits des comptes de l'État, des décharges de responsabilité et des remises gracieuses accordées, des sommes laissées à la charge des comptables	1 an	D	



Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
<b>DÉPÔTS DE FONDS ET SERVICES FINANCIERS</b>			
<b>1. Portefeuille</b>			
<b>10. Gestion des valeurs et des titres</b>			
Reçus 5.02 PIC de dépôts de valeurs remboursées	5 ans après le remboursement	D	
Fiches de dépôts de valeurs	5 ans après le remboursement	D	
Souches des carnets PIC	5 ans après le remboursement	D	
Effets de commerce : - lettres de change et traites de coupe de bois encaissées - sauvegarde du fichier DEMAT après transmission mensuelle des informations à la Banque de France - liste des effets transmis à la Banque de France ou à l'Institut d'émission des départements d'outre-mer	10 ans après l'encaissement	D D D	Lettre du bureau E 2 de la direction générale de la comptabilité publique du 14 avril 1994 sur la dématérialisation des opérations d'encaissement des effets de commerce Logiciel LCR : effets de clientèle Logiciel DEMAT : effets d'origine régaliennne : traites de coupe de bois ; obligations cautionnées des administrations financières
<b>11. Remboursement des bons du Trésor</b>			<b>L'émission des bons du Trésor sur formules a cessé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999</b>
Double des autorisations de réalisation délivrées par le département comptable ministériel (DCM) du service de contrôle budgétaire -comptable ministériel (SCBCM)	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Doubles certifiés des bordereaux d'envoi des bons remboursés au DCM du SCBCM	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Doubles des bordereaux liquidatifs d'intérêts de bons du Trésor	6 ans	D	Article 102 B du Livre des procédures fiscales
Doubles des états de prélèvements des cotisations sociales	6 ans	D	Sur le même état que les bordereaux liquidatifs d'intérêts
Totalisation des P 213 F adressés par les trésoreries	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	Terminé depuis le 31 décembre 2005, suite aux nouvelles modalités de remboursement
Carnet de domiciliation des bons du Trésor	30 ans après l'échéance de la dernière inscription de souscription	D	Article 2262 du Code civil
Imprimé fiscal unique (IFU)	5 ans	D	

<sup>(1)</sup> Sauf mention expresse, les références citées renvoient à des notes internes à la DGFIP.

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
<b>12. Valeurs inactives - Timbres amendes - Timbres fiscaux - Timbres de validation de permis de chasser - Timbres de l'Office des migrations internationales</b>			
Comptes d'emploi des postes comptables du département et compte d'emploi du département	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Bordereaux d'envoi de valeurs	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Doubles de documents joints au compte de gestion : balance d'entrée et balance de sortie ; états de développement de soldes ; procès verbaux de destruction ; bordereaux d'envoi des postes comptables ; comptes d'emploi.	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
<b>13. Comptes titres</b>			
Dossiers d'ouverture : - fiches de comptes titres - fiches de saisie Gestitres - pièces justificatives (procès verbal d'installation de l'agent comptable, arrêtés de nomination des titulaires de compte, photocopie de la pièce d'identité, etc.) - conventions de comptes titres	10 ans après clôture du compte	D	
Ordres des clients, doubles des avis d'opéré, copie d'écrans Gestitres, doubles des relevés semestriels de portefeuille	10 ans après clôture du compte	D	
Microfiches annuelles et/ou CD-Rom des encaissements de coupons et dividendes	10 ans après clôture du compte	D	
Microfiches annuelles et/ou CD-Rom des mouvements de titres	10 ans après clôture du compte	D	
Microfiches annuelles et/ou CD-Rom des +/- values	10 ans après clôture du compte	D	

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
<b>14. Comptes à terme des collectivités territoriales et des établissements publics locaux</b>			Article 116 de la loi de finances pour 2004 Instruction n° 04-004 K1 du 12/01/04 de la DGCP
Fiches de création du compte à terme Pièces justificatives : - demande d'ouverture du compte à terme - extrait du registre des délibérations de la collectivité ou de l'établissement autorisant le demandeur à signer la demande de placement Fiches de clôture	10 ans après clôture du compte	D	
<b>15. Fiscalité</b>			
Doubles des imprimés de fiscalité uniques (IFU)	5 ans	D	
<b>2. Dépôts de fonds au Trésor</b>			
<b>20. Ouverture et suivi des comptes</b>			
Dossiers d'ouverture de compte : - document P 323 d'ouverture de compte - décision instituant l'organisme déposant - arrêté de nomination du responsable du compte, des mandataires ou représentants - photocopies des pièces d'identité des titulaires et mandataires - demande d'encaissement de recettes par prélèvements automatiques - demande d'encaissement des recettes par carte bancaire et copie de la carte de domiciliation ainsi que la fiche signalétique de l'adhésion au système d'encaissement par carte bancaire - copie de la transmission de la demande à la Banque de France - contrats porteurs carte bancaire - avis de situation au répertoire SIREN des entreprises et de leurs établissements	10 ans après clôture du compte	D	Loi n° 77-4 du 3 janvier 1977 concernant la prescription en matière commerciale Instruction de la DGCP n° 87-18-V-9 du 11 février 1987 La durée de conservation des dossiers antérieurs à la loi de 1977 est égale à 30 ans ; la date limite de conservation des derniers dossiers de ce type est donc le 2 janvier 2007
Courriers divers des titulaires de comptes et administrations de rattachement des organismes titulaires de comptes	10 ans après clôture du compte	D	

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
Liste hebdomadaire des comptes ayant fait l'objet d'une fabrication de chèquiers	2 ans	D	Loi n° 91-1382 du 30/12/91 Décret n° 926-456 du 22/05/92 - article 39 Instruction n° 93-97 K1 du 25/08/93 de la DGCP (paragraphe 2.5.5)
Bordereaux d'expédition des chèquiers par la société attributaire du marché	2 ans	D	
Procès-verbaux de destruction des cartes bancaires ou à défaut attestation sur l'honneur	10 ans après clôture du compte	D	
<b>21. Traitement des encaissements et des virements</b>			
Journal des mouvements de chèques circulants à débiter	10 ans	D	
Journal des mouvements de chèques non circulants à débiter	10 ans	D	
Chèques non circulants débités	10 ans	D	Le sous traitant assure l'archivage
Chèques de versement des recettes des régisseurs	10 ans	D	IEC (pas de vignettes physiques en TG)
Chèques débités avant l'image chèque (avant 2002)	10 ans	D	
Doubles des bordereaux de remises de chèques à l'encaissement par les titulaires de comptes et rubans chiffriers correspondants	10 ans	D	
États de regroupement des virements TP groupe transmis au département informatique	10 ans	D	
Bordereaux d'accompagnement des supports magnétiques	10 ans	D	
Journaux comptables (imputations par compte, n° d'opération et dates, états d'anomalies, états des virements à l'échéance, opérations acceptées de gestion des comptes, récapitulatif des mouvements par compte, liste des oppositions et mainlevées sur chèques, encaissements par cartes bancaire, opérations en saisie banalisée, virements en transferts, virements bancaires	10 ans	D	
<b>22. Relevés de comptes</b>			
Relevés de quinzaine et mensuels	10 ans	D	Plus de microfiches depuis juin 2006 (application GEIDE)
Historiques mensuels des cartes bleues	10 ans	D	Plus de microfiches, pas repris dans GEIDE

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
<b>23. Service des fonds particuliers</b>			
Comptes de dépôts	10 ans après clôture du compte	D	Pour mémoire. Le service des fonds particuliers a cessé son activité le 31 décembre 2001 après transfert des comptes de dépôts de la clientèle au secteur bancaire
Contentieux : dossiers concernant la responsabilité particulière des comptables supérieurs du Trésor public au titre de l'activité de tenue des comptes fonds particuliers (sinistres...)	30 ans après la clôture de l'activité fonds particuliers	C	
Dossiers des comptes dont les soldes ont été consignés à la clôture : - dossier clos - dossier déchu	40 ans 10 ans	D	Décret n° 56-635 du 26 juin 1956 codifié à l'article R. 518-29 du Code monétaire et financier À la cessation de l'activité, le compte est devenu une consignation, aux règles de gestion desquelles il est soumis. Le dossier est clos lorsque le compte est soldé ; il est déchu si le bénéficiaire ne dispose plus de son droit à réclamer les fonds afférents à son dossier
<b>3. Caisse des dépôts et consignations</b>			Circulaire (interne) ADM 110-010-R sur l'archivage publiée par la CDC en janvier 2004
<b>30. Pièces comptables ou de gestion</b>			
Pièces versées annuellement au centre d'archives de la CDC (Blois) : - opérations de catégorie A dont les recettes des Finances ou les trésoreries générales ont la gestion - opérations déplacées sur des comptes de déposants du siège ou du réseau - opérations de catégorie C (vignettes et lettres-avis de dépenses) - opérations donnant lieu à règlement financier entre le Trésor et la CDC - opérations réglées entre la communauté bancaire et la CDC, par l'intermédiaire de ses systèmes centraux opérations internes à la CDC - opérations de placement - opérations de gestion bancaire	6 mois	sans objet	Le sort final de ces documents doit être traité avec la CDC

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
<b>31. Dossiers de clients</b>			
<b>Dossier actif</b> - pièces justificatives d'identité et de profession - pièces d'ouverture et de modification de compte - pièces relatives aux moyens de paiement - pièces relatives aux engagements divers - pièces relatives à l'action commerciale - contentieux et risque bancaire - facturations diverses - copies des pièces transmises en original au siège de la CDC (demandes de cartes bancaires, lettres-chèques, paiement internationaux, dossiers ETEBAC) - pièces relatives aux engagements divers	Dossier permanent Validité des pièces	<b>D</b>	Pièces détenues en original à la trésorerie générale à l'exception des cartons de signature et pouvoirs, conservés en original chez le teneur de compte s'il est autre (recette des Finances ou trésorerie) Les teneurs de comptes autres que la trésorerie générale détiennent une copie des originaux conservés à la trésorerie générale ; les originaux transmis au siège de la CDC sont détenus en copies chez le teneur de compte et à la trésorerie générale Les teneurs de comptes autres que la trésorerie générale détiennent une copie des autres pièces détenues en original à la trésorerie générale ; les pièces transmises en original au siège de la CDC sont détenues en copies chez le teneur de compte et à la trésorerie générale
Dossiers clôturés	10 ans à/c de la clôture du compte	<b>D</b>	Les pièces obsolètes sont envoyées à Blois avec les pièces comptables rattachées, au fur et à mesure, tant que le compte est actif
<b>32. Consignations</b>			
Souches des récépissés de consignations avant consignation 2000	10 ans	<b>D</b>	
Déclarations de consignations et toutes pièces afférentes (pièces justificatives et ordre de paiement) - dossier clos - dossier déchu	40 ans 10 ans	<b>D</b>	Décret n° 56-635 du 26 juin 1956
Bilan comptable global journalier issu de l'application consignation 2000	10 ans	<b>D</b>	À rapprocher des comptes de consignations issus de GEODE (comptes numéraire) et de GESTITRE (consignation des valeurs)

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
<b>4. Autres documents</b>			
<b>41. Contrôle interne</b>			
États de rapprochement entre valeurs et soldes des comptes	Jusqu'à la certification des comptes	D	
Fiches mensuelles de bilan des contrôles	Jusqu'à la certification des comptes	D	
<b>42. Lutte contre le blanchiment des capitaux</b>			<b>Articles L. 561-1 et suivants, R. 562-1 et suivants du Code monétaire et financier</b>
Registre anti-blanchiment des remboursements des bons anonymes (bons du Trésor, bons CNP)	5 ans à/c exécution de l'opération ou clôture du compte	C	Communication à TRACFIN et à l'autorité de contrôle dans un délai fixé à 5 ans par l'article L. 563-4 du CMF
Registre des déclarations de soupçon à TRACFIN	5 ans à/c exécution de l'opération ou clôture du compte 10 ans pour l'activité CDC	C	idem
Registre des opérations supérieures à 150 000 euros	5 ans à/c exécution de l'opération ou clôture du compte 10 ans pour l'activité CDC	C	
États journaliers issus des applications informatiques d'aide à la détection des opérations soupçonnées	5 ans à/c exécution de l'opération ou clôture du compte 10 ans pour l'activité CDC	D	
Copies des lettres d'envoi à la direction générale de la comptabilité publique (DGCP)/direction générale des finances publiques (DGFIP) des doubles des déclarations mentionnées ci-dessus	5 ans à/c exécution de l'opération ou clôture du compte 10 ans pour l'activité CDC	D	
<b>43. Remboursement des valeurs russes</b>			Loi n° 97-1160 du 19/12/97 ; décret n° 98-366 du 06/05/98 ; loi n° 98-546 du 02/07/98, article 73 ; décret n° 98-552 du 03/07/98 ; loi de finances rectificative pour 1999, article 48 ; décrets n° 2000-777 du 23/08/2000 et 2000-1091 du 09/11/2000 Instructions n° 98-078 L5 du 09/07/98 et n° 00-095 L5 du 20/11/00 de la DGCP

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
Registre de numérotation des déclarations de créances	30 ans	C	Numéro unique et intangible (cf. instruction n° 98-078-L5 du 09/07/1998)
Sauvegardes des disquettes de saisie des titres d'emprunt russe	5 ans	D	
Bordereaux informatiques ou manuels des titres déposés	30 ans	C	
Dossiers de retraits des valeurs russes : - doubles des lettres invitant les titulaires à venir retirer leurs titres - doubles des bordereaux liquidatifs de l'indemnité due au porteur - déclarations sur l'honneur de créances par dépôt de valeurs - copie de la pièce d'identité présentée - titres non retirés (à conserver en attente d'instructions ultérieures)	5 ans après remboursement	T	Conserver 1 dossier sur 10 (ce pourcentage pourra être revu à la baisse si le volume de dossiers conservés est particulièrement important, même après tri). Un tri interne des dossiers pourra être effectué par le service d'archives, après versement.
<b>44 - Emprunt obligatoire 11 % 1983 (procédure antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2006)</b>			Instruction n° 85-141L PR du 13/11/85 du directeur de la comptabilité publique sur les modalités de remboursement
États récapitulatifs des remboursements	30 ans	C	
Microfiches des remboursements	30 ans	D	Non repris dans l'application GEIDE ; antérieurement, pas de microfiches
Copies des relevés détaillés des remboursements de certificats de souscription versés mensuellement à la direction générale de la comptabilité publique/direction générale des finances publiques	5 ans	D	
Certificats de souscription remboursés, fiches de liasse : bordereaux récapitulatifs	30 ans	D	
Bordereaux de règlement valant facture (remboursements effectués par les établissements financiers)	5 ans	D	
Bordereaux liquidatifs d'intérêt (option déclaration)	5 ans	D	
Emprunts d'État, emprunts libératoire 1976 et obligatoire 1983, emprunts de l'ex-budget annexe des PTT et des groupements de sinistrés (procédure applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2006)			
Double des autorisations de réalisation délivrées par le DCM du SCBCM	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	D	
Doubles des bordereaux liquidatifs d'intérêts pour les emprunts libératoire 1976 et obligatoire 1983	6 ans	D	
Doubles des états de prélèvement des cotisations sociales pour les emprunts libératoire 1976 et obligatoire 1983	6 ans	D	



## Récapitulatif des documents à verser aux archives départementales

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
<b>COMPTABILITÉ GÉNÉRALE</b>			
<i>II – Documents détenus par les trésoreries générales et par les services du contrôle budgétaire et comptable ministériel</i>			
<b>2. Dossiers de clôture</b>			
Synthèse et analyse des principaux postes de bilan	10 ans	C	Documents appelés à être remplacés (en 2008 ou 2009) par les revues analytiques
<b>3. Dossier de révision</b>			
Comptes rendus des comités comptables	10 ans	T	Comptes rendus de réunions techniques n'existant pas partout. Conserver quelques spécimens, à définir en lien avec les archives départementales
Organigrammes fonctionnels	Dossier permanent validité des pièces	C	Dossier mis à jour périodiquement, avec retrait des pièces devenues obsolètes, qui sont à verser aux archives départementales
<b>4. Autres documents</b>			
<b>4.1 Cycle Trésorerie</b>			
Dossiers relatifs à la fausse monnaie ou aux différences de caisse ; demandes en décharge de responsabilité ; décisions sur ces demandes	1 an après jugement définitif du compte de gestion du TPG	T	Conserver les dossiers relatifs à la fausse monnaie
<b>4.2 Cycle États financiers</b>			
<b>4.26 États financiers annuels</b> Plans d'action	Dossier permanent validité des pièces	C	Cf. note méthodologique du contrôle interne Dossier mis à jour périodiquement, avec retrait des pièces devenues obsolètes, qui sont à verser aux archives départementales

<sup>(1)</sup> Sauf mention expresse, les références citées renvoient à des notes internes à la DGFIP.

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
<b>4.3 Cycle Produits</b>			
<b>4.321 Déficits des comptables et des régisseurs</b> (hors impôt et domaine). Courriers divers (circonstances de l'affaire, dépôt de plainte en cas de vol ou de malversation, etc.)	1 an après jugement du compte de gestion du TPG et après clôture du dossier	C	
<b>4.321 Déficits des comptables et des régisseurs</b> (hors impôt et domaine). Copie des décisions prises sur ces demandes, des lettres de notification et accusés de réception	1 an après jugement du compte de gestion du TPG et après clôture du dossier	T	Conserver les décisions, éliminer le reste (avec visa)
<b>DÉPÔTS DE FONDS ET SERVICES FINANCIERS</b>			
<b>2. Dépôts de fonds au Trésor</b>			
<b>23 Service des fonds particuliers</b>			<b>Cessation de l'activité depuis le 31/12/2001</b>
Contentieux : dossiers concernant la responsabilité particulière des comptables supérieurs du Trésor public au titre de l'activité de tenue des comptes fonds particuliers (sinistre...)	30 après la clôture de l'activité fonds particulier	C	
<b>4. Autres documents</b>			
<b>42 Lutte contre le blanchiment des capitaux</b>			
Registre anti-blanchiment des remboursements des bons anonymes (bons du Trésor, bons CNP)	5 ans à/c exécution de l'opération ou clôture du compte	C	Communication à TRACFIN et à l'autorité de contrôle dans un délai fixé à 5 ans par l'article L. 563-4 du CMF
Registre des déclarations de soupçon à TRACFIN	5 ans à/c exécution de l'opération ou clôture du compte 10 ans pour l'activité CDC	C	
Registre des opérations supérieures à 150 000 euros	5 ans à/c exécution de l'opération ou clôture du compte 10 ans pour l'activité CDC	C	

Typologie des documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations <sup>(1)</sup>
<b>43. Remboursement des valeurs russes</b>			
Registre de numérotation des déclarations de créances	30 ans	C	Numéro unique et intangible (cf. instruction n° 98-078-L5 du 09/07/1998)
Bordereaux informatiques ou manuels des titres déposés	30 ans	C	
Dossiers de retrait des valeurs russes	5 ans après remboursement	T	Conserver 1 dossier sur 10 (ce pourcentage pourra être revu à la baisse si le volume des dossiers conservés est particulièrement important, même après tri) Un tri interne des dossiers pourra être effectué par le service des archives, après versement
<b>44. Emprunt obligatoire 11% 1983 (procédure antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2006)</b>			
États récapitulatifs des remboursements	30 ans	C	

## Annexe 1 – Modèle de bordereau de versement

**BORDEREAU DE VERSEMENT****Aux archives départementales de [nom du département]**

[Adresse des archives départementales]

☐ ☎ : [n° de téléphone des archives]

Intitulé du service versant (énoncé intégralement, sans sigle) :

Agent responsable du versement : Nom :

Téléphone :

Nombre total d'articles (liasses, boîtes, registres) :

Statut du service versant :

Métrage :

Dates extrêmes du versement :

Années de révision :

Localisation :

Conservation intégrale : ☐Partielle : ☐Élimination : ☐

Délai de communicabilité maximum :

Date de communicabilité de la totalité du versement :

N° des articles

Description sommaire et dates extrêmes des principales catégories de documents

Bordereau de p. (y compris la présente)

Le chef du service versant :

Pris en charge le

Le directeur des Archives départementales de  
[nom du département]

Les parties en grisé sont réservées au service des Archives

Numéro de l'article	Description des articles	Dates extrêmes

**Annexe 2 - Modèle de bordereau de demande d'élimination****BORDEREAU DE DEMANDE D'ÉLIMINATION****Aux archives départementales de [nom du département]**

[Adresse des archives départementales]

☎ : [n° de téléphone des archives]

Intitulé du service versant (énoncé intégralement, sans sigle) :

Agent responsable : Nom :

Téléphone :

Nombre total d'articles (liasses, boîtes, registres) :

Statut du service producteur :

Métrage :

Dates extrêmes des documents :

La DUA la plus longue est atteinte en :

N° des articles

Description sommaire et dates extrêmes des principales catégories de documents

Bordereau de p. (y compris la présente)

Élimination autorisée le :

Le chef du service versant :

Le directeur des Archives départementales de  
[nom du département]

Les parties en grisé sont réservées au service des Archives

Numéro de l'article	Description des articles	Dates extrêmes

## DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

### Décision du 7 mai 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Yacine Zanat, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 11 février 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Yacine Zanat, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 2 mai 1979 à Annaba (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
La directrice adjointe de l'architecture et du patrimoine,  
Isabelle Maréchal  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### Décision du 7 mai 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Mohammed Bekada, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 11 février 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Mohammed Bekada, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 13 septembre 1963 à Mazouna (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
La directrice adjointe de l'architecture et du patrimoine,  
Isabelle Maréchal  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Jie Zheng, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 11 février 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Jie Zheng, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 22 novembre 1979 à Zhejian (Chine).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du



3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Mohamed Benabbad, diplômé architecte DESA, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 3 décembre 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Mohamed Benabbad, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 14 février 1978 à Marrakech (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Éva Devico, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 3 décembre 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Éva Devico, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 15 août 1978 à Rabat (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Chekir Hamadi, architecte diplômé d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 19 novembre 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Chekir Hamadi, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 27 avril 1977 à Monastir (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Amer Jawhar, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 3 décembre 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du

3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Amer Jawhar, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 11 juillet 1961 à Alep (Syrie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Yoram Perez, diplômé architecte DESA, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 15 février 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Yoram Perez, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 9 août 1979 à Casablanca (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional

d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Marisa Sanabria, diplômée architecte DESA, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 3 décembre 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Marisa Sanabria, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 12 septembre 1980 à Lima (Pérou).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Mohamed Benelbar diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 21 mars 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Mohamed Benelbar, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 27 janvier 1979 à Rouiba (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Chakib Hadri, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 15 février 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Chakib Hadri, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 20 août 1978 à Blida (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Mauricio Herrera Perdomo, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 15 février 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Mauricio Herrera Perdomo, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 10 février 1978 à Santafe de Bogota (Colombie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Hyun-Ju Lee, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 11 février 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Hyun-Ju Lee, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 15 avril 1976 à Taegu (Corée du Sud).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional

d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Mounia Mellah, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 21 mars février 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Mounia Mellah, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 18 juin 1978 à Constantine (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Soung-Ho Park, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 11 février 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Soung-Ho Park, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 6 janvier 1969 à Séoul (Corée du Sud).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Guillermo Perez-Aguirre, diplômé architecte DESA, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 21 mars 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Guillermo Perez-Aguirre, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 19 février 1976 à Mexico (Mexique).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Se-Jun Whang, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 21 mars 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Se-Jun Whang, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 12 septembre 1977 à Cheon Ju (Corée du Sud).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Mahiedinne Bakiri, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 11 février 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Mahiedinne Bakiri, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 26 mai 1973 à Alger (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional

d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Ryma Haddad, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 21 mars 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Ryma Haddad, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 11 juillet 1978 à Khenchela (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Kwang Hoon Han, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 9 avril 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Kwang Hoon Han, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 3 octobre 1968 à Séoul (Corée du Sud).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Hyunseok Kim, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 9 avril 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Hyunseok Kim, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 2 mars 1973 à Séoul (Corée du Sud).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Youssra Liemlahi, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 9 avril 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Youssra Liemlahi, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 21 février 1983 à Rabat (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 3 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Khansa Baklouti, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 9 avril 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Khansa Baklouti, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 2 novembre 1979 à Tunis (Tunisie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Lionel Gbedji, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 2 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Lionel Gbedji, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 6 décembre 1978 à Abomey-Calavi (Bénin).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### **Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Muriel Ishac, diplômée architecte, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 28 mai 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Muriel Ishac, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 11 janvier 1970 à Beyrouth (Liban).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### **Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Tayeb Kettani, architecte diplômé d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 28 mai 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Tayeb Kettani, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 24 janvier 1982 à Fès (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### **Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Baha Sikman, architecte diplômé DESA, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 28 mai 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Baha Sikman, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 1<sup>er</sup> janvier 1978 à Antalya (Turquie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Tae-Young Kim, architecte diplômé DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 28 mai 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Tae-Young Kim, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 24 novembre 1968 à Hadong (Corée du Sud).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Idit Adler, diplômée architecte, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 28 mai 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Idit Adler, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 29 mai 1971 à Jerusalem (Israël).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Paola Arellano Ardon, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 28 mai 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Paola Arellano Ardon, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 27 août 1981 à Ville de Guatemala (Guatemala).



**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 18 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Irina Bruscky, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 28 mai 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Irina Bruscky, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 23 janvier 1976 à Rio de Janeiro (Brésil).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 25 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Charbel Abi Azar,

diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 9 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Charbel Abi Azar, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 10 mai 1980 à Hazmieh (Liban).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 25 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Abdellah Aït Khouya, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 9 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Abdellah Aït Khouya, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 27 avril 1977 à Douar Talat Toufela (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 25 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Andry Ravelojaona, architecte diplômé d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte, Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 9 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Andry Ravelojaona, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 19 novembre 1979 à Antananarivo (Madagascar).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 25 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Suk Jo Rhe, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 9 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du

3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Suk Jo Rhe, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 23 mars 1969 à Séoul (Corée du Sud).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 25 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Kauntey Shah, diplômé architecte DESA, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 9 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Kauntey Shah, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 30 avril 1979 à Ahmedabad (Inde).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Décision du 25 juin 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux

conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Maria Wakim El Habr, diplômée architecte, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 9 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Maria Wakim El Habr, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 2 octobre 1965 à Kafarchima (Liban).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Arrêté modificatif n° 024 du 10 juillet 2008 à l'arrêté n° 012 du 23 avril 2008 portant classement au titre des monuments historiques de l'hôtel de Ferrary ou Ferraris, 29, rue du Haut-Bourgeois à Nancy (Meurthe-et-Moselle).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté n° 012 du 23 avril 2008 portant classement au titre des monuments historiques de l'hôtel de Ferrary ou Ferraris, 29, rue du Haut-Bourgeois à Nancy (Meurthe-et-Moselle) ;

Considérant que l'arrêté susvisé comporte une omission dans ses visas et en conséquence des erreurs dans son article 2,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Dans les visas de l'arrêté susvisé est ajouté le visa suivant : « Vu l'arrêté du préfet de la région Lorraine en date du 24 septembre 2007 portant

inscription au titre des monuments historiques de l'hôtel Ferraris à Nancy (Meurthe-et-Moselle) ».

**Art. 2.** - L'article 2 de l'arrêté susvisé est remplacé par l'article 2 suivant : « Le présent arrêté complète le décret de classement parmi les monuments historiques du 26 avril 1927 susvisé et se substitue à l'arrêté de classement parmi les monuments historiques du 11 mars 1946 susvisé, et à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 24 septembre 2007 susvisé. »

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire et au président du conseil régional, affectataire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° 025 du 10 juillet 2008 portant classement au titre des monuments historiques du mausolée paléochrétien situé 39, rue Cochard à Sainte-Colombe (Rhône).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 5 septembre 2007 portant inscription au titre des monuments historiques du mausolée paléochrétien de Sainte-Colombe (Rhône), en totalité, y compris sa cave ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 23 janvier 2007 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 17 mars 2008 ;

Vu l'adhésion au classement en date du 16 octobre 2007, donnée par M<sup>me</sup> Nicole Hassler représentant la SCI Pierre-Louis, propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du mausolée paléochrétien situé 39, rue Cochard à Sainte-Colombe

(Rhône) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la rareté de ce monument funéraire qui s'intègre dans un contexte archéologique particulièrement riche et compte tenu de la présence de peintures murales en état d'être restaurées,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classé au titre des monuments historiques, en totalité, le mausolée paléochrétien situé 39, rue Cochard à Sainte-Colombe (Rhône), sur la parcelle n° 242, d'une contenance de 2a 47ca, figurant au cadastre section AB et appartenant à la SCI Pierre-Louis, fondée le 8 juillet 1994, ayant son siège 40, cours de Verdun à Vienne (Isère), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Vienne (Isère) sous le n° de SIREN 398 085 787 et ayant comme représentant responsable M<sup>me</sup> Nicole Renée Hassler née Lachaud, gérante, née le 14 avril 1937 à Sainte-Colombe (Rhône) et demeurant 42, cours de Verdun à Vienne (Isère).

La société en est propriétaire par acte du 8 juillet 1994, passé devant M<sup>e</sup> Dominique Mathian, notaire associé à Chonas-l'Amballan (Isère), publié au 4<sup>e</sup> bureau de la conservation des hypothèques de Lyon (Rhône) le 14 septembre 1994, volume 1994P, n° 4061.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 5 septembre 2007 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de Sainte-Colombe, et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° 026 du 24 juillet 2008 portant classement au titre des monuments historiques de la statue de Napoléon I<sup>er</sup> à Cherbourg-Octeville (Manche).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté du 18 août 2006 portant inscription au titre des monuments historiques de la statue de Napoléon I<sup>er</sup> avec son socle, place Napoléon à Cherbourg-Octeville (Manche) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Basse-Normandie, en date du 17 novembre 2005 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue, en sa séance du 22 janvier 2007 ;

Vu la délibération en date du 31 janvier 2008 du conseil municipal de la ville de Cherbourg-Octeville, propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la statue de Napoléon I<sup>er</sup> à Cherbourg-Octeville (Manche) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public, en raison des qualités esthétique, historique et emblématique de cette œuvre d'Armand Le Véel,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classée au titre des monuments historiques la statue de Napoléon I<sup>er</sup>, avec son socle, place Napoléon à Cherbourg-Octeville (Manche), non cadastrée, située sur le domaine public, appartenant à la commune de Cherbourg-Octeville, n° SIREN 215 006 495.

Celle-ci en est propriétaire depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 18 août 2006 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

### **Arrêté du 28 juillet 2008 portant autorisation de réaliser en France un projet d'architecture.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour l'application des articles 10 et 11 et 38 de la loi n° 44-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, modifié par le décret n° 87-640 du 4 août 1987, notamment son article 7 ;

Vu la demande d'autorisation de réaliser un projet déterminé en France de M. Shuhei Endo, ressortissant japonais, diplômé architecte,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Shuhei Endo, de nationalité japonaise, diplômé architecte, est autorisé à réaliser, en France, le projet de sculpture monumentale autour de la péniche Louise-Catherine, anciennement péniche de l'Armée du salut, aménagée par Le Corbusier en 1929, pour le compte de la SAS Louise-Catherine, 9, rue Saint-Florentin, 75008 Paris, maître d'ouvrage.

**Art. 2.** - Le directeur chargé de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### **Décision du 29 juillet 2008 portant désignation des personnalités qualifiées membres du jury constitué par arrêté du 4 juillet 2008.**

Le directeur de l'architecture et du patrimoine,

Vu l'arrêté du 4 juillet 2008 créant un jury auprès du Service national des travaux chargé d'émettre un avis pour la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre pour les aménagements nécessaires à l'installation définitive des services de la Médiathèque du patrimoine dans l'ancien séminaire de Charenton-le-Pont ;

Considérant la nécessité de désigner la personnalité qualifiée et les maîtres d'œuvre qui font partie de ce jury,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est désigné en tant que personnalité qualifiée dans le domaine de la conservation des archives :

- M. Philippe Rosset, inspecteur général des archives.

**Art. 2.** - Sont désignés en tant que maîtres d'œuvre :

- M<sup>me</sup> Nicole Roux-Loupiac, architecte conseil de la direction de l'architecture et du patrimoine,

- M. Jean-Luc Bichet, architecte qualifié dans le domaine de la conservation des archives,

- M. Jean-Paul Mauduit, architecte.

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture.

Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

### **Arrêté du 30 juillet 2008 portant composition du Conseil national de la recherche archéologique.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2007-823 du 11 mai 2007 relatif au Conseil national de la recherche archéologique et aux commissions interrégionales de la recherche archéologique ;

Vu la proposition du conseil scientifique de l'Institut national de recherches archéologiques préventives en date du 9 juillet 2008 ;

Vu les propositions de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en date du 12 décembre 2007 ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la commission interrégionale centre-est en date du 5 décembre 2007 ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la commission interrégionale centre-nord en date du 10 juillet 2007 ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la commission interrégionale ouest en date des 13 et 14 décembre 2007 ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la commission interrégionale est en date des 26 et 27 juin 2008 ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la commission interrégionale sud-est en date des 3 et 4 juin 2008 ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la commission interrégionale sud-ouest en date du 12 décembre 2007 ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la commission interrégionale de l'outre-mer en date des 19 et 20 novembre 2007 et les résultats de la consultation en date du 30 juillet 2008,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés membres du Conseil national de la recherche archéologique :

1° En tant que personnalités qualifiées nommées en raison de leurs compétences scientifiques en matière d'archéologie :

a) Sur proposition du directeur de l'architecture et du patrimoine :

- M. Christian Verjux, conservateur du patrimoine, service régional de l'archéologie de la région Centre,
- M<sup>me</sup> Anne Le Bot-Helly, conservateur en chef du patrimoine, service régional de l'archéologie de la région Rhône-Alpes ;

b) Sur proposition du directeur des musées de France :

- M. Christian Landes, conservateur en chef du patrimoine, musée d'Archéologie nationale de Saint-Germain-en-Laye ;

c) Sur proposition du conseil scientifique de l'Institut national de recherches archéologiques préventives :

- M<sup>me</sup> Laurence Bourguignon,
- M. François Malrain ;

d) Au titre des conservateurs ou attachés de conservation du patrimoine travaillant dans un service archéologique de collectivité territoriale :

- M. Pierre Demolon, conservateur du patrimoine, direction de l'archéologie de la communauté d'agglomération du Douaisis,
- M. David Coxall, attaché de conservation du patrimoine, service départemental d'archéologie du Val-de-Marne ;

e) Sur proposition du ministre chargé de la recherche :

- M. Henri Duday, directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique, UMR 5199,
- M. Jean Guyon, directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique, UMR 6573 ;

f) Sur proposition du ministre chargé de l'enseignement supérieur :

- M. François Baratte, professeur des universités, UFR d'art et d'archéologie, Paris IV-Sorbonne,
- M. Olivier Picard, professeur des universités, UFR d'art et d'archéologie, Paris IV-Sorbonne ;

g) Au titre des chercheurs spécialisés en archéologie exerçant leurs fonctions dans des institutions étrangères :

- M. Hansgerd Hellenkemper, directeur du Römisch-Germanisches Museum de Cologne.

2° En tant que membres élus par les commissions interrégionales de la recherche archéologique :

a) Élus par la commission interrégionale centre-est :

- M. François Guyonnet,
- M. Laurent Carozza ;

b) Élus par la commission interrégionale centre-nord :

- M<sup>me</sup> Sophie Krausz,
- M. Jean-Paul Raynal ;

c) Élus par la commission interrégionale ouest :

- M. François Blary,
- M. Antide Viand ;

d) Élus par la commission interrégionale est :

- M. Jean-Loup Flouest,
- M. Philippe Racinet ;

e) Élus par la commission interrégionale sud-est :

- M<sup>me</sup> Françoise Bostyn,
- M. Franck Perrin ;

f) Élus par la commission interrégionale sud-ouest :

- M. Florent Hautefeuille,
- M<sup>me</sup> Nuria Nin ;

g) Élus par la commission interrégionale de l'outre-mer :

- M. André Delpuech,
- M. Bruno Bizot.

**Art. 2.** - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

### **Décision du 30 juillet 2008 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Zaira Leite de Oliveira, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 17 juin 2008 ;

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Zaira Leite de Oliveira, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 29 juillet 1947 à Rio de Janeiro (Brésil).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Arrêté du 30 juillet 2008 portant nomination à la Commission nationale de reconnaissance de diplômes.**

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment ses articles 10 et 11 ;  
Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 modifié pris pour application des articles 10, 11 et 38 sur l'architecture, et notamment son article 2 ;  
Vu l'arrêté du 23 novembre 2000 portant nomination à la Commission nationale de reconnaissance de diplômes ;  
Vu l'arrêté du 6 janvier 2003 portant modification de l'arrêté du 23 novembre portant nomination à la Commission nationale de reconnaissance de diplômes ;  
Vu l'arrêté du 20 février 2005 portant modification de l'arrêté du 6 janvier 2003 portant nomination à la Commission nationale de reconnaissance de diplômes ;  
Vu l'arrêté du 9 mai 2005 portant modification de l'arrêté du 20 février 2005 portant nomination à la Commission nationale de reconnaissance de diplômes ;  
Vu l'arrêté du 14 décembre 2007 portant modification de l'arrêté du 9 mai 2005 portant nomination à la Commission nationale de reconnaissance de diplômes,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2007 susvisé est modifié comme suit :

Sont nommés en qualité de représentants du Conseil national de l'Ordre des architectes :

- M. Thierry Van de Wyngaert, suppléant ;
- M. Georges Billot, suppléant.

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Arrêté n° 027 du 31 juillet 2008 portant classement au titre des monuments historiques du château-fort de Guise (Aisne) en totalité.**

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;  
Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;  
Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 22 juillet 1924 portant classement du donjon de Guise ;

Vu l'arrêté en date du 21 septembre 2007 portant inscription du château et des fortifications de Guise ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 15 mars 2007 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 19 mai 2008 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Guise en date du 3 juillet 2007 portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du château-fort de Guise présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité de son enceinte du XVI<sup>e</sup> siècle, témoignage unique de la première époque de la fortification bastionnée en France et en raison du très grand intérêt architectural de cet ensemble fortifié,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classé au titre des monuments historiques le château-fort de Guise (Aisne) en totalité, comprenant l'enceinte fortifiée et son glacis (bastions de la Charbonnière, du Moineau, de la Haute ville et de l'Alouette, demi-lune de terre et de secours), les portes (porte de la ville, porte des Carrosses et porte de Paris), le corps de garde, les premiers niveaux du Gouvernement, de la prison et de l'arsenal, ainsi que les soubassements de l'ancienne église collégiale Saint-Gervais et Saint-Protais, et l'ensemble des sous-sols et des sols archéologiques, situé sur les parcelles n°s 19, 106, 107, 108, 110, 112, 114, 117 et 130, figurant au cadastre section AV et appartenant à la ville de Guise (Aisne), n° de SIREN 210-203-428, par acte du 6 août 1965 devant M<sup>e</sup> Destombes, notaire à Guise, publié le 18 novembre 1965, volume 3480, n° 30 au bureau des hypothèques de Vervins (Aisne).

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 21 septembre 2007 susvisé.

**Art. 3.** - Le présent arrêté complète l'arrêté de classement du 22 juillet 1924 susvisé.

**Art. 4.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 5.** - Il sera notifié au préfet du département et au maire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :  
Pour le directeur de l'architecture et du patrimoine :  
La directrice adjointe,  
Isabelle Maréchal

**Arrêté n° 028 du 31 juillet 2008 portant classement au titre des monuments historiques du château de Bonrepos et de son parc à Bonrepos-Riquet (Haute-Garonne).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 3 février 1999 portant inscription au titre des monuments historiques du château de Bonrepos et de son parc à Bonrepos-Riquet (Haute-Garonne) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région de Midi-Pyrénées en date du 13 avril 2006 et du 29 juin 2006 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 21 janvier 2008 ;

Vu la lettre d'adhésion au classement en date du 29 janvier 2008 de la commune de Bonrepos-Riquet, propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du château de Bonrepos et de son parc à Bonrepos-Riquet (Haute-Garonne) présente un intérêt public en raison de son intérêt historique et notamment du rôle de Riquet dans la construction du Canal du Midi, œuvre hydraulique exceptionnelle du XVII<sup>e</sup> siècle,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont classés, en totalité, le château de Bonrepos à Bonrepos-Riquet (Haute-Garonne) avec ses fossés et les deux ponts qui les enjambent, les deux cours antérieures ouest, la terrasse sud, les bâtiments des communs, l'orangerie, les jardins et le parc dans lequel sont conservés les aménagements hydrauliques conçus par Riquet, situés sur les parcelles :

n° 166 d'une contenance de 44a 17ca n° 167 d'une contenance de 7ha 73a 96ca

n° 172 d'une contenance de 27a 58ca n° 173 d'une contenance de 1ha 17a 95ca

n° 188 d'une contenance de 45a 60ca n° 189 d'une contenance de 2 ha 27a

n° 190 d'une contenance de 11ha 84a 15ca n° 467 d'une contenance de 34a 17ca

n° 468 d'une contenance de 8a 30ca n° 469 d'une contenance de 1a 70ca

figurant au cadastre section A et appartenant à la commune de Bonrepos-Riquet (Haute-Garonne), identifiée au SIREN sous le n° 213 100 746. Celle-ci en est propriétaire par acte d'acquisition reçu le 28 décembre 2007 par M<sup>e</sup> Alain Douyau, notaire associé à Montastruc-la-Conseillère (Haute-Garonne) et publié au 3<sup>e</sup> bureau de la conservation des hypothèques de Toulouse (Haute-Garonne) le 25 janvier 2008, volume 2008P, n° 348.

Antérieurement le bien appartenait à la société dénommée Safer Gascogne Haut-Languedoc dont le siège est à Auzerville-Tolosane (Haute-Garonne) 10, chemin de Lacade-la-Pradine, identifiée au SIREN sous le n° 396 420 333 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Toulouse, suivant acte reçu par M<sup>e</sup> Philippe Gillodes, notaire à Toulouse (Haute-Garonne), le 27 décembre 2007 et publié au 3<sup>e</sup> bureau des hypothèques de Toulouse (Haute-Garonne) le 25 janvier 2008, volume 2008P, n° 344, suivi d'une attestation rectificative du 5 mars 2008 publiée le 7 mars 2008, volume 2008P, n° 1028.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 3 février 1999, susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément



**Arrêté n° 029 du 31 juillet 2008 portant classement au titre des monuments historiques de la tour de l'hôtel Verdelin, situé 35 à 39, rue de l'Isle-d'Or à Cognac (Charente).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 11 février 1977 portant classement parmi les monuments historiques au titre des objets mobiliers des peintures murales représentant « la chute de Phaéton » et « Vénus et Adonis » dans la tour de l'hôtel Verdelin, situé 35 à 39, rue de l'Isle-d'Or à Cognac (Charente) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 19 juin 2007 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 19 novembre 2007 ;

Vu la lettre d'adhésion au classement de M. Colin Campbell, propriétaire, en date du 11 juillet 2008 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la tour de l'hôtel Verdelin, situé 35 à 39, rue de l'Isle-d'Or à Cognac (Charente), présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de sa qualité architecturale et de la rareté du décor peint qu'elle contient,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classée au titre des monuments historiques, la tour en totalité, de l'hôtel Verdelin, sis 35 à 39, rue de l'Isle-d'Or à Cognac (Charente), situé sur la parcelle n° 945 d'une contenance de 8a 74ca, figurant au cadastre section AW, et appartenant à M. Campbell Colin, Archibald, Alexander, Forbes, né le 8 novembre 1942 à Londres (Grande-Bretagne), époux de M<sup>me</sup> Parsons Fiona, demeurant 39, rue de l'Isle-d'Or à Cognac (Charente), fondé de pouvoirs.

Celui-ci en est propriétaire par acte du 22 décembre 1982 passé devant M<sup>e</sup> David, notaire à Cognac (Charente) et publié à la conservation des hypothèques de Cognac (Charente) le 9 février 1983, volume 3688, n° 35.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté de classement parmi les monuments historiques au titre des objets mobiliers du 11 février 1977 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire, et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

---

---

## DIRECTION DES MUSÉES DE FRANCE

### Arrêté du 17 juillet 2008 portant nomination à la commission des acquisitions du musée national des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu l'arrêté du 16 mars 2004 portant création de la commission des acquisitions du musée national des Arts et Traditions populaires, et notamment le 7° de son article 2,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés membres de la commission des acquisitions du musée national des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée pour une durée de trois ans renouvelable :

- M. Christian Bromberger, professeur d'université, coprésident du conseil scientifique du musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée ;

- M. Francis Conte, professeur à l'université de Paris-Sorbonne ;

- M<sup>me</sup> Hélène Lafont-Couturier, conservateur territorial du patrimoine, directrice du musée national de l'Histoire et des Cultures de l'immigration ;

- M<sup>me</sup> Françoise Loux, directeur de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique ;

- M<sup>me</sup> Myriame Morel-Deledalle, conservateur territorial du patrimoine, chargée du patrimoine à l'université Senghor d'Alexandrie (Égypte) ;

- M. Joaquim Pais de Brito, directeur du musée national d'Éthnologie de Lisbonne, coprésident du

conseil scientifique du musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée ;

- M. Bjarne Rogan, doyen de l'université d'arts d'Oslo ;

- M<sup>me</sup> Dominique Sérèna-Allier, conservateur territorial du patrimoine, conservateur en chef du musée Arlaten d'Arles.

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Christine Albanel

**Décision du 4 août 2008 portant reconnaissance des qualifications requises pour exercer la responsabilité des activités scientifiques du musée d'Art moderne de Lille-Métropole.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine et notamment son article L. 442-8 ;

Vu le décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, notamment ses articles 10, 11 et 12 ;

Vu la demande de M. Nicolas Surlapierre ;

Vu l'avis favorable de la Commission nationale d'évaluation en sa séance du 27 juin 2008,

Décide :

M. Nicolas Surlapierre est reconnu comme ayant les qualifications requises pour exercer la responsabilité des activités scientifiques du musée d'Art moderne de Lille-Métropole à Villeneuve d'Ascq, musée de France.

Pour la ministre et par délégation :  
Pour la directrice des musées de France et par délégation :  
L'adjoint de la directrice des musées de France  
Rodolphe Rapetti

**Décision du 5 août 2008 portant reconnaissance des qualifications requises pour exercer la responsabilité des activités scientifiques du musée municipal de Montmorillon.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine et notamment son article L. 442-8 ;

Vu le décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi codifiée n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, notamment ses articles 10, 11 et 12 ;

Vu la demande de M. Clément Pérault,

Vu l'avis favorable de la Commission nationale d'évaluation en sa séance du 27 juin 2008,

Décide :

M. Clément Pérault est reconnu comme ayant les qualifications requises pour exercer la responsabilité des activités scientifiques du musée municipal de Montmorillon, musée de France.

Pour la ministre et par délégation :  
La chef du département des professions et des personnels,  
Brigitte Tehoval

**DIRECTION DE LA MUSIQUE, DE LA DANSE, DU THÉÂTRE ET DES SPECTACLES**

**Décision du 16 juillet 2008 portant habilitation du Centre d'études supérieures de musique et de danse de Toulouse à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 759-1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1431-5 ;

Vu le décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux supérieurs professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de musicien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation ;

Vu l'arrêté du 13 juin 2008 portant nomination des membres de la Commission nationale d'habilitation chargée d'émettre un avis sur les dossiers de demande d'habilitation des établissements à délivrer les diplômes nationaux supérieurs professionnels de musicien, de danseur, de comédien et d'artiste de cirque ;

Vu la demande du Centre d'études supérieures de musique et de danse de Toulouse en date du 9 avril 2008 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'habilitation du 25 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le Centre d'études supérieures de musique et de danse (CESMD) de Toulouse est habilité, pour une durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2008, à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien, spécialité instrumentiste/chanteur, pour les formations qu'il dispense en chant, orgues et claviers, cordes, percussions, musiques actuelles.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Georges-François Hirsch

**Décision du 16 juillet 2008 portant habilitation du Centre d'études supérieures de musique et de danse de Poitou-Charentes à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 759-1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1431-5 ;

Vu le décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de musicien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation ;

Vu l'arrêté du 13 juin 2008 portant nomination des membres de la Commission nationale d'habilitation chargée d'émettre un avis sur les dossiers de demande

d'habilitation des établissements à délivrer les diplômes nationaux supérieurs professionnels de musicien, de danseur, de comédien et d'artiste de cirque ;

Vu la demande du Centre d'études supérieures de musique et de danse de Poitou-Charentes du 24 avril 2008 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'habilitation du 25 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le Centre d'études supérieures de musique et de danse de Poitou-Charentes est habilité, pour une durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2008, à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien, spécialité instrumentiste/chanteur, pour les formations qu'il dispense en instruments à cordes (violon, alto, violoncelle, contrebasse), saxophone, musique ancienne (instruments et chant), musiques traditionnelles (instruments et chant).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Georges-François Hirsch

**Décision du 16 juillet 2008 portant habilitation du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 759-1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1431-5 ;

Vu le décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux supérieurs professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de musicien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse,

du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation ;

Vu l'arrêté du 13 juin 2008 portant nomination des membres de la Commission nationale d'habilitation chargée d'émettre un avis sur les dossiers de demande d'habilitation des établissements à délivrer les diplômes nationaux supérieurs professionnels de musicien, de danseur, de comédien et d'artiste de cirque ;

Vu la demande du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris en date du 25 avril 2008 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'habilitation du 25 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris est habilité, pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2008, à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien, spécialité instrumentiste/chanteur, pour les formations qu'il dispense en disciplines vocales, disciplines instrumentales classiques et contemporaines, musique ancienne, jazz et musiques improvisées.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Georges-François Hirsch

**Décision du 16 juillet 2008 portant habilitation du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 759-1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1431-5 ;

Vu le décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de musicien et fixant les conditions d'habilitation des établissements

d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation ;

Vu l'arrêté du 13 juin 2008 portant nomination des membres de la Commission nationale d'habilitation chargée d'émettre un avis sur les dossiers de demande d'habilitation des établissements à délivrer les diplômes nationaux supérieurs professionnels de musicien, de danseur, de comédien et d'artiste de cirque ;

Vu la demande du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon en date du 25 avril 2008 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'habilitation du 25 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon est habilité, pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2008, à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien, spécialité instrumentiste/chanteur, pour les formations qu'il dispense en disciplines instrumentales modernes : cordes, bois, cuivres - claviers - voix (chant et chant musique ancienne) - musique ancienne.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Georges-François Hirsch

**Décision du 16 juillet 2008 portant habilitation de l'École supérieure de théâtre de Bordeaux-Aquitaine à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 759-1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1431-5 ;

Vu le décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de comédien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation ;

Vu l'arrêté du 13 juin 2008 portant nomination des membres de la Commission nationale d'habilitation chargée d'émettre un avis sur les dossiers de demande d'habilitation des établissements à délivrer les diplômes nationaux supérieurs professionnels de musicien, de danseur, de comédien et d'artiste de cirque ;

Vu la demande de l'École supérieure de théâtre de Bordeaux-Aquitaine en date du 24 avril 2008 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'habilitation du 25 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'École supérieure de théâtre de Bordeaux-Aquitaine est habilitée, pour une durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2008, à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Georges-François Hirsch

**Décision du 16 juillet 2008 portant habilitation de l'École de la comédie de Saint-Étienne à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 759-1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1431-5 ;

Vu le décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de comédien et fixant les conditions d'habilitation des établissements

d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation ;

Vu l'arrêté du 13 avril 2008 portant nomination des membres de la Commission nationale d'habilitation chargée d'émettre un avis sur les dossiers de demande d'habilitation des établissements à délivrer les diplômes nationaux supérieurs professionnels de musicien, de danseur, de comédien et d'artiste de cirque ;

Vu la demande de l'École de la comédie de Saint-Étienne en date du 14 avril 2008 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'habilitation du 25 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'École de la comédie de Saint-Étienne est habilitée, pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2008, à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Georges-François Hirsch

**Décision du 17 juillet 2008 portant habilitation de l'école régionale d'acteurs de Cannes à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 759-1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1431-5 ;

Vu le décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de comédien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement

supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 2008 portant nomination des membres de la Commission nationale d'habilitation chargée d'émettre un avis sur les dossiers de demande d'habilitation des établissements à délivrer les diplômes nationaux supérieurs professionnels de musicien, de danseur, de comédien et d'artiste de cirque ;

Vu la demande de l'école régionale des acteurs de Cannes en date du 24 avril 2008 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'habilitation en date du 25 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'école régionale d'acteurs de Cannes est habilitée, pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2008, à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Georges-François Hirsch

### **Décision du 17 juillet 2008 portant habilitation de l'Académie théâtrale-École supérieure de théâtre en Limousin à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 759-1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1431-5 ;

Vu le décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de comédien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation ;

Vu l'arrêté du 13 juin 2008 portant nomination des membres de la Commission nationale d'habilitation chargée d'émettre un avis sur les dossiers de demande d'habilitation des établissements à délivrer les diplômes nationaux supérieurs professionnels de musicien, de danseur, de comédien et d'artiste de cirque ;

Vu la demande de l'Académie théâtrale-École supérieure de théâtre du Limousin en date du 24 avril 2008 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'habilitation du 25 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'Académie théâtrale-École supérieure de théâtre en Limousin est habilitée, pour une durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2008, à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Georges-François Hirsch

### **Décision du 17 juillet 2008 portant habilitation de l'École professionnelle supérieure d'art dramatique du Nord - Pas-de-Calais à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 759-1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1431-5 ;

Vu le décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de comédien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation ;

Vu l'arrêté du 13 juin 2008 portant nomination des membres de la Commission nationale d'habilitation chargée d'émettre un avis sur les dossiers de demande d'habilitation des établissements à délivrer les diplômes nationaux supérieurs professionnels de musicien, de danseur, de comédien et d'artiste de cirque ;

Vu la demande de l'École professionnelle supérieure d'art dramatique du Nord - Pas-de-Calais du 25 avril 2008 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'habilitation du 25 juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'École professionnelle supérieure d'art dramatique du Nord - Pas-de-Calais est habilitée, pour une durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2008, à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Georges-François Hirsch

**Arrêté du 29 juillet 2008 portant classement du conservatoire du Grand Avignon en conservatoire à rayonnement régional.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation, notamment son article L. 216-2 ;

Vu le décret n° 2006-1248 du 12 octobre 2006 relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2006 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique, notamment ses articles 1<sup>er</sup> et 5,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le conservatoire à rayonnement départemental du Grand Avignon, 1, rue du Général-Leclerc, 84000 Avignon, est classé dans la catégorie des conservatoires à rayonnement régional pour une durée de 7 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

**Art. 2.** - Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles est chargé de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Georges-François Hirsch

**Arrêté du 30 juillet 2008 portant classement de l'école municipale de musique de Vitry-sur-Seine en conservatoire à rayonnement communal.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation, notamment son article L. 216-2 ;

Vu le décret n° 2006-1248 du 12 octobre 2006 relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2006 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique, notamment ses articles 1<sup>er</sup> et 5,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'école municipale de musique de Vitry-sur-Seine, 2, avenue Youri-Gagarine, 94407 Vitry-sur-Seine, est classée dans la catégorie des conservatoires à rayonnement communal pour une durée de 7 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

**Art. 2.** - Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Georges-François Hirsch

**Arrêté du 28 août 2008 fixant le nouveau règlement des études du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 71-328 du 29 avril 1971 portant règlement organique du Conservatoire national supérieur d'art dramatique, et notamment son article 3 ;

Vu les délibérations du comité supérieur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique en date du 7 avril 2008.

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le règlement des études (nouvelle dénomination du règlement intérieur) du Conservatoire national supérieur d'art dramatique est fixé dans l'annexe au présent arrêté, après avis du comité supérieur de l'établissement en sa séance du 7 avril 2008.

**Art. 2.** - Est abrogé le règlement intérieur approuvé par l'arrêté du 21 février 2005.

**Art. 3.** - Le présent arrêté prend effet pour l'année scolaire 2008-2009.

**Art. 4.** - Le directeur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Georges-François Hirsch

### **Annexe**

#### **Règlement des études du Conservatoire national supérieur d'art dramatique**

#### **Titre I : Formation supérieure du comédien - Admission**

##### **Section I : Inscription au concours**

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'admission des élèves au Conservatoire national supérieur d'art dramatique (CNSAD) s'effectue sur concours.

**Art. 2.** - Les candidats ne peuvent se présenter plus de cinq fois au concours.

Ils doivent avoir plus de 18 ans et moins de 26 ans au 1<sup>er</sup> octobre de l'année du concours, et justifier d'une formation théâtrale suivie avec assiduité pendant une année scolaire, ou d'une pratique professionnelle du métier d'acteur d'une durée d'un an.

La formation doit avoir été suivie soit :

- dans le cadre d'un établissement d'enseignement artistique spécialisé (conservatoire à rayonnement régional, départemental, communal ou intercommunal) ;
- sous la responsabilité d'un professionnel, dans le cadre d'un cours d'art dramatique sous statut privé ;
- dans le cadre des études théâtrales universitaires.

Ils doivent être titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme français ou étranger admis en dispense ou en équivalence. Sur demande motivée du candidat, une dispense peut être accordée à titre dérogatoire.

Une commission présidée par le directeur du CNSAD (ou son représentant) et comprenant le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles (ou son représentant), le directeur des études et le secrétaire général du CNSAD examine la recevabilité des attestations de formation ou de pratique théâtrale professionnelle et statue sur toute demande de dérogation aux conditions d'admission.

**Art. 3.** - Les inscriptions se font par correspondance. Les candidats pouvant justifier des conditions énoncées à l'article 2 du présent règlement doivent adresser leur dossier d'inscription régulièrement constitué au CNSAD dans les délais prescrits. Les dates d'inscription sont fixées chaque année par décision du directeur du CNSAD.

**Art. 4.** - Les candidats doivent s'inscrire sous leur nom patronymique, auquel il leur est loisible d'ajouter un pseudonyme. Le dossier d'inscription doit notamment comporter les pièces suivantes :

- 1) la demande manuscrite d'inscription remplie sur le formulaire prévu à cet effet, mentionnant, le cas échéant, le nombre de concours auquel le candidat s'est présenté antérieurement ;
- 2) une photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport, en cours de validité ;
- 3) l'attestation d'une formation théâtrale régulière, dûment remplie par le responsable de l'établissement fréquenté par le candidat, et comportant le cachet de l'établissement, ou un dossier attestant d'une pratique théâtrale professionnelle ;
- 4) un certificat médical datant de moins de trois mois attestant que le candidat ne présente aucune contre-indication médicale à la pratique de l'art dramatique et des autres disciplines enseignées au sein de l'établissement ;
- 5) s'il y a lieu, un certificat de la scolarité en cours ou suivie et une photocopie des diplômes universitaires obtenus ;
- 6) l'attestation de recensement ou certificat individuel de participation à la journée de préparation à la défense, pour les candidats de nationalité française ;
- 7) une copie de l'autorisation de séjour ou visa, pour les candidats étrangers n'appartenant pas à l'Union européenne.

Les pièces fournies ne sont pas restituées et ne pourront être utilisées pour un concours ultérieur.

Aucun des renseignements contenus dans le dossier du candidat ne sera communiqué à une personne étrangère au CNSAD, à l'exception des membres du jury d'admission.



**Art. 5.** - Tout dossier incomplet sera rejeté.

Toute fausse déclaration, ou fourniture de pièce falsifiée ou n'appartenant pas au candidat, entraîne le rejet de son inscription, son élimination des épreuves d'admission et l'interdiction de se représenter ultérieurement, et, s'il est déjà inscrit en qualité d'élève, sa radiation du CNSAD.

**Art. 6.** - Les droits d'inscription au concours d'admission doivent être obligatoirement acquittés au moment des inscriptions. Leur montant est fixé par arrêté du ministre chargé de la culture.

Ces droits ne sont pas remboursables.

## **Section II : Déroulement du concours d'entrée**

**Art. 7.** - Un concours d'entrée est organisé chaque année.

Il comporte :

- des épreuves d'admissibilité, dites « premier tour » et « deuxième tour » ;
- une épreuve d'admission, dite « troisième tour ».

Les candidats ayant accédé à l'épreuve d'admission du troisième tour à un précédent concours au cours de deux dernières années sont dispensés de l'épreuve d'admissibilité du premier tour.

Les candidats doivent préparer quatre scènes pour l'ensemble du concours dont une seule peut être un monologue :

- l'une de ces quatre scènes doit être obligatoirement choisie dans le répertoire français et écrite en alexandrins ;
- une autre doit obligatoirement être choisie dans l'œuvre de l'un des auteurs imposés dont la liste est fixée chaque année par le directeur du CNSAD, après consultation des professeurs d'interprétation ;
- une troisième scène est librement choisie dans l'ensemble du répertoire théâtral ;
- la quatrième scène peut également être librement choisie dans l'ensemble du répertoire théâtral ou bien être l'expression d'un autre art de la scène (danse, musique, chant, théâtre gestuel, etc.).

L'une au moins de ces scènes doit appartenir au répertoire contemporain (œuvres écrites après 1960).

La durée de chacune de ces scènes ne doit pas excéder cinq minutes.

**Art. 8.** - La sélection à l'épreuve du premier tour est assurée par des jurys présidés par le directeur du CNSAD ou son représentant. L'organisation et la

composition des jurys sont fixées chaque année par le directeur du CNSAD. Chaque jury comprend cinq membres dont son président.

Pour composer les jurys du premier tour, il sera fait appel exclusivement :

- à des professeurs du CNSAD ;
- à des personnalités du théâtre et des arts du spectacle, dont au moins une par jury impliquée dans la pédagogie, choisies sur une liste d'au moins vingt noms, proposée par le directeur du CNSAD et agréée par le ministre chargé de la culture. Sur cette liste, doivent figurer principalement des artistes en activité, comédiens ou metteurs en scène, et au moins un directeur de théâtre privé.

Aucun agent artistique connu comme tel ne peut être membre de ce jury.

**Art. 9.** - Le jury choisit d'examiner une ou deux des quatre propositions du candidat. S'il l'estime utile, le jury peut conduire un entretien avec le candidat ou lui demander de lire un texte à voix haute.

Le candidat doit être accompagné exclusivement des partenaires qui lui donnent la réplique.

La durée de l'audition de chaque candidat n'excédera pas dix minutes.

Les jurys du premier tour retiennent, selon les modalités fixées par le directeur du CNSAD, les candidats autorisés à se présenter au deuxième tour.

Les résultats du premier tour sont communiqués aux candidats à l'issue de l'ensemble des auditions.

**Art. 10.** - Chaque candidat déclaré admissible à l'issue du premier tour reçoit une convocation aux épreuves du deuxième tour organisées en deux journées distinctes d'auditions. Le candidat doit présenter deux des quatre scènes qu'il a préparées, à raison d'une scène par séance, l'une choisie dans l'œuvre de l'un des auteurs imposés dont la liste est fixée chaque année par le directeur du CNSAD, l'autre librement choisie dans l'ensemble du répertoire théâtral. Ces scènes peuvent avoir été présentées au premier tour.

La durée de l'audition de chaque scène n'excédera pas trois minutes.

Le candidat est accompagné exclusivement des partenaires qui lui donnent la réplique.

La sélection est assurée par un jury unique présidé par le directeur du CNSAD ou son représentant. L'organisation et la composition de ce jury sont fixées chaque année par décision du directeur du CNSAD.

Pour composer le jury du deuxième tour, il sera fait appel exclusivement :

- à des personnalités du théâtre et des arts du spectacle choisies sur la liste mentionnée à l'article 8 ;
- à l'administrateur général de la Comédie-Française, ou son représentant choisi par lui au sein de la Société des Comédiens-Français ;
- à un membre de la Société des Comédiens-Français, désigné par l'administrateur général de la Comédie-Française ;
- à un directeur de théâtre national désigné par le ministre chargé de la culture ;
- à un directeur de Centre dramatique national désigné par le ministre chargé de la culture ;
- à des professeurs du CNSAD.

Une au moins des personnalités extérieures au CNSAD devra être impliquée dans la pédagogie.

Aucun agent artistique connu comme tel ne peut être membre de ce jury.

Le jury comprendra au moins douze membres dont quatre professeurs du CNSAD au moins et au moins trois personnalités du théâtre et des arts du spectacle choisies sur la liste mentionnée à l'article 8, et sera agréé par le ministre chargé de la culture.

Pour choisir les candidats admissibles au troisième tour, le jury procédera à autant de tours de scrutins que nécessaire. En cas d'égalité des voix, le président du jury peut user d'une deuxième voix.

Les résultats du deuxième tour sont communiqués aux candidats à l'issue de l'ensemble des auditions.

**Art. 11.** - Chaque candidat déclaré admissible à l'issue du deuxième tour est convoqué à l'épreuve du troisième tour pour laquelle il doit présenter une scène de son choix parmi les quatre scènes qu'il a préparées. Le jury se réserve toutefois le droit d'auditionner une deuxième scène préparée par le candidat.

La durée de l'audition n'excédera pas cinq minutes.

Le candidat est accompagné exclusivement des partenaires qui lui donnent la réplique.

La sélection est assurée par un jury unique présidé par le directeur du CNSAD ou son représentant. L'organisation et la composition de ce jury sont fixées chaque année par décision du directeur du CNSAD.

Pour composer le jury du troisième tour, il sera fait appel exclusivement à des professeurs du CNSAD désignés par le directeur. Ce jury comprendra au moins six membres, dont les professeurs ayant participé au

jury du deuxième tour, et sera agréé par le ministre chargé de la culture.

Pour choisir les candidats définitivement admis à l'issue du troisième tour, le jury procédera à autant de tours de scrutins que nécessaire. En cas d'égalité des voix, le président du jury peut user d'une deuxième voix.

Le jury peut inscrire le nom d'un ou de deux candidats classés par ordre de préférence sur une liste complémentaire. En cas de défection d'un candidat admis et en suivant cet ordre de préférence, le directeur du CNSAD pourra décider de l'admission d'un candidat inscrit sur la liste complémentaire.

Les résultats du troisième tour sont communiqués aux candidats à l'issue de l'ensemble des auditions.

**Art. 12.** - L'effectif de chaque promotion est fixé à trente élèves au maximum dans le respect de la parité homme-femme. À titre exceptionnel, et sur dérogation du ministre chargé de la culture, l'effectif de trente élèves par promotion peut ne pas être atteint, le jury d'admission ne pouvant admettre que les candidats jugés aptes à bénéficier de l'enseignement du CNSAD.

### Section III : Inscription dans l'établissement

**Art. 13.** - Les élèves doivent acquitter les droits de scolarité et d'affiliation à la sécurité sociale avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année en cours.

Le montant des droits de scolarité est fixé par arrêté du ministre chargé de la culture.

Les droits de scolarité ne sont en aucun cas remboursables.

**Art. 14.** - Dans les trois mois qui suivent leur admission, les nouveaux élèves doivent obligatoirement se présenter à l'examen médical du service universitaire de médecine préventive.

### Section IV : Accueil des stagiaires et des auditeurs libres

**Art. 15.** - Des stagiaires peuvent être autorisés par le directeur à suivre les enseignements du CNSAD pour des périodes limitées.

Sauf dérogation expresse du directeur, les stagiaires sont tenus d'acquitter les droits de scolarité et d'immatriculation à la sécurité sociale des étudiants, et de fournir un certificat médical attestant qu'ils ne présentent aucune contre-indication médicale à la pratique de l'art dramatique et des autres disciplines enseignées au sein de l'établissement.

**Art. 16.** - Sur décision du directeur et avec l'accord des professeurs concernés, des auditeurs libres peuvent être autorisés à assister aux cours pour des périodes limitées.

**Art. 17.** - La durée et les modalités de présence des stagiaires et des auditeurs libres sont fixées par le directeur du CNSAD.

**Art. 18.** - Les stagiaires et les auditeurs libres sont soumis au règlement des études de l'établissement.

L'exclusion des classes, temporaire ou définitive, que le directeur du CNSAD pourrait être amené à prononcer à l'encontre d'un stagiaire ne confère à celui-ci aucun droit au remboursement des sommes qu'il a versées pour son inscription et son immatriculation à la sécurité sociale des étudiants, ces sommes restant acquises au CNSAD.

**Art. 19.** - Les stagiaires et les auditeurs libres ne figurent pas dans l'effectif réglementaire de la promotion prévu à l'article 12 du présent règlement.

## **Titre II : Formation supérieure du comédien - Enseignement**

### **Section I : Principes**

**Art. 20.** - Le CNSAD est un établissement d'enseignement supérieur. Il a pour mission principale de dispenser un enseignement hautement spécialisé de l'art dramatique sous toutes ses formes, au titre de la formation initiale ou de la formation continue. Cet enseignement comprend les connaissances théoriques et la maîtrise pratique nécessaires à l'exercice de l'art dramatique.

Les études durent trois années durant lesquelles les élèves travaillent avec différents professeurs.

**Art. 21.** - Le directeur du CNSAD, assisté du directeur des études, organise le programme des enseignements et l'évaluation des élèves. Il les assiste dans l'orientation de leur travail.

### **Section II : Durée et organisation des études**

**Art. 22.** - Les enseignements sont obligatoires.

La présence des élèves fait l'objet d'un contrôle de l'établissement.

**Art. 23.** - Le directeur du CNSAD détermine les jours et heures de classe de chaque professeur.

**Art. 24.** - Il peut être organisé des ateliers dont l'objet, la durée, les modalités et le nombre sont fixés par le directeur du CNSAD.

Ces ateliers sont dirigés soit par un professeur du CNSAD, soit par un artiste ou une personnalité extérieure, invités à titre individuel ou sous la responsabilité d'une école, d'une compagnie ou d'une institution avec laquelle le CNSAD entretient des liens de collaboration.

**Art. 25.** - Le directeur du CNSAD décide, en concertation avec les professeurs concernés, de la répartition des élèves dans les classes et les ateliers.

**Art. 26.** - Sauf dans certains cas particuliers, tous les cours ont lieu dans les locaux de l'établissement.

**Art. 27.** - Sur décision du directeur du CNSAD, certains travaux peuvent faire l'objet de présentations publiques.

**Art. 28.** - Le directeur du CNSAD peut, à titre exceptionnel, autoriser certains élèves à suivre une année d'enseignement dans un établissement d'enseignement supérieur français ou étranger ayant un objet similaire ou complémentaire à celui du CNSAD. Cette année peut, sur décision du directeur, constituer l'équivalent d'une année accomplie au CNSAD.

### **Section III : Contrôle des études - Diplômes**

**Art. 29.** - Le directeur du CNSAD réunit le conseil des professeurs deux fois par année scolaire. Ce conseil peut se dérouler en présence d'un inspecteur de la création et des enseignements artistiques et des représentants des élèves. Le conseil peut être appelé à donner son avis sur toutes les questions relatives aux méthodes pédagogiques et d'évaluation des élèves, à la discipline de l'établissement, à l'organisation et à l'évaluation individuelle du travail des élèves et, plus largement, au fonctionnement de l'établissement. Les élèves peuvent consulter une synthèse écrite de leur évaluation.

**Art. 30.** - À l'issue des trois années de formation, il est délivré aux élèves un diplôme de fin d'études. Ce diplôme a vocation à devenir un diplôme national supérieur professionnel de comédien, après habilitation du CNSAD à le délivrer.

## **Titre III : Formation supérieure du comédien - Bourses - Secours - Discipline**

### **Section I : Bourses - Secours**

**Art. 31.** - Dans la limite des crédits ouverts à cet effet et après avis du comité des bourses, le directeur du CNSAD peut attribuer aux élèves des bourses d'études payables par mois.

Le comité des bourses est composé :

- du directeur du CNSAD, ou son représentant, président ;
- du directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles, ou son représentant ;
- du secrétaire général ;
- du directeur des études ;
- des représentants des élèves des trois promotions.

Dans le cadre du budget de l'établissement, le directeur du CNSAD peut également attribuer aux élèves, et - à titre exceptionnel - aux stagiaires, des compléments de bourses et des secours ponctuels lorsqu'ils sont confrontés à des difficultés particulières.

Il peut, après avis du comité des bourses, attribuer des mensualités supplémentaires aux élèves participant, pendant les congés scolaires d'été, à des travaux organisés par le CNSAD ou placés sous sa responsabilité.

**Art. 32.** - Les demandes de bourses accompagnées des pièces justificatives requises doivent être présentées par les élèves dans les délais fixés par le directeur du CNSAD.

**Art. 33.** - Des dispenses de droits annuels de scolarité peuvent être consenties, sur justificatifs, aux élèves qui en font la demande.

Ces dispenses sont octroyées selon la même procédure que celle adoptée pour l'attribution des bourses.

**Art. 34.** - En cours d'année, les élèves doivent informer l'administration de tout changement de domicile ou d'état civil et, pour les élèves boursiers, déclarer à l'administration toute modification de leur situation et de leurs ressources.

Le directeur du CNSAD réexamine la condition de boursier des élèves bénéficiant d'un engagement professionnel et, au vu de leur rémunération, peut suspendre le versement de tout ou partie de leur bourse.

Une exclusion temporaire peut entraîner la suspension du versement de la bourse pour la durée de l'exclusion.

Une exclusion définitive entraîne la suppression de la bourse.

## **Section II : Radiation - Sanctions disciplinaires.**

**Art. 35.** - Les élèves qui, sans excuse légitime, ne se présenteraient pas à la rentrée des classes, ainsi que les élèves qui ne satisferaient pas, dans les délais prescrits, aux formalités énumérées aux articles 13 et 14 du présent règlement, seraient exclus définitivement.

**Art. 36.** - Les absences pour raison de santé doivent être justifiées par un certificat médical. Les absences pour toute autre raison doivent faire l'objet d'une demande écrite. Un congé pourra, le cas échéant, être accordé par le directeur du CNSAD, après avis des professeurs de l'élève.

**Art. 37.** - Les élèves, stagiaires et auditeurs libres sont placés sous l'autorité du directeur du CNSAD et de ses représentants.

Ils s'engagent à respecter les règles de fonctionnement de l'établissement qui leur sont indiquées par le personnel administratif, technique et enseignant.

La non observation de ces indications entraînera des sanctions. Les sanctions applicables sont :

- l'avertissement ;
- l'exclusion temporaire ou définitive d'une partie de l'établissement ;
- l'exclusion temporaire ou définitive de l'établissement.

L'avertissement et l'exclusion temporaire sont prononcés par le directeur du CNSAD.

L'exclusion définitive est prononcée par le directeur du CNSAD après avis du conseil de discipline dans les formes prévues à l'article 38.

La détérioration volontaire des locaux ou du matériel, le détournement de matériel ou de documents, les injures, les menaces ou les voies de fait à l'égard du personnel administratif, enseignant ou technique ou des autres élèves entraînent l'exclusion immédiate et provisoire, prononcée par le directeur du CNSAD, ou l'exclusion définitive prononcée après avis du conseil de discipline.

**Art. 38.** - Le conseil de discipline est composé du directeur du CNSAD, du directeur des études, du secrétaire général, des deux professeurs désignés par le conseil des professeurs pour siéger au comité supérieur, conformément aux dispositions de l'article 11 du décret portant règlement organique du CNSAD, du représentant élu des élèves au comité supérieur de l'établissement, d'un inspecteur de la création et des enseignements artistiques de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles et, avec voix consultative, les professeurs de l'élève.

L'élève sera entendu et pourra se faire assister.

**Art. 39.** - Le conseil des professeurs peut proposer l'exclusion du CNSAD de tout élève dont les travaux accomplis ou l'assiduité auront été jugés insuffisants.

Tout élève dont l'exclusion est envisagée peut être entendu à sa demande par une commission composée de son professeur d'interprétation et de ses autres professeurs, réunis à cet effet par le directeur du CNSAD. L'élève peut se faire assister.

Au terme de cette procédure, le directeur du CNSAD décide le maintien dans l'école ou l'exclusion de l'élève.

#### **Titre IV : Formation continue**

**Art. 40.** - Le CNSAD peut proposer des stages de formation continue à des publics variés. Les dates de ces stages et leurs programmes, ainsi que les modalités de sélection des candidats sont fixés par le directeur du CNSAD.

#### **Titre V : Formation continue - Unité nomade de formation à la mise en scène**

##### **Section I : Inscription**

**Art. 41.** - La sélection est ouverte aux professionnels du spectacle dans le cadre de leur droit à la formation professionnelle continue.

**Art. 42.** - Les candidats doivent être âgés de plus de 25 ans et de moins de 35 ans au 31 décembre de l'année de la sélection. Ce délai est repoussé d'un an pour les hommes ayant accompli leurs obligations militaires et pour les candidats ayant charge d'enfant.

Toute autre demande de dérogation est examinée par une commission instituée au sein du CNSAD et comprenant au minimum le directeur du CNSAD ou son représentant, le directeur de l'unité nomade de formation à la mise en scène et le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles ou son représentant.

**Art. 43.** - Les candidats doivent justifier de la réalisation d'une mise en scène ayant fait l'objet d'une aide publique, sous quelque forme que ce soit, ou de deux mises en scène présentées en public dans des conditions professionnelles.

**Art. 44.** - Les dates d'inscription et le calendrier des épreuves sont fixés sur décision du directeur du CNSAD.

**Art. 45.** - Le dossier d'inscription doit comporter notamment les pièces suivantes :

- 1) une fiche d'inscription complétée et signée ;
- 2) un curriculum vitae ;
- 3) une photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport, en cours de validité ;
- 4) pour les jeunes hommes nés avant le 31 décembre 1978, une pièce justifiant de leur situation militaire ;

pour les jeunes hommes nés après le 31 décembre 1978 et les jeunes femmes nées après le 31 décembre 1982, l'attestation de recensement ou le certificat individuel de participation à la journée de préparation à la défense (loi du 28 octobre 1997 portant réforme du service national) ;

5) pour les candidats étrangers n'appartenant pas à l'Union européenne, la copie de l'autorisation de séjour ou visa. Les candidats non francophones doivent maîtriser la langue française ;

6) un document attestant que le candidat a perçu au moins, au cours des 24 derniers mois, 48 cachets pour les artistes interprètes, 88 jours de travail ou cachets pour les réalisateurs et techniciens du spectacle vivant.

**Art. 46.** - Les droits d'inscription à la sélection doivent être obligatoirement acquittés au moment des inscriptions. Leur montant est fixé par arrêté du ministre chargé de la culture.

**Art. 47.** - Toute fausse déclaration, ou fourniture de pièce falsifiée ou n'appartenant pas au postulant, entraîne le rejet de son inscription, son élimination des épreuves d'admission, sa radiation du CNSAD s'il est déjà inscrit en qualité de stagiaire, et l'interdiction de se représenter ultérieurement.

##### **Section II : Concours d'admission**

**Art. 48.** - L'admission à la formation se fait sur concours. La sélection est assurée par un jury dont la composition et l'organisation sont fixées sur décision du directeur du CNSAD.

Le jury est placé sous la présidence du directeur du CNSAD et la vice-présidence du directeur de l'unité nomade de formation à la mise en scène.

Pour composer le jury, il doit être fait appel exclusivement :

- à un inspecteur de la création et des enseignements artistiques de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles ;
- à des enseignants appartenant au département « Histoire du théâtre, étude et pratique de la langue » du CNSAD ;
- à des professeurs responsables d'une classe d'interprétation du CNSAD ;
- au directeur de l'École supérieure d'art dramatique du théâtre national de Strasbourg, ou à son représentant ;
- au directeur du Jeune théâtre national ;
- à des personnalités du théâtre et des arts du spectacle proposées par le directeur du CNSAD et agréées par le ministre chargé de la culture.

Pour siéger valablement, le jury comprend au moins neuf membres dont au moins deux professeurs du CNSAD, l'un responsable d'une classe d'interprétation, l'autre appartenant au département « Histoire du théâtre, étude et pratique de la langue ».

**Art. 49.** - Le concours comporte une épreuve d'admissibilité et des épreuves d'admission. Les candidats sont convoqués par écrit aux épreuves.

**Art. 50.** - L'admissibilité se fait sur dossier.

Les candidats présentent un dossier qui rend compte de leur expérience, leur pratique artistique, leur capacité créatrice et leur faculté à exercer un esprit critique à l'égard de leur propre travail. Il comporte :

- une note de trois à quatre feuillets exposant ce que les candidats entendent par « mettre en scène » ;
- la présentation écrite d'un ou deux travaux de mise en scène précédemment réalisés. Cette présentation développera les raisons de leur choix : texte ou thème, options dramaturgiques, distribution et travail avec les comédiens, options relatives à la scénographie, la lumière et le son. Elle pourra être illustrée de croquis des décors et des costumes, de photographies du spectacle et de vidéographies. Elle réunira obligatoirement des témoignages de professionnels sur ces travaux, et éventuellement des comptes rendus de la presse ;
- un projet utopique de mise en scène, sans conditions imposées concernant le texte, le nombre de comédiens, le lieu et le budget.

Les dossiers incomplets ne seront pas examinés.

Chaque dossier est soumis à trois examinateurs au minimum, membres du jury de sélection dont la composition est précisée à l'article 48. Le jury délibère après avoir entendu le rapport des examinateurs. Les sélections sont prononcées à la majorité des présents ; en cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

**Art. 51.** - Les candidats déclarés admissibles peuvent se présenter aux épreuves d'admission, constituées par des travaux pratiques et un entretien.

L'entretien est conduit par deux membres du jury de sélection.

L'épreuve pratique comprend :

- la présentation d'un travail scénique de vingt minutes maximum dont le sujet est choisi par le candidat. À l'issue de cette présentation, le candidat commente son travail au cours d'un entretien avec le jury ;
- la présentation d'un travail scénique de vingt minutes maximum sur un sujet imposé, communiqué à

l'ensemble des candidats lors de la convocation aux épreuves d'admission. Cette présentation est suivie d'un travail de direction d'acteurs.

Les comédiens, au nombre de huit au maximum, sont choisis par le candidat.

Le jury délibère après avoir entendu le rapport des membres du jury qui ont dirigé l'entretien.

Les admissions sont prononcées par le jury dans la limite du nombre de places disponibles.

Les candidats sont informés par écrit du résultat des épreuves.

**Art. 52.** - Le nombre de candidats susceptibles d'être admis est fixé sur décision du directeur du CNSAD, sur proposition du directeur de l'unité nomade de formation à la mise en scène. L'effectif ainsi défini peut ne pas être atteint, le jury de sélection ne devant admettre que les candidats jugés aptes à bénéficier de la formation dispensée par le CNSAD.

**Art. 53.** - Pendant la durée des stages, les participants ont le statut de stagiaires de la formation professionnelle continue.

### Section III : Participants extérieurs

**Art. 54.** - À titre exceptionnel et sous réserve de l'obtention de financements complémentaires, l'unité nomade de formation à la mise en scène peut accueillir de manière ponctuelle des participants remplissant les conditions énoncées aux articles 43 et 44 du présent règlement mais ne bénéficiant pas des droits à la formation professionnelle continue. Ces participants extérieurs sont soumis aux règles et obligations imposées aux stagiaires.

### Section IV : Programme de la formation

**Art. 55.** - Le programme de la formation est établi par le directeur de l'unité nomade de formation à la mise en scène et arrêté par le directeur du CNSAD. Il comporte des stages répartis sur trois années au maximum, dirigés par des metteurs en scène français ou étrangers, ainsi qu'un stage technique et artistique.

Le programme de la formation est composé de stages obligatoires et peut inclure des stages optionnels et des stages facultatifs.

**Art. 56.** - Le programme de formation comporte des travaux communs aux élèves comédiens du CNSAD et aux metteurs en scène stagiaires.

Les metteurs en scène stagiaires peuvent, à titre individuel et sous réserve de l'accord des enseignants concernés, suivre les enseignements dispensés aux élèves comédiens.

## Section V : Discipline

**Art. 57.** - Les stagiaires sont placés, pendant la durée de la formation, sous l'autorité du directeur du CNSAD et de ses représentants.

Ils s'engagent à respecter les règles de fonctionnement de l'établissement qui leur sont indiquées par le personnel administratif, technique et enseignant.

La non observation de ces indications entraîne l'exclusion immédiate et provisoire prononcée par le directeur du CNSAD.

**Art. 58.** - Les stagiaires qui n'assistent pas à un stage sans excuse légitime sont obligatoirement radiés des effectifs.

**Art. 59.** - Le directeur du CNSAD peut décider, après avis du directeur de l'unité nomade de formation à la mise en scène et des responsables de stage, de l'exclusion de tout stagiaire dont il n'aurait pas reconnu l'aptitude à poursuivre sa formation.

**Art. 60.** - L'exclusion définitive est prononcée par le directeur du CNSAD après avis du conseil de discipline. Le conseil de discipline est composé comme indiqué à l'article 38 du présent règlement.

**Art. 61.** - Les dispositions des articles 41 à 61 restent en vigueur jusqu'au 30 septembre 2008.

---



---

## DÉLÉGATION AUX ARTS PLASTIQUES

**Arrêté du 24 avril 2008 portant nomination d'un nouveau membre au sein de la commission nationale consultative pour l'attribution des aides à l'édition d'art contemporain et des allocations en théorie-critique d'art.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2002-1512 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n° 82-883 du 15 octobre 1982 portant création du Centre national des arts plastiques, et notamment l'article 14 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu l'arrêté du 14 janvier 2004 instituant, auprès du Centre national des arts plastiques, une commission nationale consultative pour l'attribution des aides à l'édition d'art contemporain et des allocations en théorie-critique d'art ;

Vu l'avis du conseil d'administration du Centre

national des arts plastiques, en date du 18 mars 2008 ;  
Sur proposition du délégué aux arts plastiques,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est nommée comme personnalité qualifiée, M<sup>me</sup> Anne Ferrer, artiste, en remplacement de M<sup>me</sup> Valérie Favre, pour la durée du mandat restant à courir.

**Art. 2.** - Le délégué aux arts plastiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :

Le délégué aux arts plastiques,  
Olivier Kaepelin

(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

**Arrêté du 9 juillet 2008 portant nomination des membres de la commission nationale consultative pour l'attribution des aides à la création audiovisuelle et multimédia (Image/mouvement).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2002-1512 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n° 82-883 du 15 octobre 1982 portant création du Centre national des arts plastiques, et notamment l'article 14 ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2004, modifié le 10 octobre 2005, instituant, auprès du Centre national des arts plastiques, une commission consultative pour l'attribution des aides à la création audiovisuelle et multimédia (Image/mouvement) ;

Vu l'avis du conseil d'administration du Centre national des arts plastiques, en date du 30 juin 2008 ;  
Sur proposition du délégué aux arts plastiques,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - La commission nationale consultative d'aide à la création audiovisuelle et multimédia est composée de dix membres :

Cinq membres de droit :

- le délégué aux arts plastiques,
- l'inspecteur général de la création artistique ou son représentant,
- le directeur du Centre national des arts plastiques ou son représentant, président,
- le directeur du Centre national de la cinématographie ou son représentant,
- le directeur du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ou son représentant ;

**Art. 2.** - Sont nommés en tant que personnalités qualifiées, pour une durée de trois ans renouvelable, les membres de la commission, chargés d'examiner les candidatures à une aide à la création audiovisuelle et multimédia (Image/mouvement) :

- M<sup>me</sup> Brenez Nicole, historienne du cinéma, programmatrice à la Cinémathèque française,
- M<sup>me</sup> Négro Marylène, artiste,
- M<sup>me</sup> Hibon Danièle, programmatrice au Jeu de Paume,
- M. Lemaître Conrad, collectionneur,
- M. Évrard Jacky, directeur du Festival Côté court de Pantin.

**Art. 3.** - Le délégué aux arts plastiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le délégué aux arts plastiques,  
Olivier Kaepelin  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

du département restauration du Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF), ou son représentant ;

- M. Jean-Marc Ferrari, directeur de l'École supérieure d'art d'Avignon, ou son représentant ;
- M<sup>me</sup> Lorenzen Astrid, restauratrice de sculptures au musée national d'Art moderne-Centre Georges-Pompidou, ou son représentant ;
- M<sup>me</sup> Sirven Marsha, responsable de la restauration à l'atelier de restauration et de conservation des photographies de la ville de Paris, ou son représentant ;

**Art. 2.** - Le délégué aux arts plastiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Pour la ministre et par délégation :  
Le délégué aux arts plastiques,  
Olivier Kaepelin  
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

## **Arrêté du 9 juillet 2008 portant nomination à la commission consultative pour l'attribution des allocations d'étude et de recherche en matière de restauration et de conservation d'œuvres d'art.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 82-883 du 15 octobre 1982 modifié par les décrets n° 2002-1512 du 23 décembre 2002 et n° 2007-1758 du 13 décembre 2007, portant création du Centre national des arts plastiques, et notamment l'article 14 ;

Vu l'arrêté du 14 janvier 2004, instituant, auprès du Centre national des arts plastiques, une commission consultative pour l'attribution des allocations d'étude et de recherche en matière de restauration et de conservation d'œuvres d'art, notamment son article 2 ;

Vu l'avis du conseil d'administration du Centre national des arts plastiques, en date du 30 juin 2008 ;

Sur proposition du délégué aux arts plastiques,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés en tant que personnalités qualifiées, pour une durée de trois ans renouvelable, les membres de la commission, chargés d'examiner les candidatures à une allocation d'étude et de recherche en matière de restauration et de conservation d'œuvres d'art contemporain :

- M. Barabant Gilles, responsable de la filière « nouveaux matériaux et art contemporain » au sein

## **CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE**

### **Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2008 portant reconduction des membres de la commission prévue par la décision réglementaire n° 51 du 10 juillet 1964 fixant les conditions de délivrance de la carte d'identité professionnelle.**

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,

Vu le Code de l'industrie cinématographique, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu la décision réglementaire n° 51 du 10 juillet 1964 modifiée du Centre national de la cinématographie fixant les conditions de délivrance de la carte d'identité professionnelle, notamment ses articles 4 et 6,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont reconduits, pour une durée d'un an, en qualité de membres de la commission prévue par la décision réglementaire n° 51 du 10 juillet 1964 susvisée :

\* En tant que représentants des producteurs :

- Membres titulaires : M<sup>me</sup> Marignac Martine, M. Blumenthal Raymond, M. Preel-Cleach Fabrice.
- Membres suppléants : M. Carlier Thierry, M. Kodsi David, M. Sacuto Gilles.



\* En tant que représentants des réalisateurs et des premiers assistants réalisateurs :

- Membre titulaire : M. Dubois Bernard,
- Membre suppléant : M. Vautier René.

\* En tant que représentants des scripts :

- Membre titulaire : M<sup>me</sup> Bovier-Lapierre Ève,
- Membre suppléant : M<sup>me</sup> Hersant Joëlle.

\* En tant que représentants des directeurs de production et de régisseurs généraux :

- Membre titulaire : M. Crenn Yvon,
- Membre suppléant : M. Nieuwbourg Jean-Louis.

\* En tant que représentants des directeurs de la photographie, des cadres, des premiers assistants opérateurs et des opérateurs de prises de vues de film de court métrage :

- Membre titulaire : M. Agostini Yves,
- Membre suppléant : M. Houdart Philippe.

\* En tant que représentants des ingénieurs du son et des assistants son :

- Membre titulaire : M. Lenoir Pierre,
- Membre suppléant : M. Roux Henri.

\* En tant que représentants des chefs décorateurs et des premiers assistants décorateurs :

- Membre titulaire : M. Bazerolle Jean-Pierre,
- Membre suppléant : M. Guffroy Alain.

\* En tant que représentants des chefs monteurs et des assistants monteurs :

- Membre titulaire : M<sup>me</sup> Chatriot Caroline,
- Membre suppléant : M<sup>me</sup> Davanture Andrée.

\* En tant que représentants des chefs maquilleurs :

- Membre titulaire : M<sup>me</sup> Duguet Marie-Hélène,
- Membre suppléant : M. Clément Jacques.

\* En tant que représentants de l'ensemble des techniciens :

- Membres titulaires : M<sup>me</sup> Garnier Claude, M. Pozderek Stéphane,
- Membres suppléants : M<sup>me</sup> Barraqué Martine, M. Diane Georges.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,  
Véronique Cayla

(Ce texte ne sera pas publié au *Journal officiel*)

**Décision du 8 juillet 2008 portant nomination au comité d'experts prévu à l'article 6 de l'arrêté du 24 août 1998 relatif au soutien financier à l'exploitation cinématographique.**

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,

Vu le Code de l'industrie cinématographique ;

Vu l'article 50 de la loi de finances pour 2006 (n° 2005-1719 du 30 décembre 2005) ;

Vu le décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique ;

Vu le décret n° 98-750 du 24 août 1998 modifié relatif au soutien financier à la diffusion de certaines œuvres cinématographiques et au soutien financier à la modernisation et à la création des établissements de spectacles cinématographiques ;

Vu l'arrêté du 24 août 1998 modifié pris en application du décret n° 98-750 du 24 août 1998 relatif au soutien financier à l'exploitation cinématographique,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés, pour une durée de trois ans renouvelable, membres du comité d'experts prévu à l'article 6 de l'arrêté du 24 août 1998 susvisé :

- M. Alain Auclair,
- M. Patrick Brouiller,
- M. Jean Labé,
- M. Philippe Levrier,
- M. Sébastien Saunier.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,  
Véronique Cayla

(Ce texte ne sera pas publié au *Journal officiel*)

**Décision du 17 juillet 2008 portant nomination à la commission d'agrément des formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples prévue à l'article 3 du décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002.**

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,

Vu le Code de l'industrie cinématographique, notamment son article 27 ;

Vu le décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002 portant application des dispositions de l'article 27 du Code de l'industrie cinématographique et relatif aux formules

d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2002 portant application des dispositions de l'article 3 du décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002 relatif aux formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples ;

Vu la décision du 7 mars 2006 portant nomination à la commission d'agrément des formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples prévue à l'article 3 du décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M<sup>me</sup> Caroline Favier, est nommée, pour la durée du mandat restant à courir, membre de la commission prévue par l'article 3 du décret du 24 octobre 2002 susvisé, en tant que représentante du ministre chargé de l'économie en remplacement de M<sup>me</sup> Bénédicte Cartelier.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national de la cinématographie.

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,  
Véronique Cayla

## CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

**Décision n° DS ABF-IL 1-2008-PRoy-FA du 31 mai 2008 portant délégation de signature.**

La présidente du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 84-145 du 27 février 1984 modifié portant statut particulier du corps des architectes des Bâtiments de France ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle, dans les fonctions de présidente du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 31 mai 2008 portant nomination de M. Frédéric Auclair, architecte des Bâtiments de France faisant fonction d'administrateur,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M. Frédéric Auclair, architecte des Bâtiments de France, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom de la présidente du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts, au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service, de matériel informatique :

- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur ou égal à 23 000 euros HT ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les factures et avoirs relatifs aux recettes de toute nature ;
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation et aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;
- les ordres de mission en France métropolitaine, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels ;
- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;
- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

**Art. 2.** - La délégation de signature est accordée pour l'administration du domaine national du Palais-Royal.

**Art. 3.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La présidente du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle

## Décision n° DS IL Adm-2-2008-PTh du 1<sup>er</sup> juillet 2008 portant délégation de signature.

La présidente du Centre des monuments nationaux,  
Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Lemesle, dans les fonctions de présidente du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision de nomination du 1<sup>er</sup> septembre 1991 de M<sup>me</sup> Pascale Thibault, en qualité d'administratrice ;

Vu la décision DS IL Adm-1-2008-PTh du 11 mai 2008 portant délégation de signature de la présidente à M<sup>me</sup> Pascale Thibault, en qualité d'administratrice des châteaux de Castelnau-Bretenoux, d'Assier, Montal et de Puyguilhem ;

Vu la décision du 1<sup>er</sup> juillet 2008 portant nomination de l'administration par intérim pour le château de Puyguilhem, l'abbaye de Beaulieu en Rouergue et le château de Gramont,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 2 de la décision DS IL Adm-1-2008-PTh du 11 mai 2008 portant délégation de signature de la présidente à M<sup>me</sup> Pascale Thibault susvisée est complété par les monuments suivants :

- l'abbaye de Beaulieu en Rouergue,
- le château de Gramont.

**Art. 2.** - Les autres articles de la décision DS IL Adm-1-2008-PTh du 11 mai 2008 portant délégation de signature de la présidente à M<sup>me</sup> Pascale Thibault susvisée demeurent inchangés.

**Art. 3.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La présidente du Centre des monuments nationaux,  
Isabelle Lemesle

## CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

### Décision n° 0185-N du 4 juillet 2008 portant avenant n° 5 à la délégation de signature du 27 août 2007.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la décision du 27 août 2007 portant délégation de signature ;

Vu la décision du 27 février 2008 relative au mouvement de mobilité interne n° 4 du 17 décembre 2007 nommant M<sup>me</sup> Alexia Szumigala, responsable de gestion administrative et financière au département du musée national d'Art moderne-centre de création industrielle et M<sup>me</sup> Laure Rolland, chef du service administratif et financier, adjointe à la directrice de production ;

Vu la décision du 1<sup>er</sup> mai 2008 nommant M<sup>me</sup> Laurie Szulc, chef du service audiovisuel,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 3 de la délégation de signature est modifié comme suit :

« Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'Art moderne-centre de création industrielle, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;

- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes des contrats d'acquisition ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'Art moderne-centre de création industrielle, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Sylvie Perras, administratrice du musée national d'Art moderne-centre de création industrielle, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'Art moderne-centre de création industrielle et de M<sup>me</sup> Sylvie Perras, administratrice du musée national d'Art moderne-centre de création industrielle, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Alexia Szumigala, responsable de la gestion administrative et financière du département, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'Art moderne-centre de création industrielle et de M<sup>me</sup> Sylvie Perras, administratrice du musée national d'Art moderne-centre de création industrielle, de M<sup>me</sup> Alexia Szumigala, responsable de gestion administrative et financière du département, délégation de signature est donnée à M. Didier Schulmann, chef du service de la bibliothèque Kandinsky, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs. »

**Art. 2.** - L'article 5 de la délégation de signature est modifié comme suit :

« Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité et sous celle du directeur du département du développement culturel :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à

- 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 euros HT sur marchés notifiés ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Laure Rolland, chef du service administration et finances, adjointe à la directrice de la production, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces à l'exception des ordres de service, des ordres de mission et des copies certifiées conformes.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Laure Rolland, chef du service administration et finances, adjointe à la directrice de la production, délégation de signature est donnée à M. Bruno Rodriguez, adjoint au chef de service administratif et financier, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;

et pour le seul service administration et finances, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Martine Silie, chef du service des manifestations, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Laurie Szulc, chef du service audiovisuel, à M<sup>me</sup> Annie Boucher, chef du service de la régie des œuvres, à M<sup>me</sup> Catherine Duruel, chef du service des collections, à M<sup>me</sup> Katia Lafitte, chef du service architecture et réalisations muséographiques, à M. Hugues Fournier-Montgieux, chef du service de la régie des salles, à M. Jesus Perez, chef du service des ateliers et moyens techniques, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait. »

**Art. 3.** - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui prend effet à compter du 27 février 2008 concernant M<sup>me</sup> Alexia Szumigala, du 1<sup>er</sup> mai 2008 concernant M<sup>me</sup> Laurie Szulc, du 13 mai 2008 concernant M<sup>me</sup> Laure Rolland et qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Alain Seban

**Décision n° 0187-N du 11 juillet 2008 portant avenant n° 6 à la délégation de signature du 27 août 2007.**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la décision du 27 août 2007 portant délégation de signature ;

Vu la décision du 7 juillet 2008 nommant M. Stahl, adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité à compter du 1<sup>er</sup> juin 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 6 de la délégation de signature est modifié comme suit :

« Art. 6. - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de

signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 euros HT sur marchés notifiés ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de la sécurité, délégation est donnée à M. François Stahl, adjoint à la directrice du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M<sup>me</sup> Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de la sécurité et de M. François Stahl, adjoint à la directrice du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Dany Culotti, responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M<sup>me</sup> Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de la sécurité et de M. François Stahl, adjoint à la directrice du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Louis Corno, chef du service de sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant

recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;

- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

Délégation de signature est donnée à M. Bernard Espinasse, chef de service, responsable du pôle maintenance exploitation, à M. Patrick Lextra, adjoint au chef de service du bâtiment et de la sécurité, responsable du pôle logistique d'aménagement, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité les attestations de service fait. »

**Art. 2.** - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 2008 et qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Alain Seban

---

## MUSÉE DU LOUVRE

**Décision n° DFJ/2008/08 du 18 juillet 2008 portant création d'une commission d'appel d'offres spécifique pour la passation des marchés de maîtrise d'œuvre relatifs au schéma directeur incendie (SDI) et aux quatre opérations suivantes : « système de sécurité incendie - système de sonorisation de sécurité - pôle de commandement incendie (SSS/SSI/PCI) », « éclairage de sécurité », « désenfumage », « recoupement des volumes techniques ».**

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et l'ensemble des textes pris pour son application ;

Vu notamment les articles 74.I, 74.III.alinéa 4.1° et alinéa 5 a), 24, 25 et 21 du Code des marchés publics ;

Vu le décret n° 92-1338 en date du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment son article 19-9 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Henri Loyrette, président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est créé une commission d'appel d'offres spécifique pour la passation des quatre marchés de maîtrise d'œuvre susvisés, conformément aux dispositions des articles, 74.I, 74.III.alinéa 4.1° et alinéa 5 a) 24, 25 et 21 du Code des marchés publics.

La commission est présidée par le président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre ou son représentant.

La commission peut valablement se réunir dès que le quorum est atteint. Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

En cas de partage des voix des membres à la voix délibérative, la voix du président-directeur ou de son représentant est prépondérante.

Les membres de la commission ayant voix délibérative empêchés pourront se faire représenter conformément à la décision de délégation de signature du président-directeur et/ou par toute personne désignée, qu'ils auront habilitée à cet effet.

La commission dresse un procès verbal de ces travaux.

**Art. 2.** - Sa composition est la suivante :

\* Membres ayant voix délibératives :

- M. Henri Loyrette, président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre ou son représentant,
- M. Julien Anfruns, directeur financier et juridique de l'établissement public du musée du Louvre ou son représentant,
- M. Alain Boissonnet, directeur architecture, muséographie et technique de l'établissement public du musée du Louvre ou son représentant,
- M. Yvan Auffray, direction architecture, muséographie et technique de l'établissement public du musée du Louvre, conducteur d'opération en charge du SDI, ou son représentant.

\* Membres ayant voix consultatives :

- M. Amadou Willier, personnalité qualifiée, en qualité d'ingénieur spécialisé (courants forts et faibles),
- M. Luc Dandré, personnalité qualifiée, en qualité de coordonnateur système de sécurité incendie,
- M. Louis Pacaud, agent comptable de l'établissement public du musée du Louvre ou son représentant,

- M. André Mollo, contrôleur financier pour l'établissement public du musée du Louvre ou son représentant,
- M. Le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) ou son représentant.

Le président-directeur du musée du Louvre,  
Henri Loyrette

## MUSÉE D'ORSAY

### Décision n° 2008-044 du 11 août 2008 portant institution d'une régie de recettes et d'avances pour l'établissement public du musée d'Orsay.

Le président de l'établissement public du musée d'Orsay,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, modifié par le décret n° 92-1368 du 23 décembre 1992, par le décret n° 97-33 du 13 janvier 1997 et par le décret n° 2000-424 du 19 mai 2000 ;

Vu le décret n° 2003-1300 du 26 décembre 2003 portant création de l'établissement public du musée d'Orsay et notamment l'article 22-5° ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1992 modifié par l'arrêté du 28 janvier 2002 relatif aux conditions dans lesquels les directeurs d'établissements publics nationaux peuvent instituer des régies de recettes et d'avances ;

Vu la décision n° 2005-011 portant nomination d'un régisseur de recettes pour le musée national d'Orsay ;

Vu la décision n° 2006-058 portant institution d'une régie d'avances pour le service de l'auditorium de l'établissement public du musée d'Orsay ;

Vu la décision n° 2006-059 portant nomination d'un régisseur d'avances pour le service de l'auditorium de l'établissement public du musée d'Orsay ;

Vu l'avis conforme de l'agent comptable,

Décide :

### Titre 1 : Régie de recettes

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est institué auprès de l'établissement public du musée d'Orsay une régie pour l'encaissement de toutes les recettes issues de l'activité muséographique du musée national d'Orsay pour les recettes du droit d'entrée (collections permanentes et expositions), les adhésions et abonnements, l'auditorium, les visites-

conférences et ateliers, les cartes intermusées, toutes activités personnelles et pédagogiques ainsi que les inscriptions à ces activités, les prises de vues photographiques, les tournages de films, le monnayeur de la photocopieuse de la bibliothèque, et les mécénats.

**Art. 2.** - Les montants maxima autorisés de l'encaisse et de l'avoir du compte de dépôt du régisseur sont fixés respectivement à 110 000 euros et à 50 000 euros.

**Art. 3.** - Le régisseur est autorisé à disposer d'un fonds de caisse permanent de 13 000 euros.

### Titre 2 : Régie d'avances

**Art. 4.** - Il est institué auprès de l'établissement public du musée d'Orsay pour le musée national d'Orsay une régie d'avances pour le paiement des dépenses énumérées au paragraphe 1 de l'article 10 du décret du 20 juillet 1992 modifié et pour le remboursement des droits qu'aurait acquitté toute personne physique ou morale ensuite empêchée, du fait de la survenance de dysfonctionnements imputables au musée, de participer ou d'assister à une activité organisée par le musée dans les conditions initialement prévues. Le remboursement pourra être effectué en numéraire.

Le montant maximal des menues dépenses susceptibles d'être payées par la régie d'avances est fixé à 100 euros par opération.

Le montant maximal des droits susceptibles d'être remboursés par la régie d'avances est fixé à 150 euros par opération.

**Art. 5.** - Le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 500 euros.

**Art. 6.** - Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses à la fin de chaque mois.

### Titre 3 : Dispositions communes

**Art. 7.** - Les fonctions de régisseur de recettes et de régisseur d'avances peuvent être confiées à un même agent.

**Art. 8.** - La présente décision annule et remplace la décision n° 2004-03 et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008.

**Art. 9.** - Le président de l'établissement public du musée d'Orsay est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture.

Accord de l'agent comptable du musée d'Orsay,  
Catherine Masse  
Le président du musée d'Orsay,  
Guy Cogeval

## GRAND PALAIS DES CHAMPS-ÉLYSÉES

### Décision n° 2008/03 du 18 janvier 2008 relative aux candidatures retenues pour la consultation préalable à l'attribution de la concession du restaurant du Grand Palais.

Le président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées,

Vu le décret n° 2007-97, en date du 25 janvier 2007, portant création de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées ;

Vu l'avis de publicité paru dans la presse le jeudi 25 octobre 2007, préalablement à l'attribution de la concession du restaurant du Grand Palais ;

Vu l'avis, en date du 17 janvier 2008, de la commission technique chargée d'analyser les candidatures réceptionnées pour l'attribution de l'espace de restauration du Grand Palais,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sur avis conforme de la commission technique, sont sélectionnés pour participer à la consultation préalable à l'attribution de la concession de l'espace de restauration du Grand Palais, les candidats dont les noms figurent sur la liste suivante (par ordre alphabétique, les personnes physiques figurant avant les personnes morales) :

- MM. Julien Cohen et Pascal Galland ;
- Société « L'affiche » ;
- Société « L'avenue » ;
- Société « Éliance » ;
- Société « Groupe Luderic » ;
- Société « La générale alimentaire » ;
- Société « SAPR » (sélectionné sous réserve de fournir une pièce manquante) ;
- Société « Sami Food » (sélectionné sous réserve de fournir un dossier complet) ;
- Société « Tokyo eat ».

**Art. 2.** - La liste définitive des candidats pouvant participer à la consultation finale est arrêtée aux neuf noms figurant à l'article précédent.

Les candidats sélectionnés avec réserves devront fournir, avant quinze jours, les pièces manquantes de leur dossier de candidature, sous peine d'être éliminés dans le cas contraire.

Le président du Grand Palais des Champs-Élysées,  
Yves Saint-Geours

### Décision n° 2008/16 du 28 juillet 2008 portant constitution de la commission d'examen des offres reçues pour la concession de l'espace de restauration du Grand Palais.

Le président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées,

Vu le décret n° 2007-97, en date du 25 janvier 2007, portant création de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées ;

Vu l'avis de publicité paru dans la presse le jeudi 25 octobre 2007, préalablement à l'attribution de la concession du restaurant du Grand Palais ;

Vu la délibération n° 2007/12 du conseil d'administration de l'établissement public, en date du 12 décembre 2007 ;

Vu la décision n° 2008/03, portant liste définitive des candidats admis à participer à la consultation préalable à l'attribution de la concession de l'espace de restauration du Grand Palais,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Une commission d'examen des offres reçues pour la concession de l'espace de restauration du Grand Palais est constituée. Elle est désignée sous l'appellation de commission d'examen des offres.

Elle a pour mission :

- d'examiner la conformité des offres des candidats admis à participer à la consultation préalable à l'attribution de la concession de l'espace de restauration du Grand Palais, au cahier des charges de la consultation ;
- d'auditionner tous les candidats admis à participer à la consultation, afin de leur permettre de présenter leur proposition ;
- après avoir procédé aux auditions et avoir pris connaissance du rapport de la commission technique, d'établir un classement des candidats.

**Art. 2.** - La commission d'examen des offres se réunira pendant le mois de septembre 2008, sur proposition du président de l'établissement public. Les membres seront convoqués par courrier adressé par l'établissement public, au moins quinze jours avant la tenue de la séance. Aucun membre de la commission ne pourra se faire représenter, à l'exception du directeur de l'architecture et du patrimoine au ministère de la Culture.

**Art. 3.** - Les délibérations de la commission d'examen des offres seront secrètes. Le classement établi par elle, à l'issue des délibérations, sera communiqué au conseil d'administration de l'établissement public.



Les candidats sélectionnés seront convoqués par lettre avec AR adressée par l'établissement public, au moins quinze jours avant la tenue de la séance au cours de laquelle ils seront auditionnés. Les candidats qui ne se présenteront pas à l'audition au jour de leur convocation seront considérés comme défaillants, et ne pourront demander à être entendus par la suite.

**Art. 4.** - Au vu du classement établi par la commission d'examen des offres et sur proposition du président de l'établissement public, le conseil d'administration de l'établissement public choisira le concessionnaire de l'espace de restauration du Grand Palais parmi les candidats admis à participer à la consultation.

**Art. 5.** - La commission d'examen des offres est constituée comme suit :

- M. Yves Saint-Geours, président de l'établissement public, président de la commission ;

- M. le directeur de l'architecture et du patrimoine au ministère de la Culture, ou son représentant, vice-

président de la commission ;

- M. François Braize, inspecteur général de l'administration des affaires culturelles ;

- M. Lucien Jibert, membre du conseil d'administration de l'établissement public ;

- M. Thierry Hesse, membre du conseil d'administration de l'établissement public ;

- M. Sébastien de Gasquet, secrétaire général de l'établissement public.

Le secrétariat de la commission sera assuré par M. Jean-Michel Marnières.

**Art. 6.** - Le secrétaire général de l'établissement public est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture.

Le président du Grand Palais des Champs-Élysées,  
Yves Saint-Geours

# Mesures d'information

## Relevé de textes parus au *Journal officiel*

### JUILLET

#### J.O n° 152 du 1<sup>er</sup> juillet 2008

##### **Économie, industrie et emploi**

Texte n° 12 Arrêté du 18 juin 2008 portant désignation de la mission de contrôle économique et financier des sociétés du service public de la radio et de la télévision pour exercer le contrôle économique et financier de l'État sur la société Audiovisuel extérieur de la France.

##### **Culture et communication**

Texte n° 41 Arrêté du 18 juin 2008 habilitant l'école régionale des beaux-arts de Valence à dispenser l'enseignement conduisant à des diplômes nationaux en arts plastiques.

Texte n° 42 Arrêté du 20 juin 2008 habilitant l'École supérieure d'art du Havre à dispenser l'enseignement conduisant à des diplômes nationaux en arts plastiques.

Texte n° 72 Arrêté du 13 mai 2008 portant nomination et titularisation (attachés d'administration : M<sup>mes</sup> Caillat Nicole, Le Bayon Marie-Agnès, Lunel Marie-Anne et M. Métrope Loïc).

##### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 91 Décision n° 2008-453 du 20 mai 2008 portant désignation d'un membre du comité technique radiophonique de Clermont-Ferrand (M<sup>me</sup> Deffigier Clotilde).

Texte n° 94 Décision n° 2008-483 du 30 juin 2008 portant nomination du président de la société nationale de programme Radio France internationale (RFI) (M. Duplessis de Pouzilhac Alain).

#### J.O n° 153 du 2 juillet 2008

##### **Culture et communication**

Texte n° 42 Arrêté du 23 juin 2008 modifiant l'arrêté du 17 septembre 2003 attribuant l'appellation « musée de France » en application des dispositions de l'article 18-II de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002.

Texte n° 43 Arrêté du 23 juin 2008 attribuant l'appellation « musée de France » en application de l'article L. 442-1 du Code du patrimoine (musée de la Mémoire et des Industries tullistes, à Tulle).

Texte n° 44 Arrêté du 23 juin 2008 attribuant l'appellation « musée de France » en application de l'article L. 442-1 du Code du patrimoine (musée de l'Aventure du son, à Saint-Fargeau).

Texte n° 45 Arrêté du 23 juin 2008 attribuant l'appellation « musée de France » en application de l'article L. 442-1 du Code du patrimoine (musée Tomi Ungerer, à Strasbourg).

Texte n° 46 Arrêté du 23 juin 2008 attribuant l'appellation « musée de France » en application de l'article L. 442-1 du Code du patrimoine (musée de la Nacre et de la Tabletterie, à Méru).

Texte n° 47 Arrêté du 23 juin 2008 approuvant le transfert de propriété des collections et attribuant l'appellation « musée de France » en application des articles L. 451-8 et L. 442-1 du Code du patrimoine (musée d'Archéologie gallo-romaine du Var).

Texte n° 48 Arrêté du 23 juin 2008 approuvant le transfert de propriété des collections en application de l'article L. 451-10 du Code du patrimoine (comité d'animation sociale et culturelle, Lyon).

Texte n° 49 Arrêté du 23 juin 2008 retirant l'appellation « musée de France » en application de l'article L. 442-3 du Code du patrimoine (musée du Patrimoine religieux et des Croyances populaires, à Moustey).

Texte n° 50 Arrêté du 23 juin 2008 retirant l'appellation « musée de France » en application de l'article L. 442-3 du Code du patrimoine (musée d'Histoire de la Guadeloupe, à Basse-Terre).

Texte n° 74 Arrêté du 24 juin 2008 portant nomination de la secrétaire générale de l'École du Louvre (M<sup>me</sup> Guidoni Stéphanie).

##### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 51 Décret n° 2008-646 du 30 juin 2008 portant diverses mesures relatives à certains emplois de l'encadrement supérieur de l'État.

##### **Conventions collectives**

Texte n° 79 Avis relatif à l'extension d'un protocole d'accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des théâtres privés.

Texte n° 87 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

#### J.O n° 154 du 3 juillet 2008

##### **Culture et communication**

Texte n° 21 Arrêté du 24 juin 2008 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2000 fixant la liste des bibliothèques

dans lesquelles peuvent être créés plusieurs emplois de conservateur territorial des bibliothèques ainsi que la liste des établissements dans lesquels peuvent exercer un ou plusieurs conservateurs en chef territoriaux des bibliothèques.

Texte n° 37 Décret du 1<sup>er</sup> juillet 2008 portant nomination de conservateurs du patrimoine stagiaires (M<sup>me</sup> Pic Marielle, MM. Georgen Philippe, Portet Pierre, M<sup>me</sup> Olive Elisabeth, M. Marchesi Henri et M<sup>me</sup> Oger-Leurent Anita).

#### **Avis divers**

Texte n° 70 Avis relatif à l'homologation et à l'annulation de normes (dont Management et services : Codes pour la représentation des noms de langue).

### **J.O n° 155 du 4 juillet 2008**

#### **Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 11 Décret n° 2008-654 du 2 juillet 2008 modifiant diverses dispositions relatives au détachement dans la fonction publique territoriale.

#### **Économie, industrie et emploi**

Texte n° 16 Décret n° 2008-656 du 2 juillet 2008 modifiant le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Texte n° 17 Arrêté du 2 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 24 octobre 2007 portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

#### **Travail, relations sociales, famille et solidarité**

Texte n° 21 Décret n° 2008-658 du 2 juillet 2008 relatif au régime spécial de retraites du personnel de la Comédie-Française.

Texte n° 22 Décret n° 2008-659 du 2 juillet 2008 relatif au régime spécial de retraite des personnels de l'Opéra national de Paris et modifiant le décret n° 68-382 du 5 avril 1968 portant statut de la caisse de retraite des personnels de l'Opéra de Paris.

#### **Culture et communication**

Texte n° 32 Arrêté du 26 juin 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Masques, de Carpeaux à Picasso*, au musée d'Orsay, à Paris).  
Texte n° 66 Décret du 2 juillet 2008 portant nomination du président de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (M. Jacob Jean-Paul).

#### **Premier ministre**

Texte n° 34 Arrêté du 26 juin 2008 portant affectation (administrateur civil : M. Steinbock Francis).

#### **Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 79 Avis n° 2008-0396 du 1<sup>er</sup> avril 2008 sur le projet de décret modifiant le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes et sur le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 24 octobre 2007 portant application du décret n° 2007-1532 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

### **J.O n° 156 du 5 juillet 2008**

#### **Premier ministre**

Texte n° 5 Décret n° 2008-663 du 4 juillet 2008 portant abrogation du décret n° 98-1048 du 18 novembre 1998 relatif à l'évaluation des politiques publiques.

#### **Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 14 Décret n° 2008-664 du 4 juillet 2008 modifiant le statut particulier du corps de l'inspection générale de l'administration.

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 34 Décret n° 2008-669 du 4 juillet 2008 relatif aux enseignants associés ou invités dans les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

#### **Culture et communication**

Texte n° 46 Décision du 2 juillet 2008 portant délégation de signature (délégation au développement et aux affaires internationales).

Texte n° 94 Décret du 4 juillet 2008 portant nomination de la directrice du théâtre national de Strasbourg (M<sup>me</sup> Brochen Julie).

Texte n° 95 Arrêté du 27 juin 2008 portant cessation de fonctions et nomination (directeurs régionaux des affaires culturelles) (DRAC Picardie : M. Jean Claude).

### **J.O n° 157 du 6 juillet 2008**

#### **Économie, industrie et emploi**

Texte n° 6 Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2008 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles.

**Justice**

Texte n° 8 Arrêté du 4 juillet 2008 portant répartition des affaires entre les sections administratives du Conseil d'État.

**Avis divers**

Texte n° 52 Vocabulaire du génie génétique (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

**J.O n° 158 du 8 juillet 2008 :****Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 13 Arrêté du 26 juin 2008 portant diverses dispositions relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

**Économie, industrie et emploi**

Texte n° 30 Décret du 7 juillet 2008 portant nomination de représentants de l'État au conseil d'orientation de la Compagnie française pour l'exposition de Shanghai 2010 (pour le ministère de la Culture et de la Communication : M. Gautier Jean).

**Culture et communication**

Texte n° 56 Décret du 5 juillet 2008 portant nomination du directeur de l'Académie de France à Rome (M. Mitterrand Frédéric).

**Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 92 Avis de vacance de postes de conservateur du patrimoine.

**Avis divers**

Texte n° 98 Avis d'insertion relatif à la désignation des membres du Conseil supérieur de l'Agence France-Presse.

**J.O n° 159 du 9 juillet 2008****Premier ministre**

Texte n° 2 Circulaire du 7 juillet 2008 relative à l'organisation de l'administration départementale de l'État.

**Affaires étrangères et européennes**

Texte n° 14 Arrêté du 24 juin 2008 modifiant l'arrêté du 26 juillet 2006 portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances auprès de l'Institut franco-portugais de Lisbonne (Portugal).

**Culture et communication**

Texte n° 32 Arrêté du 30 juin 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Sur les quais ; ports, docks et dockers de Boudin à Marquet*, au musée Malraux, au Havre et au musée des Beaux-Arts, à Bordeaux).

**Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 87 Avis n° 2007-0857 du 22 octobre 2007 sur trois articles du projet de loi pour le développement de

la concurrence au service des consommateurs.

**J.O n° 160 du 10 juillet 2008****Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 139 Avis de vacance d'un emploi de directeur régional des affaires culturelles (Région Rhône-Alpes).

**J.O n° 161 du 11 juillet 2008****Culture et communication**

Texte n° 54 Arrêté du 23 juin 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Une avant-garde explosive, le futurisme à Paris*, au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, musée national d'Art moderne).

Texte n° 55 Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2008 complétant la liste des publications périodiques visées au titre I<sup>er</sup> du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

Texte n° 56 Arrêté du 3 juillet 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *La volupté du goût, la peinture française au temps de madame de Pompadour*, au musée des Beaux-Arts de Tours).

Texte n° 57 Arrêté du 3 juillet 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Raoul Dufy - Le Plaisir*, au musée d'Art moderne de la ville de Paris).

**Conventions collectives**

Texte n° 94 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des personnels des centres sociaux et socioculturels.

**Avis divers**

Texte n° 123 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (Metropolitan Models).

Texte n° 124 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (VIP Models).

**J.O n° 162 du 12 juillet 2008****Économie, industrie et emploi**

Texte n° 17 Arrêté du 30 juin 2008 portant attribution de licences d'agents artistiques et transferts de siège.

Texte n° 18 Arrêté du 3 juillet 2008 homologuant la décision n° 2008-0568 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 20 mai 2008 désignant des fréquences dans la bande 5 GHz pour les installations d'accès sans fil incluant les réseaux locaux et fixant leurs conditions d'exploitation.

**Culture et communication**

Texte n° 29 Arrêté du 3 juin 2008 portant reconnaissance d'un diplôme d'architecte étranger.

Texte n° 30 Arrêté du 4 juillet 2008 portant création d'un jury de concours pris en application des articles 21 et 24 du Code des marchés publics (au Service national des travaux pour l'installation définitive de la médiathèque de l'architecture et du patrimoine à Charenton-le-Pont).

Texte n° 31 Décision du 10 juillet 2008 portant délégation de signature (direction des musées de France).

Texte n° 50 Arrêté du 2 juin 2008 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille (M. Ménerault Philippe).

#### **Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 39 Arrêté du 18 juin 2008 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial de bibliothèques : M<sup>me</sup> Panighetti Colette).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 69 Arrêté du 7 juillet 2008 portant élargissement d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

#### **Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 86 Décision n° 2008-0568 du 20 mai 2008 désignant des fréquences dans la bande 5 GHz pour les installations d'accès sans fil incluant les réseaux locaux radioélectriques et fixant leurs conditions d'utilisation.

#### **Avis divers**

Texte n° 120 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (M<sup>mes</sup> Hamon Delphine et Mons Marielle : SARL LiLi M).

Texte n° 121 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (M. Chevalier Henri : Success).

### **J.O n° 163 du 13 juillet 2008**

#### **Présidence de la République**

Texte n° 1 Lettre du Président de la République au Premier ministre en date du 11 juillet 2008 relative aux ordres nationaux.

#### **Ordre national de la Légion d'honneur**

Texte n° 3 Décret du 11 juillet 2008 portant promotion à l'Ordre national de la Légion d'honneur (pour le ministère de la Culture et de la Communication : au grade de commandeur : M. Crampes Joseph, André dit Jacques Chancel ; M<sup>me</sup> Flis Sonia, Annette, épouse Rykiel ; M. Freches José, Vincent, René).

Texte n° 4 Décret du 11 juillet 2008 portant promotion et nomination à l'Ordre national de la Légion d'honneur.

#### **Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 9 Décret n° 2008-693 du 11 juillet 2008 modifiant le décret n° 95-1018 du 14 septembre 1995 fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

### **J.O n° 164 du 16 juillet 2008**

Texte n° 1 Loi organique n° 2008-695 du 15 juillet 2008 relative aux archives du Conseil constitutionnel.  
Texte n° 2 Loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives.

#### **Conseil constitutionnel**

Texte n° 3 Décision n° 2008-566 DC du 9 juillet 2008 (loi organique sur les archives du Conseil constitutionnel).

#### **Culture et communication**

Texte n° 48 Arrêté du 3 juin 2008 portant reconnaissance d'un diplôme d'architecte étranger.

Texte n° 49 Arrêté du 3 juin 2008 portant reconnaissance d'un diplôme d'architecte étranger.

Texte n° 50 Arrêté du 20 juin 2008 habilitant l'École supérieure d'art et de design de Reims à dispenser l'enseignement conduisant à des diplômes nationaux en arts plastiques.

Texte n° 108 Décret du 11 juillet 2008 portant nomination d'un directeur de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication (directrice des musées de France : M<sup>me</sup> Labourdette Marie-Christine).

Texte n° 109 Liste des élèves ayant obtenu au titre de l'année 2007 le diplôme de restaurateur du patrimoine (diplôme conférant le grade de master à ses titulaires).

#### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 53 Arrêté du 23 juin 2008 portant ouverture de concours pour l'accès au cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique (session 2009).

Texte n° 54 Arrêté du 30 juin 2008 portant établissement de la liste d'aptitude pour le recrutement dans le cadre d'emplois de conservateur territorial du patrimoine (session 2006).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 135 Arrêté du 8 juillet 2008 portant élargissement d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

### **J.O n° 165 du 17 juillet 2008**

#### **Culture et communication**

Texte n° 48 Arrêté du 3 juillet 2008 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial

(Trophée d'Auguste ou des Alpes, La Turbie - Alpes-Maritimes).

Texte n° 84 Arrêté du 15 juillet 2008 portant cessation de fonctions au cabinet de la ministre (M. Lagrange Richard).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 91 Arrêté du 7 juillet 2008 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent (n° 567).

Texte n° 94 Arrêté du 7 juillet 2008 portant élargissement d'un accord régional (Île-de-France) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Texte n° 97 Arrêté du 8 juillet 2008 portant extension d'avenants à la convention collective nationale de l'animation (n° 1518).

Texte n° 98 Arrêté du 8 juillet 2008 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'édition (n° 2121).

Texte n° 101 Arrêté du 8 juillet 2008 portant extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Texte n° 102 Arrêté du 8 juillet 2008 portant extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Texte n° 103 Arrêté du 8 juillet 2008 portant extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Texte n° 107 Arrêté du 8 juillet 2008 portant élargissement d'un accord régional (Limousin) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Texte n° 108 Arrêté du 8 juillet 2008 portant élargissement d'un accord régional (Basse-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

#### **J.O n° 166 du 18 juillet 2008**

##### **Culture et communication**

Texte n° 52 Arrêté du 9 juillet 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Repartir à zéro*, au musée des Beaux-Arts de Lyon).

Texte n° 53 Arrêté du 9 juillet 2008 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Texte n° 54 Arrêté du 9 juillet 2008 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Texte n° 55 Arrêté du 9 juillet 2008 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Texte n° 56 Arrêté du 9 juillet 2008 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Texte n° 57 Arrêté du 9 juillet 2008 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Texte n° 58 Arrêté du 9 juillet 2008 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Normandie à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Texte n° 59 Arrêté du 9 juillet 2008 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Texte n° 60 Arrêté du 9 juillet 2008 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

#### **Conventions collectives**

Texte n° 102 Arrêté du 8 juillet 2008 portant extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur de la télédiffusion.

Texte n° 103 Arrêté du 9 juillet 2008 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de la radiodiffusion.

Texte n° 106 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord national conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

#### **J.O n° 167 du 19 juillet 2008**

##### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 52 Arrêté du 4 juillet 2008 autorisant au titre de l'année 2009 l'ouverture de concours pour le recrutement de magasiniers des bibliothèques principaux de 2<sup>e</sup> classe.

Texte n° 53 Arrêté du 4 juillet 2008 autorisant au titre de l'année 2009 l'ouverture de concours pour le recrutement de bibliothécaires.

Texte n° 54 Arrêté du 4 juillet 2008 autorisant au titre de l'année 2009 l'ouverture de concours pour le recrutement de bibliothécaires adjoints spécialisés.

Texte n° 55 Arrêté du 4 juillet 2008 autorisant au titre de l'année 2009 l'ouverture d'un concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires, élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.

Texte n° 56 Arrêté du 7 juillet 2008 relatif à la procédure d'inscription sur les listes de qualification aux fonctions de maître de conférences du Muséum national d'histoire naturelle ou de professeur du Muséum national d'histoire naturelle (année 2009).

Texte n° 57 Arrêté du 7 juillet 2008 relatif à la procédure d'inscription sur les listes de qualification aux fonctions de maître de conférences ou de professeur des universités (année 2009).

#### **Culture et communication**

Texte n° 62 Arrêté du 30 juin 2008 fixant le pourcentage du produit annuel du droit d'entrée dans les collections permanentes de l'établissement public du musée du Quai Branly consacré aux acquisitions.

Texte n° 63 Arrêté du 9 juillet 2008 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Texte n° 64 Arrêté du 9 juillet 2008 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Nancy à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Texte n° 65 Arrêté du 9 juillet 2008 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Texte n° 66 Arrêté du 9 juillet 2008 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Lille à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Texte n° 67 Arrêté du 9 juillet 2008 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Texte n° 68 Arrêté du 10 juillet 2008 portant fixation de la part du produit de la redevance d'archéologie préventive affectée au Fonds national pour l'archéologie préventive.

Texte n° 69 Décision du 10 juillet 2008 portant délégation de signature (direction de l'architecture et du patrimoine).

Texte n° 127 Arrêté du 2 juin 2008 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée (MM. Bouleau Nicolas, Bourdin Alain et Veltz Pierre).

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 145 Avis de concours et de vacance d'un emploi de chef de musique adjoint de la musique de la Police nationale (homme ou femme).

#### **Avis divers**

Texte n° 146 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : CEM et spectre radioélectrique ERM).

Texte n° 148 Avis relatif à l'agrément de l'avenant n° 1 à l'annexe VIII au règlement général annexé à la convention du 18 janvier 2006 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage (intermittents du spectacles).

#### **J.O n° 168 du 20 juillet 2008**

##### **Culture et communication**

Texte n° 9 Décision du 11 juillet 2008 portant délégation de signature (délégation aux arts plastiques).

#### **J.O n° 169 du 22 juillet 2008**

##### **Culture et communication**

Texte n° 52 Arrêté du 11 juillet 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Bonaparte et l'Égypte*, à l'Institut du monde arabe de Paris).

Texte n° 53 Arrêté du 15 juillet 2008 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Saint-Gaudens).

Texte n° 54 Arrêté du 15 juillet 2008 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Lavaur).

Texte n° 55 Arrêté du 15 juillet 2008 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Saint-Lô).

Texte n° 56 Arrêté du 15 juillet 2008 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Cahors).

Texte n° 57 Arrêté du 15 juillet 2008 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Dreux).

##### **Économie, industrie et emploi**

Texte n° 64 Arrêté du 10 juillet 2008 concernant l'habilitation de fonctionnaires et agents placés sous l'autorité du directeur général de l'Agence nationale des fréquences en application des dispositions des articles L. 40 et R. 20-44-1 à R. 20-44-4 du Code des postes et des communications électroniques.

##### **Conventions collectives**

Texte n° 91 Arrêté du 8 juillet 2008 portant élargissement d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

##### **Avis divers**

Texte n° 140 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (M<sup>me</sup> Davidas Gladys : Gladys's Fashions).

**J.O n° 170 du 23 juillet 2008****Économie, industrie et emploi**

Texte n° 18 Arrêté du 10 juillet 2008 relatif à la Nomenclature d'activités française du secteur des métiers et de l'artisanat.

**Culture et communication**

Texte n° 40 Arrêté du 30 juin 2008 fixant au titre de l'année 2008 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires du patrimoine.

Texte n° 41 Arrêté du 18 juillet 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Emil Nolde*, aux Galeries nationales du Grand Palais puis au musée Fabre de Montpellier).

Texte n° 70 Arrêté du 2 juillet 2008 portant nomination au comité de sélection du fonds d'aide au développement des services en ligne des entreprises de presse (M<sup>mes</sup> Clément-Cuzin Sylvie et Crevot Corinne).

**J.O n° 171 du 24 juillet 2008**

Texte n° 2 Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la V<sup>e</sup> République (art. 40 : langues régionales).

**Culture et communication**

Texte n° 35 Arrêté du 17 juillet 2008 portant modification de l'arrêté du 29 septembre 1993 portant institution d'une régie d'avances.

Texte n° 36 Arrêté du 18 juillet 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Henri Cartier-Bresson, Walker Evans, photographeur l'Amérique*, à la Fondation Henri Cartier-Bresson à Paris).

Texte n° 55 Arrêté du 15 juillet 2008 portant nomination à la commission pour l'expansion de la presse française à l'étranger (M<sup>mes</sup> Clément-Cuzin Sylvie, Scardigli Véronique, Doise Nicole, M. Desagneaux Frédéric et M<sup>me</sup> Belot Caroline).

Texte n° 56 Arrêté du 22 juillet 2008 portant nomination (administration centrale) (direction de l'administration générale, sous-directeur de la modernisation et de la gestion des carrières : M. Oberlis Marc).

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 61 Décision n° 2008-484 du 3 juin 2008 portant désignation d'un membre suppléant du comité technique radiophonique de Toulouse (M. Malo Jean-Marc).

Texte n° 73 Information relative à la désignation d'un président de comité technique radiophonique (Nouvelle-Calédonie et îles Wallis-et-Futuna : M. Desramé Jean-François).

**Avis divers**

Texte n° 132 Avis relatif à la délivrance d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Glady's Fashions).

**J.O n° 172 du 25 juillet 2008****Culture et communication**

Texte n° 41 Décision du 4 juillet 2008 portant délégation de signature (délégation générale à la langue française et aux langues de France).

Texte n° 42 Décision du 17 juillet 2008 portant délégation de signature (direction des Archives de France).

**Travail, relations sociales, famille et solidarité**

Texte n° 63 Arrêté du 16 juillet 2008 portant nomination au conseil d'administration de la Maison des artistes (MM. Fromont Gilles et Pesez Pascal).

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 95 Décision n° 2008-499 du 10 juin 2008 portant désignation d'un membre du comité technique radiophonique de La Réunion et de Mayotte (M. Ho Yen Philippe).

Texte n° 96 Décision n° 2008-500 du 10 juin 2008 portant désignation d'un membre du comité technique radiophonique de La Réunion et de Mayotte (M<sup>lle</sup> Elizeon Sophie).

**J.O n° 173 du 26 juillet 2008 :****Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 15 Arrêté du 21 juillet 2008 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture et fixant le nombre d'emplois d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'assistant des bibliothèques de classe exceptionnelle.

**Culture et communication**

Texte n° 27 Arrêté du 18 juillet 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Marie Stuart. Le destin français d'une reine d'Écosse*, au musée national de la Renaissance, château d'Écouen).

Texte n° 28 Décision du 9 juillet 2008 portant délégation de signature (direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles).

Texte n° 63 Arrêté du 17 juillet 2008 portant nomination du directeur délégué chargé des ressources humaines de la Bibliothèque nationale de France (M. Wallon Bertrand).

**Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 30 Arrêté du 23 juillet 2008 relatif à l'octroi de la garantie de l'État accordée à la Réunion des musées nationaux pour l'exposition *Picasso et les maîtres*.

Texte n° 31 Arrêté du 23 juillet 2008 relatif à l'octroi de la garantie de l'État accordée à la Réunion des musées nationaux pour l'exposition *Andrea Mantegna*.

**Économie, industrie et emploi**

Texte n° 35 Arrêté du 16 mai 2008 portant nomination à la commission consultative des radiocommunications (M. Debroeck Éric).



### **Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 68 Avis n° 2008-0295 du 11 mars 2008 sur le projet d'arrêté portant nomination à la commission consultative des radiocommunications.

### **J.O n° 174 du 27 juillet 2008**

#### **Éducation nationale**

Texte n° 4 Arrêté du 11 juillet 2008 fixant l'organisation de l'enseignement de l'histoire des arts à l'école primaire, au collège et au lycée.

#### **Culture et communication**

Texte n° 8 Arrêté du 25 juillet 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Upside Down, Les Arctiques*, au musée du Quai Branly).

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 12 Décret du 25 juillet 2008 portant approbation de l'élection à l'Académie des beaux-arts (M. Édouard Pierre).

#### **Avis divers**

Texte n° 21 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique ; Diffusion vidéonumérique).

### **J.O n° 175 du 29 juillet 2008**

Texte n° 1 Loi n° 2008-735 du 28 juillet 2008 relative aux contrats de partenariat.

#### **Conseil constitutionnel**

Texte n° 2 Décision n° 2008-567 DC du 24 juillet 2008.  
Texte n° 3 Saisine du Conseil constitutionnel en date du 15 juillet 2008 présentée par au moins soixante députés, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, et visée dans la décision n° 2008-567 DC.

Texte n° 4 Saisine du Conseil constitutionnel en date du 15 juillet 2008 présentée par au moins soixante sénateurs, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, et visée dans la décision n° 2008-567 DC.

Texte n° 5 Observations du Gouvernement sur les recours dirigés contre la loi relative aux contrats de partenariat.

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 59 Décret du 28 juillet 2008 portant approbation de l'élection à l'Académie des beaux-arts (M. Zublena Aymeric).

#### **Culture et communication**

Texte n° 63 Arrêté du 21 juillet 2008 portant cessation de fonctions et nomination au cabinet de la ministre (M<sup>me</sup> Surville Marie-Pierre de).

Texte n° 64 Arrêté du 21 juillet 2008 portant nomination au cabinet de la ministre (M<sup>me</sup> Durrleman Sophie).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 67 Arrêté du 21 juillet 2008 portant extension d'avenants à la convention collective nationale du personnel de la céramique d'art (n° 1800).

Texte n° 68 Arrêté du 21 juillet 2008 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique (n° 1307).

Texte n° 70 Arrêté du 21 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2008 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'édition (n° 2121).  
Texte n° 72 Arrêté du 21 juillet 2008 portant extension d'un accord régional (Provence-Alpes-Côte d'Azur) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

### **J.O n° 176 du 30 juillet 2008**

#### **Éducation nationale**

Texte n° 34 Arrêté du 30 juin 2008 relatif aux diplômes professionnels relevant de l'obligation de formation à l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées délivrés par le ministre chargé de l'éducation.

#### **Culture et communication**

Texte n° 95 Arrêté du 15 juillet 2008 portant nomination au cabinet de la ministre (M. Bouët Jérôme).

#### **Avis divers**

Texte n° 146 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (Marilyn Agency).

Texte n° 147 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (Ford).

### **J.O n° 177 du 31 juillet 2008**

#### **Économie, industrie et emploi**

Texte n° 11 Arrêté du 28 mai 2008 portant création du titre professionnel de technicien image, son et appareils multimédia.

#### **Culture et communication**

Texte n° 41 Arrêté du 28 juillet 2008 portant fixation du taux de la redevance d'archéologie préventive.

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 75 Décret du 28 juillet 2008 portant approbation de l'élection à l'Académie des inscriptions et belles-lettres (M. Hinüber Oskar von).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 85 Arrêté du 21 juillet 2008 portant extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur de la télédiffusion.

Texte n° 92 Arrêté du 22 juillet 2008 portant extension d'un accord régional (Rhône-Alpes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

## AOÛT

### J.O n° 178 du 1<sup>er</sup> août 2008

#### Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 6 Arrêté du 15 juillet 2008 approuvant des modifications apportées aux statuts d'une association reconnue d'utilité publique (Société des amis des arts).

#### Culture et communication

Texte n° 67 Arrêté du 23 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 4 mai 1995 fixant la liste des sites gérés par le Centre des monuments nationaux.

Texte n° 68 Arrêté du 24 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles.

Texte n° 69 Arrêté du 25 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2002 relatif au régime des études de l'École du Louvre.

#### Conventions collectives

Texte n° 105 Arrêté du 8 juillet 2008 portant extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Texte n° 109 Arrêté du 24 juillet 2008 portant extension d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 113 Arrêté du 25 juillet 2008 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des théâtres privés (n° 951).

#### Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 123 Décision n° 2008-P-14 du 25 juillet 2008 portant délégation de signature.

### J.O n° 179 du 2 août 2008 :

Texte n° 4 Loi n° 2008-759 du 1<sup>er</sup> août 2008 de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007.

#### Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 53 Rapport relatif au décret n° 2008-769 du 30 juillet 2008 portant transfert de crédits.

Texte n° 54 Décret n° 2008-769 du 30 juillet 2008 portant transfert de crédits (pour la culture : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 55 Rapport relatif au décret n° 2008-770 du 30 juillet 2008 portant transfert de crédits.

Texte n° 56 Décret n° 2008-770 du 30 juillet 2008 portant

transfert de crédits (pour l'action extérieure de l'État : Rayonnement culturel et scientifique ; pour la culture : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

#### Culture et communication

Texte n° 82 Arrêté du 31 juillet 2008 portant nomination (administration centrale) (directeur adjoint du service à compétence nationale Archives nationales : M. Dal Pont Pascal).

### J.O n° 180 du 3 août 2008

#### Premier ministre

Texte n° 1 Décret n° 2008-772 du 30 juillet 2008 modifiant le décret n° 97-464 du 9 mai 1997 relatif à la création et à l'organisation des services à compétence nationale.

### J.O n° 181 du 5 août 2008

Texte n° 1 Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie.

#### Économie, industrie et emploi

Texte n° 8 Arrêté du 28 mai 2008 abrogeant l'arrêté du 9 décembre 2003 relatif au titre professionnel d'opérateur(trice) photographe.

#### Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 21 Arrêté du 23 juillet 2008 fixant la liste des professions prises en compte pour le classement dans le corps des conservateurs des bibliothèques régi par le décret n° 92-26 du 9 janvier 1992 et dans le corps des bibliothécaires régi par le décret n° 92-29 du 9 janvier 1992.

### J.O n° 182 du 6 août 2008

#### Culture et communication

Texte n° 45 Arrêté du 28 juillet 2008 portant définition des modalités d'attribution des récompenses pour découverte fortuite de vestiges archéologiques immobiliers.

Texte n° 46 Décision du 30 juillet 2008 portant délégation de signature (secrétariat général).

Texte n° 47 Décision du 30 juillet 2008 portant délégation de signature (secrétariat général).

Texte n° 48 Décision du 1<sup>er</sup> août 2008 portant délégation de signature (secrétariat général).

#### Conventions collectives

Texte n° 76 Arrêté du 28 juillet 2008 portant extension d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

### J.O n° 183 du 7 août 2008

#### Économie, industrie et emploi

Texte n° 11 Arrêté du 29 juillet 2008 fixant les modalités spéciales d'exercice du contrôle économique et financier de l'État sur la société Agence France-Museums.

**Conventions collectives**

Texte n° 56 Arrêté du 31 juillet 2008 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des personnels des centres sociaux et socioculturels (n° 1261).

**J.O n°0184 du 8 août 2008****Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 18 Arrêté du 22 juillet 2008 modifiant les arrêtés portant définition et fixant les conditions de délivrance de certaines spécialités de brevet de technicien supérieur (dont : communication visuelle, photographe, art céramique, industries céramiques, agencement de l'environnement architectural, métiers de l'audiovisuel, design d'espace, communication et industrie graphique).

Texte n° 19 Arrêté du 22 juillet 2008 modifiant les arrêtés portant définition et fixant les conditions de délivrance de certaines spécialités de brevet de technicien supérieur (dont : communication visuelle, photographe, aménagement finition, art céramique, édition, expression visuelle, industries céramiques, agencement de l'environnement architectural, métiers de l'audiovisuel, design d'espace, communication et industrie graphique).

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 51 Décision n° 2008-P-15 du 30 juillet 2008 portant délégation de signature.

**J.O n° 185 du 9 août 2008****Culture et communication**

Texte n° 38 Arrêté du 25 juillet 2008 portant habilitation à procéder à la restauration de biens faisant partie des collections des musées de France au titre de l'article 13 (3°) du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002.

Texte n° 39 Arrêté du 25 juillet 2008 portant habilitation à procéder à la restauration de biens faisant partie des collections des musées de France au titre de l'article 13 (3°) du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002.

**Conventions collectives**

Texte n° 43 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 44 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Provence-Alpes-Côte d'Azur) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 45 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Rhône-Alpes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

**J.O n° 187 du 12 août 2008****Travail, relations sociales, famille et solidarité**

Texte n° 30 Arrêté du 1<sup>er</sup> août 2008 portant nomination au conseil d'administration de l'Association pour la gestion de la sécurité sociale des auteurs (AGESSA) (MM. Rolland de Rengerve Emmanuel et Clergue Lucien).

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 43 Délibération n° 2008-75 du 8 juillet 2008 relative à la fixation des niveaux sonores pour les services de télévision numérique.

**Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 49 Décision n° 2008-0816 du 24 juillet 2008 relative à la mise en place d'un questionnaire pour la collecte d'informations nécessaires au suivi des marchés du haut débit et très haut débit.

Texte n° 50 Décision n° 2008-0617 du 29 juillet 2008 relative au questionnaire pour la collecte d'informations nécessaires au suivi du développement de la concurrence au service des consommateurs.

Texte n° 51 Décision n° 2008-0896 du 29 juillet 2008 portant sur la définition des marchés pertinents de la téléphonie fixe, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre.

**J.O n° 188 du 13 août 2008****Culture et communication**

Texte n° 13 Arrêté du 29 juillet 2008 habilitant la ministre chargée de la culture à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès de tout service ou établissement relevant de son autorité.

Texte n° 14 Arrêté du 29 juillet 2008 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation provisoire des agences de presse.

Texte n° 15 Arrêté du 1<sup>er</sup> août 2008 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation provisoire des agences de presse.

Texte n° 49 Arrêté du 31 juillet 2008 portant nomination du directeur du Service national des travaux (M. Tessier Luc).

Texte n° 50 Arrêté du 5 août 2008 portant nomination du directeur du département du patrimoine et des collections de l'établissement public du musée du Quai Branly (M. Le Fur Yves).

**Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 54 Décision n° 2008-0835 du 24 juillet 2008 portant sur la définition du marché pertinent de gros

des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire, sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché et sur les obligations imposées à cet opérateur sur ce marché.

Texte n° 55 Décision n° 2008-0836 du 24 juillet 2008 portant sur la définition du marché pertinent de gros des offres haut débit et très haut débit activées livrées au niveau infranational, sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché et sur les obligations imposées à cet opérateur sur ce marché.

#### **J.O n° 189 du 14 août 2008**

##### **Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 16 Arrêté du 6 août 2008 approuvant une modification des statuts portant sur le transfert du siège d'une fondation reconnue d'utilité publique (Fondation François Schneider).

##### **Culture et communication**

Texte n° 31 Arrêté du 15 juillet 2008 fixant les programmes des matières de la première épreuve écrite d'admissibilité des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine et de recrutement des conservateurs territoriaux du patrimoine pour l'année 2009.

Texte n° 88 Arrêté du 5 août 2008 portant nomination du directeur général du musée national du Sport (M. Gourarier Zeev).

##### **Avis divers**

Texte n° 125 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État pour l'établissement public du musée du Louvre d'un tableau d'Antoine ou de Louis Le Nain, *Le Reniement de Saint-Pierre*, présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national, dans le cadre de l'article 238 bis 0 A du Code général des impôts.

Texte n° 126 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État pour l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles d'un tapis de la nef de la chapelle de Versailles, exécuté pour Louis XV par la manufacture de la Savonnerie, présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national, dans le cadre de l'article 238 bis 0 A du Code général des impôts.

Texte n° 127 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État au profit de la Bibliothèque nationale de France d'un ouvrage, *Traité des eaux artificielles* par Pierre Schenck, vers 1484, présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national dans le cadre de l'article 238 bis 0 A du Code général des impôts.

#### **J.O n° 193 du 20 août 2008**

##### **Culture et communication**

Texte n° 40 Arrêté du 28 juillet 2008 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2008 de deux concours (externe et interne) pour le recrutement de techniciens d'art du ministère de la Culture et de la Communication.

##### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 82 Délibération n° 2008-85 du 22 juillet 2008 du Conseil supérieur de l'audiovisuel visant à protéger les enfants de moins de trois ans des effets de la télévision, en particulier des services présentés comme spécifiquement conçus pour eux.

#### **J.O n° 194 du 21 août 2008**

Texte n° 1 Loi n° 2008-789 du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail.

##### **Affaires étrangères et européennes**

Texte n° 17 Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2008 fixant la répartition des emplois du réseau culturel et de coopération.

##### **Économie, industrie et emploi**

Texte n° 18 Décret n° 2008-792 du 20 août 2008 relatif au service universel des communications électroniques.

##### **Culture et communication**

Texte n° 29 Décret n° 2008-795 du 20 août 2008 modifiant le décret n° 45-2075 du 31 août 1945 portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des Beaux-Arts.

##### **Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 69 Avis n° 2008-0503 du 22 avril 2008 sur le projet de décret relatif au service universel des communications électroniques et modifiant le Code des postes et des communications électroniques.

#### **J.O n° 195 du 22 août 2008**

##### **Culture et communication**

Texte n° 50 Arrêté du 20 août 2008 portant cessation de fonctions (administration centrale : M. Leroy Philippe).

##### **Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 61 Avis n° 2008-0514 du 13 mai 2008 relatif à la demande de la société TLIC de proposer une réduction tarifaire en application de l'article R. 20-34-II du Code des postes et des communications électroniques.

#### **J.O n° 196 du 23 août 2008**

##### **Culture et communication**

Texte n° 52 Arrêté du 24 juillet 2008 portant modification du nombre de postes ouverts aux concours externes pour le recrutement des conservateurs du patrimoine.

Texte n° 87 Décret du 21 août 2008 portant nomination aux conseils d'administration des sociétés nationales de programme France 5 et Réseau France Outre-mer et de l'Institut national de l'audiovisuel (M. Moreau Vincent).

Texte n° 88 Arrêté du 28 mai 2008 portant admission à la retraite (conservateur du patrimoine : M<sup>lle</sup> Lainé Brigitte).  
Texte n° 89 Arrêté du 5 août 2008 portant admission à la retraite (conservateur du patrimoine : M. Charpentier Jean-Louis).

#### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 91 Avis n° 2008-3 du 8 juillet 2008 relatif au projet de modification n° 7 du tableau national de répartition des fréquences radioélectriques.

#### **Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 92 Avis n° 2008-0711 en date du 19 juin 2008 sur le projet d'arrêté portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

### **J.O n° 197 du 24 août 2008**

#### **Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 6 Décret n° 2008-830 du 22 août 2008 relatif au livret individuel de formation.

#### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 20 Décret n° 2008-836 du 22 août 2008 fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics.

### **J.O n° 198 du 26 août 2008**

#### **Culture et communication**

Texte n° 47 Arrêté du 17 juin 2008 portant promotion (attachés d'administration : M<sup>mes</sup> Adam Joëlle, Cotte Marie-Catherine, M<sup>lles</sup> Hérault Marie-France, Klein Fabienne et M. Léandri Paul).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 55 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

### **J.O n° 199 du 27 août 2008**

#### **Économie, industrie et emploi**

Texte n° 10 Arrêté du 7 août 2008 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles.

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 19 Décret n° 2008-846 du 25 août 2008 modifiant la partie réglementaire du livre II du Code de l'éducation.

#### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 30 Arrêté du 12 juin 2008 portant labellisation et exonération du droit annuel de francisation et de navigation des bateaux d'intérêt patrimonial.

#### **Culture et communication**

Texte n° 48 Décret du 25 août 2008 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public de la Cité de la musique (M. Hirsch Georges-François).  
Texte n° 49 Arrêté du 25 août 2008 portant nomination (administration centrale : M<sup>me</sup> Piqueras Christine, sous-directrice de l'architecture et du cadre de vie à la direction de l'architecture et du patrimoine).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 55 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de la publicité et assimilées.

#### **Commission générale de terminologie et de néologie**

Texte n° 75 Vocabulaire de la restauration et du tourisme

### **J.O n° 200 du 28 août 2008**

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 61 Décret du 26 août 2008 portant nomination du directeur de l'École centrale des arts et manufactures de Paris (M. Biais Hervé).

#### **Culture et communication**

Texte n° 67 Arrêté du 21 août 2008 portant promotion (inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle).

#### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 88 Délibération n° 2008-51 du 17 juin 2008 relative à l'exposition des produits du tabac, des boissons alcooliques et des drogues illicites à l'antenne des services de radiodiffusion et de télévision.

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 95 Avis de vacance de l'emploi de directeur d'études de la Casa de Velázquez (section époques moderne et contemporaine).

Texte n° 112 Avis de vacance d'un emploi offert à la mobilité des fonctionnaires recrutés par la voie de l'École nationale d'administration et des administrateurs des postes et télécommunications (poste d'adjoint au sous-directeur des affaires juridiques à la direction de l'administration générale du ministère de la Culture et de la Communication).

### **J.O n° 201 du 29 août 2008**

#### **Culture et communication**

Texte n° 33 Arrêté du 23 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2007 portant délégation de pouvoir en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de la Bibliothèque nationale de France.

Texte n° 34 Arrêté du 30 juillet 2008 portant attribution à titre de dotation au profit de la Cité de l'architecture et du patrimoine d'un ensemble domanial dénommé « Palais de Chaillot - aile Paris » sis à Paris (16<sup>e</sup>).

Texte n° 35 Arrêté du 30 juillet 2008 portant affectation au ministère de la Culture et de la Communication et attribution à titre de dotation à l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles d'une parcelle située à Bailly (Yvelines).

Texte n° 89 Décret du 28 août 2008 portant nomination du président du conseil d'administration de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet (M. Gies Jacques).

Texte n° 90 Arrêté du 8 août 2008 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (M<sup>me</sup> Bletner Marie-Jeanne).

Texte n° 91 Arrêté du 11 août 2008 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure de création industrielle.

Texte n° 92 Arrêté du 11 août 2008 portant nomination d'un membre du jury du concours organisé en vue de la désignation d'une « capitale européenne de la culture » pour 2013 (M. Gaulhofer Manfred).

### **J.O n° 202 du 30 août 2008**

#### **Culture et communication**

Texte n° 37 Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2008 portant délégation de signature (Centre national de la cinématographie).

Texte n° 38 Décision du 1<sup>er</sup> août 2008 portant délégation de signature (Centre national de la cinématographie).

Texte n° 73 Décret du 28 août 2008 portant nomination

du directeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine (M. Moreno Jean-Claude).

Texte n° 74 Décret du 28 août 2008 portant nomination du président du conseil d'administration de l'Institut national du patrimoine (M. Bélaval Philippe).

Texte n° 75 Décret du 28 août 2008 portant nomination de la présidente du conseil d'administration de l'Académie de France à Rome (M<sup>me</sup> Mariani-Ducray Francine).

Texte n° 76 Décret du 28 août 2008 portant nomination d'un inspecteur général des affaires culturelles (M. Vallet Christophe).

#### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 39 Arrêté du 26 août 2008 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État.

Texte n° 40 Arrêté du 27 août 2008 fixant le nombre de places offertes en 2008 aux trois concours d'entrée à l'École nationale d'administration.

### **J.O n° 203 du 31 août 2008**

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 101 Avis de vacance de l'emploi de directeur de l'École française d'Extrême-Orient.

## Réponses aux questions écrites

### ASSEMBLÉE NATIONALE

#### JO AN n° 27 du 1<sup>er</sup> juillet 2008

Réponse aux questions de :

- M. Laurent Hénart sur l'**assurance chômage des intermittents du spectacle** (question transmise).  
(Question n° 713-17.07.2007).
- M. Marc Francina sur l'**attribution de fréquences aux radios** par le CSA.  
(Question n° 1070-17.07.2007).
- M<sup>me</sup> Marie-Jo Zimmermann sur le contenu des programme de **TV5**.  
(Question n° 4656-18.09.2007).
- MM. Marc Le Fur, Didier Mathus et Laurent Hénart sur l'**exonération de la redevance audiovisuelle**.  
(Questions n°s 7224-16.10.2007 ; 15693-29.01.2008 ; 17917-26.02.2008).
- M. Simon Renucci sur le développement de la TNT dans les zones de montagne.  
(Question n° 16341-12.02.2008).
- M. Jean-Paul Bacquet sur les **aides financières de l'État** en faveur des manifestations et actions audiovisuelles.  
(Question n° 16428-12.02.2008).
- M. Régis Juanico sur la **suppression de la publicité sur France Télévisions**.  
(Question n° 16905-19.02.2008).
- M. André Wojciechowski sur la mise en place de la TNT en Moselle.  
(Question n° 16906-19.02.2008).
- M. David Habib sur les conséquences de la **RGPP** sur la **protection des collections publiques** (question signalée).  
(Question n° 17748-26.02.2008).
- M. Christophe Sirugue sur le lien entre la **publicité alimentaire** à destination des **enfants** et leur **comportement alimentaire** (question signalée).  
(Question n° 17863-26.02.2008).
- M. Jean-Pierre Kucheida sur la **suppression de la publicité sur France Télévisions**.  
(Question n° 18011-04.03.2008).
- M. Christian Paul sur la publication des **décrets d'application** de la **loi n° 2006-961** relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de

l'information, notamment ceux concernant l'accès aux codes sources des fichiers numériques pour la réalisation des **transcriptions accessibles aux malvoyants**.  
(Question n° 18307-04.03.2008).

- M. Jean Gaubert sur le **budget** de l'**INRAP**.  
(Question n° 21004-15.04.2008).
- MM. Hervé Gaymard et David Habib sur la situation des salles de **cinéma d'art et d'essai** indépendantes et de proximité.  
(Questions n°s 21262-22.04.2008 ; 21766-29.04.2008).
- M. Jean-Yves Le Déaut, M<sup>me</sup> Françoise Hostalier, MM. Jean-Pierre Decool et Philippe Vuilque sur les conséquences de la **suppression de la publicité sur France Télévisions** pour le **financement des radios associatives**.  
(Questions n°s 21282-22.04.2008 ; 21283-22.04.2008 ; 22257-06.05.2008 ; 22258-06.05.2008).
- M. Jean-Luc Pérat, M<sup>me</sup> Jacqueline Maquet, MM. Philippe Vuilque, Jean-Claude Leroy, M<sup>me</sup> Odette Duriez, MM. Bernard Roman et Marc Dolez sur les conséquences de la **suppression de la publicité sur France Télévisions** pour le **financement des radios associatives**.  
(Questions n°s 22622-13.05.2008 ; 22623-13.05.2008 ; 22624-13.05.2008 ; 23046-20.05.2008 ; 23047-20.05.2008 ; 23048-20.05.2008 ; 23049-20.05.2008).

#### JO AN n° 28 du 8 juillet 2008

Réponse aux questions de :

- MM. Patrick Roy, Marc Le Fur et Jean-Claude Fruteau sur la **suppression de la publicité sur France Télévisions**.  
(Questions n°s 6669-09.10.2007 ; 8453-23.10.2007 ; 13640-12.02.2008 ; 16904-19.02.2008).
- MM. Germinal Peiro, Dino Cinieri, Alain Marty, Michel Liebgott, M<sup>me</sup> Isabelle Vasseur, MM. Damien Meslot, Bernard Cazeneuve, Jean Grellier, Jean-Marie Tourtelier, Philippe Armand Martin, Laurent Hénart, M<sup>mes</sup> Véronique Besse, Odette Duriez, MM. Jean-Pierre Kucheida, Jean Launay, Marc Francina, Bernard Perrut, M<sup>me</sup> Françoise Guégot, MM. Michel Grall, Jean-Marie Sermier, Jacques Valax, Philippe Vitel, M<sup>mes</sup> Françoise Imbert, Jacqueline Maquet, Geneviève Gaillard, M. Jean-Claude Mignon, M<sup>me</sup> Bérengère Poletti, MM. Bernard Pancher, Marc Vampa, Renaud Muselier, Alfred Trassy-Paillogues,

Nicolas Perruchot, Sébastien Huyghe, Pierre Morange, Nicolas Forissier, Axel Poniatowski, Jean-Claude Leroy, M<sup>me</sup> Arlette Grosskost, MM. Émile Blessig, Jean-Claude Viollet, Georges Colombier, Jean-Sébastien Vialatte, Georges Ginesta, Daniel Boisserie, Franck Marlin, Christophe Priou, Michel Delebarre, Henri Jibrayel, Yves Fromion, Claude Bartolone, Philippe Vuilque et François-Xavier Villain sur le projet de **réduction du seuil de surface** à construire, réhabiliter ou transformer, **entraînant un recours à un architecte**.

(Questions n<sup>os</sup> 15213-29.01.2008 ; 15214-29.01.2008 ; 15215-29.01.2008 ; 15216-29.01.2008 ; 15217-29.01.2008 ; 15767-05.02.2008 ; 15771-05.02.2008 ; 15773-05.02.2008 ; 16315-12.02.2008 ; 16317-12.02.2008 ; 16318-12.02.2008 ; 16319-12.02.2008 ; 16320-12.02.2008 ; 16867-19.02.2008 ; 16868-19.02.2008 ; 16869-19.02.2008 ; 16870-19.02.2008 ; 16874-19.02.2008 ; 16875-19.02.2008 ; 16876-19.02.2008 ; 16878-19.02.2008 ; 16879-19.02.2008 ; 17992-04.03.2008 ; 17993-04.03.2008 ; 18453-11.03.2008 ; 18454-11.03.2008 ; 18455-11.03.2008 ; 18456-11.03.2008 ; 18457-11.03.2008 ; 18460-11.03.2008 ; 18928-18.03.2008 ; 18930-18.03.2008 ; 18931-18.03.2008 ; 19322-25.03.2008 ; 19323-25.03.2008 ; 19324-25.03.2008 ; 19325-25.03.2008 ; 19327-25.03.2008 ; 19725-01.04.2008 ; 20149-08.04.2008 ; 20150-08.04.2008 ; 20151-08.04.2008 ; 20688-15.04.2008 ; 20689-15.04.2008 ; 21260-22.04.2008 ; 21764-29.04.2008 ; 22230-06.05.2008 ; 22231-06.05.2008 ; 22232-06.05.2008 ; 22233-06.05.2008 ; 22600-13.05.2008 ; 23019-20.05.2008 ; 23591-27.05.2008 ; 23592-27.05.2008).

- M<sup>me</sup> Marie-Françoise Pérol-Dumont sur la **suppression de la publicité sur France Télévisions**.  
(Question n<sup>o</sup> 15789-05.02.2008).

- M<sup>me</sup> Marguerite Lamour sur les **droits d'auteur** à verser à la **SACEM** par les **associations bénévoles** organisant des fêtes.  
(Question n<sup>o</sup> 16155-05.02.2008).

- M. Philippe Folliot sur la problématique de la **redevance d'archéologie préventive** pour les **carriers** (question signalée).  
(Question n<sup>o</sup> 20475-05.04.2008).

- M<sup>me</sup> Marie-Jo Zimmermann sur la **facturation** de l'accès aux bases de données des **archives** et s'il ne faudrait pas interdire cette pratique.  
(Question n<sup>o</sup> 20785-15.04.2008).

- M. Jean-Jacques Gaultier sur la réduction des **crédits** alloués aux **centres dramatiques nationaux** et sur la perte de l'**appellation de scène conventionnée**.  
(Question n<sup>o</sup> 21265-22.04.2008).

- M<sup>me</sup> Monique Boulestin sur la **suppression de la publicité sur France Télévisions**.  
(Question n<sup>o</sup> 21285-22.04.2008).

- M. Patrick Roy sur les conséquences de la **suppression de la publicité sur France Télévisions** pour le **financement des radios associatives**.  
(Question n<sup>o</sup> 21781-29.04.2008).

- M. Marc Dolez sur la prochaine **disparition** de la direction des Archives de France (**DAF**).  
(Question n<sup>o</sup> 22000-29.04.2008).

- M. Jean-Marie Morisset sur la baisse des **crédits** du ministère pour l'union régionale des foyers ruraux du Poitou-Charentes, **association d'éducation populaire**.  
(Question n<sup>o</sup> 23118-20.05.2008).

## JO AN n<sup>o</sup> 29 du 15 juillet 2008

Réponse aux questions de :

- M. Alain Marc sur les **difficultés des vidéoclubs** face au **téléchargement illégal**.  
(Question n<sup>o</sup> 14879-22.01.2008).

- M. Frédéric Lefebvre sur les réalisations envisagées grâce aux fonds récoltés, suite à la **coopération entre le musée du Louvre et le futur musée d'Abou Dabi**.  
(Question n<sup>o</sup> 15569-29.01.2008).

- MM. Jean-Louis Gagnaire, Jean-François Chossy, Laurent Hénart, M<sup>me</sup> Valérie Rosso-Debord, MM. Louis Cosyns, Richard Mallié, Daniel Boisserie, Christian Ménard, Marc Dolez, Éric Diard, François Calvet, André Gerin, M<sup>me</sup> Catherine Génisson, MM. Dino Cinieri, Philippe Gosselin, Gilbert Mathon, Michel Delebarre, Michel Liebgott, Maxime Gremetz, Alain Bocquet, Albert Facon, Jean-Paul Bacquet, Frédéric Cuvillier, M<sup>me</sup> Marie-Odile Bouillé, MM. Christophe Bouillon, Jean-Claude Mathis, Marc Goua, M<sup>me</sup> Odette Duriez, M. Jean-Claude Leroy, M<sup>me</sup> Geneviève Gaillard, M. Francis Hillmeyer, M<sup>me</sup> Jacqueline Fraysse, MM. Philippe Vuilque, Bernard Perrut, Richard Dell'Agnola, Patrick Beaudouin et Jean-Claude Bouchet sur la **gratuité d'accès aux musées et monuments historiques** pour les **étudiants**.

(Questions n<sup>os</sup> 16070-05.02.2008 ; 19552-25.03.2008 ; 20477-08.04.2008 ; 21547-22.04.2008 ; 21548-22.04.2008 ; 21549-22.04.2008 ; 22020-29.04.2008 ; 22021-29.04.2008 ; 22022-29.04.2008 ; 22023-29.04.2008 ; 22024-29.04.2008 ; 22025-29.04.2008 ; 22442-06.05.2008 ; 22443-06.05.2008 ; 22444-06.05.2008 ; 22445-06.05.2008 ; 22446-06.05.2008 ; 22447-06.05.2008 ; 22884-13.05.2008 ; 22885-13.05.2008 ; 23373-20.05.2008 ; 23374-20.05.2008 ; 23375-20.05.2008 ; 23376-20.05.2008 ; 23377-20.05.2008 ; 23378-20.05.2008 ; 23829-27.05.2008 ; 23830-27.05.2008 ; 23831-27.05.2008 ; 23832-27.05.2008 ; 23833-27.05.2008 ; 23834-27.05.2008 ; 23835-27.05.2008 ; 23836-27.05.2008 ; 23837-27.05.2008 ; 24852-10.06.2008 ; 24855-10.06.2008).

- M<sup>me</sup> Martine Aurillac sur la lutte contre le **piratage des films**.  
(Question n<sup>o</sup> 18481-11.03.2008).



- M. Jean-Jacques Urvoas sur les **difficultés rencontrées par l'INRAP**.

(Question n° 23370-20.05.2008).

- M. Jean-Pierre Kucheida sur les conséquences de la **suppression de la publicité sur France Télévisions** pour le **financement des radios associatives**.

(Question n° 25072-17.06.2008).

- M. Jean-Pierre Kucheida sur les conséquences de la **suppression de la publicité sur France Télévisions** pour le **financement des radios associatives**.

(Question n° 25073-17.06.2008).

#### JO AN n° 31 du 29 juillet 2008

Réponse aux questions de :

- M. Christophe Sirugue sur les mesures envisagées pour l'application de la loi relative au droit d'auteur et droits voisins dans la société de l'information (**loi DADVSI**) concernant la mise à disposition des **fichiers numériques des œuvres imprimées pour les personnes atteintes de cécité**.

(Question n° 17822-26.02.2008).

- M. Régis Juanico sur le projet de réforme visant à imposer le **recours obligatoire à un architecte** pour tout travaux **à partir de 20 m² de surface**.

(Question n° 25047-17.06.2008).

- M. William Dumas sur l'annonce de la **disparition de la direction des Archives de France**.

(Question n° 25359-17.06.2008).

- M. Jean-Pierre Kucheida sur la **gratuité des musées et monuments nationaux** pour les **étudiants en histoire**.

(Question n° 25395-17.06.2008).

- M<sup>me</sup> Martine Lignières-Cassou sur l'annonce de la **disparition de la direction des Archives de France**.

(Question n° 25895-24.06.2008).

#### JO AN n° 32 du 5 août 2008

Réponse aux questions de :

- M. Pierre Cardo sur la réglementation concernant les **interventions bénévoles d'artistes étrangers**.

(Question n° 935-17.07.2007).

- M. Étienne Mourrut sur la mise en place de l'abattement de la **taxe professionnelle des diffuseurs de presse**.

(Question n° 1772-31.07.2007).

- M. Michel Liebgott sur la précarisation du métier de **journaliste**.

(Question n° 4193-11.09.2007).

- M. Jean-François Chossy sur la couverture hertzienne de la télévision numérique terrestre (**TNT**).

(Question n° 12711-11.12.2007).

- MM. Philippe Cochet, Jean-François Chossy, Marc Francina, Jacques Remiller, Michel Voisin, Dominique

Perben, M<sup>me</sup> Geneviève Fioraso, MM. André Gerin et Franck Reynier sur les menaces qui pèsent sur les salles de **cinéma d'art et d'essai et de proximité** du fait de la baisse des **subventions de l'État**.

(Questions n°s 16322-12.02.2008 ; 16881-19.02.2008 ; 16882-19.02.2008 ; 16883-19.02.2008 ; 17995-04.03.2008 ; 17996-04.03.2008 ; 18462-11.03.2008 ; 18463-11.03.2008 ; 19328-25.03.2008).

- MM. André Vézinhét, Kléber Mesquida, Dominique Caillaud, M<sup>me</sup> Delphine Batho, M. William Dumas, M<sup>me</sup> Véronique Besse, MM. Francis Saint-Léger, Jean-Claude Viollet et Philippe Vuilque sur les **aides financières de l'État en faveur de l'action culturelle**.

(Questions n°s 16429-12.02.2008 ; 18060-04.03.2008 ; 18540-11.03.2008 ; 18541-11.03.2008 ; 18543-11.03.2008 ; 18544-11.03.2008 ; 20243-08.04.2008 ; 20244-08.04.2008 ; 21340-22.04.2008 (question transmise) ; 23659-27.05.2008 ; 24113-03.06.2008).

- M<sup>me</sup> Marie-Françoise Pérol-Dumont sur le **financement du spectacle vivant**.

(Question n° 16884-19.02.2008).

- M<sup>me</sup> Gisèle Biémouret sur le **financement du spectacle vivant**.

(Question n° 17495-26.02.2008).

- M. Jean-Marie Morisset sur les **aides financières de l'État en faveur de l'action culturelle**.

(Question n° 18542-11.03.2008).

- M. Frédéric Lefebvre sur les **programmes télévisés qui renvoient vers des services surtaxés**.

(Question n° 18949-18.03.2008).

- M. Frédéric Lefebvre sur le **déploiement de la TNT** sur tout le territoire.

(Question n° 18954-18.03.2008).

- M. Michel Lezeau sur l'accès aux émissions de **télévision aux sourds et malentendants**.

(Question n° 19099-18.03.2008).

- M. Étienne Mourrut sur le développement de la diffusion de **programmes étrangers en version originale sous-titrée**.

(Question n° 19344-25.03.2008).

- M. Jean-Luc Pérat sur les difficultés rencontrées par l'**INRAP**.

(Question n° 20474-08.04.2008).

- M. Yannick Favennec sur la prochaine disparition de la **télévision hertzienne** en France.

(Question n° 21286-22.04.2008).

- M. Kléber Mesquida sur la **politique de soutien en faveur du cinéma et de l'audiovisuel**.

(Question n° 21339-22.04.2008).

- M. Kléber Mesquida sur la participation des professionnels des filières de **l'action culturelle cinématographique** aux rendez-vous les concernant mis en place par le ministère de la Culture et de la

Communication (question transmise).

(Question n° 21341-22.04.2008).

- M. Francis Saint-Léger sur les **archives des collectivités territoriales**.

(Question n° 21765-29.04.2008).

- M. Philippe Vuilque sur la **politique de soutien en faveur du cinéma et de l'audiovisuel**.

(Question n° 22601-13.05.2008).

- M. Michel Vauzelle sur la reconnaissance du **provençal mistralien** comme **langue régionale**.

(Question n° 22674-13.05.2008).

- M. Étienne Mourrut sur le projet de loi sur les **Archives**.

(Question n° 23021-20.05.2008).

- M. Éric Raoult sur l'évolution favorable de l'**emploi permanent** dans le secteur de la **production cinématographique et audiovisuelle**.

(Question n° 23022-20.05.2008).

- MM. Jean-Yves Le Déaut et Christian Eckert sur les difficultés rencontrées par l'association « Scènes et territoires en Lorraine » et plus largement par les **scènes et centres nationaux**.

(Questions n°s 23024-20.05.2008 ; 23025-20.05.2008).

- M. Francis Saint-Léger sur la **valorisation des langues régionales**.

(Question n° 23117-20.05.2008).

- M. Bernard Perrut sur les conditions de participation de la France à l'**Eurovision**.

(Question n° 23594-27.05.2008).

- M. Kléber Mesquida sur l'annonce de la **disparition de la direction des Archives de France**.

(Question n° 23809-27.05.2008).

- M. Dominique Caillaud sur le projet de **réduction du seuil de surface** à construire, réhabiliter ou transformer, **entraînant un recours à un architecte**.

(Question n° 24524-10.06.2008).

- M. Patrick Lebreton sur le projet de **réduction du seuil de surface** à construire, réhabiliter ou transformer, **entraînant un recours à un architecte**.

(Question n° 24525-10.06.2008).

- MM. Jean-Marie Morisset, Michel Voisin et Jean-Claude Bouchet sur les conséquences, pour les **vidéoclubs**, du **piratage informatique**.

(Questions n°s 24549-10.06.2008 ; 24550-10.06.2008 ; 25071-17.06.2008).

- M<sup>me</sup> Geneviève Fioraso sur le devenir du **patrimoine de l'imprimerie nationale**.

(Question n° 26451-01.07.2008).

- M<sup>me</sup> Béatrice Pavy sur les conséquences de la **suppression de la publicité sur France Télévisions** pour le **financement des radios associatives**.

(Question n° 26802-08.07.2008).

## JO AN n° 33 du 12 août 2008

Réponse aux questions de :

- M. William Dumas sur l'**indépendance de la presse française**.

(Question n° 16117-05.02.2008).

- M. Alain Rousset sur le **soutien de l'État** au secteur du **cinéma**.

(Question n° 16430-12.02.2008).

- M. Dominique Dord sur le **soutien de l'État** au secteur du **cinéma**.

(Question n° 16880-19.02.2008).

- M. Alain Suguenot sur la **baisse du lectorat** de la **presse écrite** et ses conséquences.

(Question n° 19572-25.03.2008).

- M. Christophe Sirugue sur le projet de réforme de l'audiovisuel extérieur qui prévoit le **regroupement des chaînes TV5 Monde et France 24** avec **Radio France Internationale**.

(Question n° 20171-08.04.2008).

- M. Jean-Pierre Grand sur le **soutien de l'État** en faveur des **secteurs cinématographique et audiovisuel**.

(Question n° 20690-15.04.2008).

- M. Jean-Yves Le Déaut sur le fonctionnement des **chaînes de télévision municipales**.

(Question n° 21329-22.04.2008).

- M. Christian Vanneste sur les orientations de la prochaine **directive européenne**, dite **Télévision sans frontières**.

(Question n° 23053-20.05.2008).

- M. Jean-Luc Reitzer sur la politique d'**accès à la culture** en faveur des **familles nombreuses** notamment dans les musées.

(Question n° 23743-27.05.2008).

- M. Maurice Leroy sur les conséquences d'**absence de délais** pour la réalisation de **fouilles archéologiques préventives** dans le cadre d'un projet d'aménagement.

(Question n° 27056-08.07.2008).

## JO AN n° 34 du 19 août 2008

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Pierre Decool, M<sup>me</sup> Catherine Génisson, MM. Michel Lefait, Jacques Remiller, Jean-Pierre Kucheida, M<sup>me</sup> Odette Duriez, MM. François-Xavier Villain, Christian Vanneste, M<sup>mes</sup> Jacqueline Maquet et Cécile Gallez sur les **fouilles archéologiques préventives** sur les parcs d'activités.

(Questions n°s 19168-18.03.2008 (question transmise) ; 19548-25.03.2008 ; 19549-25.03.2008 ; 19550-25.03.2008 (question transmise) ; 19955-01.04.2008 ; 19956-01.04.2008 ; 19957-01.04.2008 (question transmise) ; 19958-01.04.2008 ; 20472-08.04.2008 ; 20473-08.04.2008).

- M<sup>me</sup> Gisèle Biémouret sur le secteur de la **distribution de la presse**.  
(Question n° 22060-29.04.2008).
- M. Claude Bartolone sur le **financement de la conservation du patrimoine privé**.  
(Question n° 22440-06.05.2008).
- M. Jean-Pierre Kucheida sur les **fouilles archéologiques préventives** sur les parcs d'activités.  
(Question n° 22881-13.05.2008).
- M. Jean-Pierre Grand sur les conséquences économiques de la **piraterie sur Internet** pour les **vidéoclubs**.  
(Question n° 26799-08.07.2008).

#### JO AN n° 35 du 26 août 2008

Réponse aux questions de :

- M. Marc Le Fur sur la réalisation des **travaux de rénovation culturels** et plus particulièrement sur les chantiers de l'**EMOC**.  
(Question n° 1284-24.07.2007).
- M<sup>me</sup> Pascale Gruny sur le régime social et fiscal appliqué aux **correspondants locaux de presse écrite**.  
(Question n° 8913-30.10.2007).
- M. Patrick Roy sur la protection des **droits d'auteur** et le **piratage numérique**.  
(Question n° 12200-04.12.2007).
- M. Jacques Péliissard sur les difficultés rencontrées pour l'instruction des **demandes d'enseignes dans les espaces protégés**.  
(Question n° 16832-12.02.2008).
- M. Jean-Marc Roubaud sur la **diffusion d'articles de presse sur Internet**.  
(Question n° 17921-16.02.2008).
- M. Gérard Hamel sur la lutte contre le **téléchargement illégal de films sur Internet**.  
(Question n° 18948-18.03.2008).
- M. Jean-Frédéric Poisson sur l'**amélioration des programmes des chaînes publiques**.  
(Question n° 18951-18.03.2008).
- M. Patrice Verchère sur le champ d'application de la **taxe sur les spectacles**.  
(Question n° 19519-25.03.2008).
- M. Jean-Claude Bouchet sur la nécessité de dynamiser le **marché de l'art en France**.  
(Question n° 20120-01.04.2008).
- M<sup>me</sup> Corinne Erhel sur le **financement public du cinéma**.  
(Question n° 20152-08.04.2008).
- M. Michel Sainte-Marie sur les conséquences de la **suppression des tarifs spécifiques à l'acheminement des livres**.  
(Question n° 20510-08.04.2008).
- MM. François Loncle, Rudy Salles, Patrick Bloche, M<sup>me</sup> Aurélie Filippetti et M. Christian Kert sur l'oubli dans lequel est en train de sombrer l'**œuvre cinématographique de Pierre Etaix**.  
(Questions n°s 22235-06.05.2008 ; 23593-27.05.2008 ; 25048-17.06.2008 ; 25630-24.06.2008 ; 25631-24.06.2008).
- M. Éric Raoult sur la **défense de la diversité à la télévision**.  
(Question n° 22626-13.05.2008).
- M. Jacques Groperrin sur le **coût de l'enseignement musical dans les écoles de musique**.  
(Question n° 22758-13.05.2008).
- M. Jean-Marc Roubaud sur le rachat de *Midi libre* par le groupe Sud-Ouest et ses conséquences sur la **clause de cession pour les journalistes**.  
(Question n° 23168-20.05.2008).
- M. François Grosdidier sur les moyens dont dispose l'**INRAP**.  
(Question n° 23828-27.05.2008).
- M. Marc Le Fur sur les réformes engagées par le ministère sur l'**application des lois**.  
(Question n° 24843-10.06.2008).
- M<sup>me</sup> Marie-George Buffet sur la **retransmission, en accès libre, des résumés des matchs de l'Euro 2008** sur toutes les chaînes de **télévision** qui le souhaitent.  
(Question n° 25541-17.06.2008).
- M. Jean Grellier sur les conséquences économiques de la **piraterie sur Internet** pour les **vidéoclubs**.  
(Question n° 25654-24.06.2008).
- M<sup>me</sup> Valérie Rosso-Debord sur le **financement du spectacle vivant**.  
(Question n° 25691-24.06.2008).
- M<sup>me</sup> Aurélie Filippetti sur le **financement de la restauration du patrimoine monumental**.  
(Question n° 25915-24.06.2008).
- MM. Christian Estrosi et Lucien Degauchy sur la **fiscalité concernant la restauration des monuments historiques privés**.  
(Questions n°s 27977-22.07.2008 ; 27978-22.07.2008).
- M. Francis Hillmeyer sur les conséquences d'une éventuelle **réforme du seuil au-delà duquel le recours à un architecte est obligatoire**.  
(Question n° 28266-29.07.2008).
- M. Marc Laffineur sur le projet de réforme concernant la **fiscalité des monuments historiques**.  
(Question n° 28525-29.07.2008).
- M. Marcel Bonnot sur la **gratuité des musées et monuments nationaux pour les étudiants**.  
(Question n° 28604-29.07.2008).

## SÉNAT

## JO S n° 27 du 3 juillet 2008

Réponse aux questions de :

- M. Jean Louis Masson sur l'évolution des **programmes de TV5**.

(Question n° 1837-13.09.2007).

- MM. Jean-Pierre Godefroy, Thierry Repentin, M<sup>mes</sup> Christiane Demontès, Michèle San Vicente-Baudrin, MM. Jean-Pierre Chauveau, Georges Mouly, Gérard César et Robert Tropeano sur le projet de **réduction du seuil de surface** à construire, réhabiliter ou transformer, entraînant un **recours à un architecte**.  
(Questions n°s 3233-31.01.2008 ; 3261-07.02.2008 ; 3293-07.02.2008 ; 3426-14.02.2008 ; 3517-28.02.2008 ; 3543-28.02.2008 ; 3650-06.03.2008 ; 3834-27.03.2008).

- MM. Raymond Couderc et Marcel Rainaud sur les conséquences de la **suppression de la publicité sur France Télévisions** pour le **financement des radios associatives**.

(Questions n°s 4120-24.04.2008 ; 4174-24.04.2008).

## JO S n° 28 du 10 juillet 2008

Réponse aux questions de :

- M. Jean Louis Masson sur la **facturation** de l'accès aux bases de données des **archives départementales**.  
(Question n° 3978-10.04.2008).

- MM. Roland Courteau et Paul Raoult sur les conséquences, pour les **radios associatives**, de la **suppression de la publicité sur la télévision de service public**.  
(Questions n°s 4322-08.05.2008 ; 4520-22.05.2008).

## JO S n° 29 du 17 juillet 2008

Réponse aux questions de :

- M. Bernard Piras, M<sup>mes</sup> Sylvie Desmarescaux, Josiane Mathon-Poinat, MM. André Boyer, Daniel Raoul et M<sup>me</sup> Patricia Schillinger sur la **gratuité d'accès aux musées et monuments historiques** pour les **étudiants**.  
(Questions n°s 4149-24.04.2008 ; 4337-08.05.2008 ; 4365-08.05.2008 ; 4377-08.05.2008 ; 4385-08.05.2008 ; 4412-15.05.2008).

## JO S n° 30 du 24 juillet 2008

Réponse à la question de :

- M<sup>me</sup> Catherine Dumas sur l'expérimentation menée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 sur la **gratuité des musées nationaux parisiens**.  
(Question n° 4863-19.06.2008).

## JO S n° 32 du 7 août 2008

Réponse aux questions de :

- M. Louis Duvernois sur la campagne publicitaire en

faveur de **France 24** (question transmise).

(Question n° 914-19.07.2007).

- M. Jacques Legendre, M<sup>mes</sup> Béatrice Descamps, Colette Mélot et M. Jean-François Picheral sur la possibilité pour les **conservateurs territoriaux** d'émettre un avis négatif lors des **dons** en cas d'absence de **consensus familial**.

(Questions n°s 2077-11.10.2007 ; 3100-17.01.2008 ; 3229-31.01.2008 ; 3456-21.02.2008).

- M. Jean Puech sur la **protection du patrimoine architectural national**.

(Question n° 2348-01.11.2007).

- M. Bernard Fournier sur le risque de **multiplication des paraboles** dans les **zones non couvertes par la TNT** via les émetteurs terrestres.

(Question n° 2776-13.12.2007).

- M. Marcel Rainaud les **aides financières de l'État en faveur de l'action culturelle**.

(Question n° 3990-10.04.2008).

- M. Ivan Renar sur le statut et le financement de **l'Agence France-Presse**.

(Question n° 4135-24.04.2008).

- M. Roland Courteau sur la **valorisation des langues régionales**.

(Question n° 4498-22.05.2008).

- M. Daniel Percheron sur la **gratuité des musées et monuments nationaux pour les étudiants**.

(Question n° 5059-10.07.2008).

- M. Ivan Renar sur les conséquences de la **suppression de la publicité sur France Télévisions** pour le **financement des radios associatives**.

(Question n° 5083-10.07.2008).

## JO S n° 33 du 21 août 2008

Réponse à la question de :

- M<sup>me</sup> Françoise Henneron sur la **gratuité des musées nationaux pour les étudiants** en histoire.

(Question n° 5225-24.07.2008).

## JO S n° 34 du 28 août 2008

Réponse aux questions de :

- M<sup>me</sup> Catherine Dumas sur l'harmonisation des **législations européennes** relatives au **recel des œuvres d'art**.

(Question n° 4154-24.04.2008).

- M. Robert Tropeano sur les conséquences de l'absence de délais de **réalisation des fouilles archéologiques**.

(Question n° 4547-22.05.2008).

- M<sup>me</sup> Catherine Dumas sur le projet de **reconstruction du palais des Tuileries**.

(Question n° 4809-12.06.2008).

## Divers

**Annexe de l'arrêté du 15 juillet 2008 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 169* du 22 juillet 2008).**

**Liste des biens transférés à la ville de Cahors**

**Direction des musées de France :**

Musée du Louvre, département des antiquités grecques, étrusques et romaines

INV. ÉTAT	INV. MUSÉE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
75 (registre 6DD13)	Ca.3.140	Ēnochoé	bucchero	H. : 19,3	1875	récolé-vu
76 (registre 6DD13)	Ca.3.144	Ēnochoé	bucchero ; incisé	H. : 22,5	1875	récolé-vu
185 (registre 6DD13)	Ca.3.137	Olpé	bucchero	H. : 14	1875	récolé-vu
323 (registre 6DD13)	Ca.3.141	Canthare	bucchero ; décor à la roulette	H. : 12,4 ; D. : 11,6	1875	récolé-vu
324 (registre 6DD13)	Ca.3.143	Canthare	bucchero ; décor à la roulette, incisé	H. : 10,7 ; D. : 11,5	1875	récolé-vu
325 (registre 6DD13)	Ca.3.145	Canthare ; vasque carénée	bucchero	H. : 13	1875	récolé-vu
515 (registre 6DD13) ; 55 - C - 150	Ca.3.139	Coupe	bucchero	D. : 13	1875	récolé-vu
593 (registre 6DD13)	Ca.3.142	Ēnochoé	terre cuite ; vernis noir ? bucchero ?	D. : 14,9	1875	récolé-vu
N 4066 ; MN 1672 ; 943 (registre 6DD13) ; 1143	Ca.3.132	Ēnochoé	terre cuite beige ; vernis noir	H. : 9	1875	récolé-vu
ED 98 ; 973 (registre 6DD13)	Ca.3.135	Ēnochoé	terre cuite beige ; figures noires, rehauts blancs	H. conservée : 9,7	1875	récolé-vu
N 4050 ; MN 1671 ; 1137 (registre 6DD13)	Ca.3.131	Aryballe globulaire	terre cuite beige ; peinture brune	H. : 6,5	1875	récolé-vu
ED 535 ; 1139 (registre 6DD13)	Ca.3.134	Lécythe aryballisque	terre cuite beige rougeâtre ; peinture noire, rehauts blancs	H. conservée : 4	1875	récolé-vu
1636 (registre 6DD13)	Ca.3.146	Miroir	bronze	D. : 10	1875	récolé-vu

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 917 ; B 139	Anonyme (Grèce, <sup>xviii</sup> s.)	Le Tombeau de Saint-Spiridon, évêque de Chypre ; Le Sanctuaire de Saint-Spiridon	fond d'or ; bois	H. : 20 ; L. : 16	1872	récolé-vu
INV 1807 ; B 1325	Anonyme ; Rubens Petrus-Paulus (d'après)	Le Départ de Mars pour la guerre	peinture à l'huile ; toile	H. : 72 ; L. : 115	1872	récolé-vu
INV 8856	Anonyme ; Vien Joseph Marie (d'après)	Callisto, nymphe de Diane, sortant du bain	peinture à l'huile ; toile	H. : 92 ; L. : 68	1872	récolé-vu
INV 2194 ; L 3641	Abel de Pujol Alexandre-Denis	Sisyphe aux enfers ; Sisyphe roulant son rocher	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 162	1872	récolé-vu
INV 4507	Forestier Henri-Joseph de	Jésus guérissant un jeune homme possédé du démon	peinture à l'huile ; toile	H. : 305 ; L. : 215	1885	récolé-vu
INV 33 ; MR 24	Mignard Pierre ; Albani Francesco, L'albane (dit, d'après)	Vénus et Vulcain	peinture à l'huile, toile	D. : 84	1892	récolé-vu

**Délégation aux arts plastiques :**  
Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 796	Astanières Eugène-Nicolas-Clément comte d'	Buste du maréchal Bessières	plâtre patiné bronze	H. : 87 ; L. : 54 ; P. : 32	1891	récolé-vu
FNAC 1312	Barillot Léon	Le Port à Ouistreham	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 120	1889	récolé-vu
FNAC 861-18	Bauer L.E.	Portrait de l'impératrice Eugénie	peinture à l'huile ; toile	H. : 240 ; L. : 130	1870	récolé-vu
FNAC 261	Bin Émile	L'Ilyssus	peinture à l'huile ; toile	H. : 127 ; L. : 227	1889	récolé-vu
FNAC 847	Boetzel Ernest-Philippe	Portrait de Léon Gambetta	fusain	H. : 82 ; L. : 73	1896	récolé-vu
FNAC 1330	Bouche Louis-Alexandre	Le Bout du village, le matin	peinture à l'huile ; toile	H. : 115 ; L. : 145	1890	récolé-vu
FNAC PFH-1542	Brune Adolphe	Joseph le nègre	peinture à l'huile ; toile	H. : 165 ; L. : 115	1874	récolé-vu
FNAC 1659	Busson Georges	Les Abois	peinture à l'huile ; toile	H. : 250 ; L. : 150	1890	récolé-vu
FNAC 1174	Couturier Léon	Le Dimanche à bord, escadre d'évolutions	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 150	1889	récolé-vu
FNAC 92	Delacroix Henri-Eugène	Les Anges rebelles	peinture à l'huile ; toile	H. : 480 ; L. : 385	1879	récolé-vu
FNAC 677	Delanoy Jacques	Le Bottelage des asperges	peinture à l'huile ; toile	H. : 65 ; P. : 85	1886	récolé-vu
FNAC 1732	Didier-Pouget William	La Vallée du Lot, Saint-Cirq-la-Popie	peinture à l'huile ; toile	H. : 94 ; L. : 116	1904	récolé-vu
FNAC PFH-1543	Diranian Sarkis	Laveuses au bord du Lot	peinture à l'huile ; toile	H. : 113 ; L. : 80	1889	récolé-vu
FNAC 1267	Girardet Eugène Alexis	Dans les hauts plateaux après l'orage	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 145	1904	récolé-vu
FNAC 1341	Huet Paul	Vue d'Avignon	peinture à l'huile ; toile	H. : 130,5 ; L. : 174,5	1881	récolé-vu
FNAC FH 867-156	Laugier Jean-Nicolas ; Winterhalter Franz-Xaver (d'après)	Portrait en pied de Napoléon III	peinture à l'huile ; toile	H. : 242 ; L. : 137	1868	récolé-vu
FNAC 1409	Layraud Joseph-Fortuné	Portrait en pied de Gambetta	peinture à l'huile ; toile	H. : 213,5 ; L. : 121,5	1905	récolé-vu
FNAC 1255	Lecomte Victor	Effet de lampe, après dîner	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 100	1904	récolé-vu
FNAC PFH-4515	Lefort Henri-Émile	Portrait de Gambetta	gravure sur papier		1902	récolé-vu
FNAC 471	Leman Jacques-Edmond	Prise de possession de la ville de Cahors par les Anglais ; Jehan Chandos à Cahors	peinture à l'huile ; toile	H. : 223 ; L. : 400	1880	récolé-vu
FNAC 724	Loiseau-Bailly Georges	Buste de Gambetta	plâtre	H. : 90 ; L. : 80 ; P. : 55	1902	récolé-vu
FNAC 18 ; FNAC 276	Moreau Hippolyte	Uno Bevitore	plâtre	H. : 200 ; L. : 100 ; P. : 70	1886	récolé-vu
FNAC 1320	Pilet Léon	Un Coup de vent	plâtre	H. : 155 ; L. : 55 ; P. : 60	1889	récolé-vu
FNAC PFH-1547	Robert-Fleury Tony	Les Danaïdes	peinture à l'huile ; toile	H. : 288 ; L. : 200	1875	récolé-vu
FNAC 524	Scott Henri-Louis	Les Funérailles de Gambetta	peinture à l'huile ; toile	H. : 150 ; L. : 275	1884	récolé-vu
FNAC PFH-1548	Serres Henri-Charles de ; Winterhalter Franz-Xaver (d'après)	Portrait en pied de l'empereur Napoléon III	peinture à l'huile ; toile	H. : 240 ; L. : 130	1870	récolé-vu
FNAC 615	Turcan Jean	Buste de Clément Marot	plâtre patiné bronze	H. : 88 ; L. : 70 ; P. : 43	1892	récolé-vu
FNAC 147	Valadon Jules-Emmanuel	Le Repos éternel	peinture à l'huile ; toile	H. : 45 ; L. : 75	1895	récolé-vu
FNAC 1127	Weyl Émilie Jenny (M <sup>me</sup> ), Schawol (M <sup>lle</sup> )	Quinze ans !	plâtre	H. : 65 ; L. : 40 ; P. : 32	1889	récolé-vu
FNAC 1118	Zo Henri	L'Idole	peinture à l'huile ; toile	H. : 160 ; L. : 130	1903	récolé-vu

**Annexe de l'arrêté du 15 juillet 2008 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 169* du 22 juillet 2008).**

**Liste des biens transférés à la ville de Dreux**

**Direction des musées de France :**

Musée du Louvre, département des antiquités grecques, étrusques et romaines

INV. ÉTAT	INV. MUSÉE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
238 (registre 6DD13)	INV 3	Olpé	bucchero	H. : 15,3 ; L. : 11,8	1875	récolé-vu
27 (registre 6DD13)	INV 1	Ēnochoé	bucchero	H. : 25,1 ; L. : 15,3	1875	récolé-vu
41 (registre 6DD13)	INV 2	Ēnochoé	bucchero ; incisé	H. : 17,5 ; L. : 11,9	1875	récolé-vu
440 (registre 6DD13)	INV 4	Canthare	bucchero	H. : 13,7 ; L. : 18,3	1875	récolé-vu
511 (registre 6DD13)	INV 5	Coupe à lèvres (cylix)	bucchero	H. : 6,7 ; L. : 14,8	1875	récolé-vu
ED 1133 ; N 3692 ; 1078 (registre 6DD13)	INV 7	Skyphos	terre cuite vernissée	H. : 7,9 ; D. : 9,5 ; L. : 15	1875	récolé-vu
N 3631 ; ED 1025 ; 711 (registre 6DD13)	INV 6	Coupe	terre cuite ; vernis noir	H. : 8 ; D. : 17,8	1875	récolé-vu

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 5167bis ; LP 5908	Gué Julien-Michel	Les Saintes femmes au tombeau	peinture		1876	récolé-vu
INV 5168 ; LP 5904	Gué Julien-Michel	Notre-seigneur trahi par Judas	peinture		1876	récolé-vu
INV 5169 ; LP 5905	Gué Julien-Michel	Notre-Seigneur devant Caïphe	peinture		1876	récolé-vu
INV 5170 ; LP 5906	Gué Julien-Michel	Notre-Seigneur livré aux juifs	peinture		1876	récolé-vu
INV 5171 ; LP 5907	Gué Julien-Michel	Notre-Seigneur portant sa croix	peinture		1876	récolé-vu

**Délégation aux arts plastiques :**

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 2114	Chenard-Huche Georges	La Neige à Montmartre	peinture à l'huile ; toile	H. : 64 ; L. : 80	1909	récolé-vu
FNAC 2508	Compagnon-Violette Eugénie	Anémones et quarantaines	peinture à l'huile ; bois	H. : 59 ; L. : 50	1909	récolé-vu
FNAC 2931	Dezire Henri	Nature morte	peinture à l'huile ; toile	H. : 47 ; L. : 58	1910	récolé-vu
FNAC 285	Mangeant Paul-Émile	Retour de l'enfant prodigue	peinture à l'huile ; toile	H. : 147 ; L. : 176,5	1882	récolé-vu
FNAC 2929	Pichon Suzanne (M <sup>me</sup> ), Boutroux Suzanne (M <sup>lle</sup> )	La chapelle près du lac (Melchsée-Frutt)	peinture à l'huile ; toile	H. : 60, 5 ; L. : 89	1910	récolé-vu
FNAC 2973	Synave Tancrède	Femme couchée	peinture à l'huile ; toile	H. : 145 ; L. : 210	1910	récolé-vu
FNAC PFH-207	Viollet-le-Duc Adolphe Étienne	Vue de la vallée de Jouy et des coteaux de Saint-Marc, prise des hauteurs du Metz (Seine-et-Oise)	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 300	1874	récolé-vu
FNAC 2458	Yerme Émile-Jean	Effet de neige, vu de mon atelier	peinture à l'huile ; toile	H. : 95 ; L. : 73	1909	récolé-vu

**Annexe de l'arrêté du 15 juillet 2008 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 169* du 22 juillet 2008).**

Liste des biens transférés à la ville de Laval

Direction des musées de France :

Chalcographie du Louvre

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DÉPÔT	NOTES
	Besson Marguerite	Le Moulin de la Galette	gravure	1908	récolé-vu
	Besson Marguerite ; Guignard Gaston (d'après)	Le troupeau à la mare	gravure	1908	récolé-vu
	Leseigneur Henri ; Bonnat Léon-Joseph-Florentin (d'après)	Job	gravure	1908	récolé-vu

**Délégation aux arts plastiques :**

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC PFH-3094	Corabœuf Jean-Alexandre	Portrait de Madame P.G.	eau-forte ; papier	H. : 49,5 ; L. : 64,5	1908	récolé-vu
FNAC PFH-1500	Fattorini Eugène-Justin ; Cot Pierre-Auguste (d'après)	Mireille	gravure	H. : 50 ; L. : 38	1908	récolé-vu
FNAC PFH-1458	Geniole Alfred-André	Saint-Roch	peinture à l'huile ; toile	H. : 253 ; L. : 132	1849	récolé-vu
FNAC 1568	Gontier Clément	Jésus guérissant les malades	peinture à l'huile ; toile	H. : 114 ; L. : 146	1903	récolé-vu
FNAC PFH-3095	Mac Laughlan Donald Shaw	Le Pont Neuf	gravure	H. : 51 ; L. : 35,6	1908	récolé-vu

**Annexe de l'arrêté du 15 juillet 2008 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 169* du 22 juillet 2008).**

Liste des biens transférés à la ville de Saint-Lô

Direction des musées de France :

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 4185 ; MR 1547	Dubois Louis-Ambroise	La Charité romaine	peinture à l'huile ; toile	H. : 161 ; L. : 134,5	1872	récolé-vu

**Délégation aux arts plastiques :**

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 684	Boudin Eugène-Louis	Marée basse ; Coucher de soleil sur une plage à marée basse	peinture à l'huile ; toile	H. : 115 ; L. : 160	1886	récolé-vu
FNAC 103	Coutan Jules-Félix ; Thiebaut (fondeur)	Eros	bronze	H. : 210 ; L. : 56 ; P. : 56	1879	récolé-vu
FNAC 342	Rozier Jules-Charles	Le Matin à l'île Chausey	peinture à l'huile ; toile	H. : 75 ; L. : 132	1883	récolé-vu
FNAC 867-261	Rozier Jules-Charles	Les Falaises de Villequier	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 195	1867	récolé-vu



**Annexe de l'arrêté du 17 avril 2008 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 219* du 19 septembre 2008).**

**Liste des biens transférés à la ville de Remiremont**

**Délégation aux arts plastiques :**

**Fonds national d'art contemporain**

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 476	Adler Jules	Au Faubourg Saint-Denis, le matin	peinture à l'huile ; toile	H. : 245 ; L. : 190	1895	récolé-vu
FNAC PFH-2391	Belloc Louise ; Gérard François, baron (d'après)	Portrait du roi Louis-Philippe	peinture à l'huile ; toile	H. : 240 ; L. : 160	1834	récolé-vu
FNAC 284	Bergeret Denis-Pierre	Quand vous aurez fini !	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 120	1898	récolé-vu
FNAC 641	Besson Jules-Gustave	Devant Saint-Sulpice	peinture à l'huile ; toile	H. : 205 ; L. : 155	1897	récolé-vu
FNAC 1302	Bonnencontre Ernest de, Courtois Ernest (dit)	L'Automne	peinture à l'huile ; toile	H. : 56 ; L. : 34	1902	récolé-vu
FNAC 2171	Bourgeois Victor	Rayon de lune à travers les sapins	pastel	H. : 23 ; L. : 30,5	1909	récolé-vu
FNAC 420	Charpentier-Bosio Gaston	Mort de Thémistocle	peinture à l'huile ; toile	H. : 145 ; L. : 115	1891	récolé-vu
FNAC 499	Martinet Louis	Coucher de soleil	peinture à l'huile ; toile	H. : 89 ; L. : 100	1889	récolé-vu
FNAC 2030	Waidman Pierre	La Neige dans les Vosges	gravure en couleurs	H. : 35 ; L. : 28,5	1909	récolé-vu

**Liste des dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (conformément au décret n° 2000-1137 du 24 novembre 2000) accordées en juillet 2008 à des œuvres cinématographiques par la ministre chargé de la culture.**

<b>Titre</b>	<b>N° du visa</b>	<b>Date du visa</b>	<b>Éditeur</b>	<b>Date de dérogation</b>
Je suis un cyborg				
To : Saibogujiman Kwenchana .....	118.898 .....	10-10-2007 .....	Wild Side Video .....	02-07-2008
It's a free world ! .....	119.354 .....	12-12-2007 .....	Diaphana Distribution .....	02-07-2008
Yeux bandés(Les) .....	107.336 .....	31-05-2007 .....	France Télévisions Distribution .....	09-07-2008
Charlie, les filles lui disent merci				
To : Good luck chuck .....	119.215 .....	27-11-2007 .....	Gaumont Columbia Tristar Home Video ...	09-07-2008
Alexandra .....	118.225 .....	14-09-2007 .....	France Télévisions Distribution .....	09-07-2008
Reviens-moi				
To : Atonement .....	119.261 .....	.....	Studiocanal Vidéo .....	09-07-2008
30 jours de nuit				
To : 30 days of night .....	119.325 .....	12-12-2007 .....	SND .....	09-07-2008
Ile (L')				
To : Ostrov .....	119.406 .....	31-12-2007 .....	France Télévisions Distribution .....	09-07-2008
Xxy .....	119.158 .....	27-11-2007 .....	Pyramide Vidéo .....	10-07-2008
Death note : The last name .....	119.525 .....	31-12-2007 .....	Sté Kaze .....	10-07-2008
Enfin veuve .....	105.889 .....	08-01-2008 .....	Gaumont Vidéo .....	16-07-2008
Lust, caution				
To : Se jie .....	119.352 .....	20-12-2007 .....	UGC PH .....	16-07-2008
Into the wild .....	119.364 .....	18-12-2007 .....	Pathé Distribution .....	16-07-2008
Smiley face .....	119.464 .....	07-01-2008 .....	Studiocanal Vidéo .....	16-07-2008
Triangle				
To : The saam gok .....	119.252 .....	07-12-2007 .....	Wild Side Video .....	16-07-2008
Chambre 1 408				
To : 1 408 .....	119.668 .....	22-01-2008 .....	TF1 Vidéo .....	17-07-2008
Death sentence .....	118.964 .....	04-12-2007 .....	Metropolitan filmexport .....	17-07-2008
Royaume (Le)				
To : The kingdom .....	119.035 .....	26-10-2007 .....	Universal Pictures vidéo .....	22-07-2008
Promets moi .....	114.575 .....	04-10-2007 .....	Studiocanal Vidéo .....	30-07-2008
Live .....	119.482 .....	18-01-2008 .....	SND .....	30-07-2008

# Bulletin officiel



## Coupon d'abonnement (1)

**Nom, prénom :** .....  
(ou service destinataire)

**Pour un renouvellement, n° d'abonné :** .....

**Adresse complète :** .....

**Adresse de livraison (si différente) :** .....

**Téléphone :** .....

**Profession (2) :** .....

**Nombre d'abonnements souhaités :** ..... x 50€ = ..... pour l'année .....

**Date et signature (3).**

(1) À retourner au ministère de la Culture et de la Communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication est à envoyer au ministère de la Culture et de la Communication, D A G, Bureau du fonctionnement des services, **Mme Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.